



Ce soir,
une heure
de sommeil
en plus! A3

CINÉMA Stoneham accueille le tournage du
conte fantastique « Le marais » B 1

ARTS L'ADISQ: vers la récolte des Félix C 1

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL



www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE SAMEDI 27 OCTOBRE 2001

Un Amérindien sur sa réserve coûte en moyenne 22 000 \$

Chaque année, le gouvernement fédéral dépense des milliards de dollars pour les autochtones vivant dans les réserves. Pourtant, des milliers d'entre eux vivent dans une pauvreté extrême. Où vont les milliards destinés aux autochtones? Quel usage en est fait? Qui tient les cordons de la bourse? Monique Giguère revient d'une tournée de réserves indiennes où les chefs ont ouvert les livres tout grands devant elle. Aujourd'hui: le coût des réserves.

PREMIER DE TROIS

■ Un Indien dans sa réserve au Québec, qu'il travaille ou qu'il chôme, coûte en moyenne 22 000 \$ par année aux contribuables. Et ne paie pas un sou d'impôt. Ne verse pas un liard dans la cagnotte de l'État. C'est plus d'un milliard de dollars qui sont dépensés en chiffres absolus chaque année pour 44 274 Indiens. Un chiffre à première vue astronomique, qui perd de son impact quand on sait que le *per capita* englobe les dépenses des deux paliers de gouvernement et le coût de tous les services généralement dispensés par les provinces comme l'éducation, la santé, l'aide sociale, l'habitation, voire l'entretien des routes et l'infrastructure communautaire.



Monique Giguère

MGiguere@lesoleil.com

L'ARGENT
DES
RÉSERVES

« C'est clair que ce n'est pas Revenu Canada », réagit le directeur général intérimaire du bureau de Québec, André Côté, quand on lui dit que les Affaires indiennes ont une réputation de panier percé. De ministère où l'argent fuit de partout. « Je ne pense pas que l'ACDI rapporte beaucoup non plus en termes de rentrées de fonds. On est un ministère à vocation sociale, très sociale. Les autochtones sont parmi les citoyens les plus pauvres au pays », poursuit-il en entrevue au SOLEIL, flanqué de deux autres gestionnaires, René Gros-Louis, un Huron de Wendake, et Bruce La-



Armée d'une chaudière et d'une planche à laver, Cynthia, une mère monoparentale de cinq enfants de 4 à 13 ans, fait sa lessive au lac, accompagnée de son fils de cinq ans, Daniel. Les Algonquins de Kitchisakik n'ont ni électricité, ni eau courante, ni toilette.

brador, un Micmac originaire de Nouvelle-Écosse.

Pauvres, les Indiens le sont en effet, avec des conditions de vie inférieures à celles des Blancs. Moins scolarisés aussi avec un taux de décrochage inquiétant. Un taux de chômage trois fois plus élevé que dans la population en général. Une espérance de vie moindre et un taux de suicide alarmant, chez les jeunes en particulier.

Une situation qui désole autant qu'elle surprend quand on pense aux milliards engloutis depuis des décennies dans l'amélioration des conditions de vie des autochtones au Canada.

Voir RÉSERVE en A 2 >

- La saga des 40 maisons Page D2
- Des miracles avec rien Page D2
- Une « farce » de 7,3 MM\$ Page D3
- Un vrai fourre-tout Page D3

Les Alliés accumulent les revers

Pendant que l'anthrax touche de nouveaux symboles, un opposant antitaliban est tué

■ (D'après AFP et AP) — La campagne antiterroriste des États-Unis et de leurs alliés a connu son « vendredi noir », subissant des revers sur tous les fronts.

La CIA et la Cour suprême ont été frappées hier par le bioterrorisme. Des traces du bacille du charbon ont été trouvées dans les bureaux de ces deux institutions.

Hier, l'Agence centrale de renseignement a annoncé avoir détecté des traces du bacille dans un immeuble utilisé pour le tri du courrier au sein de son complexe de Langley en Virginie, à 15 kilomètres de Washington.

Et des traces de la bactérie ont été repérées dans un filtre du système de ventilation d'un immeuble situé à plusieurs kilomètres de la Cour suprême, mais par où passe le courrier destiné au tribunal et à ses neuf magistrats.

De plus, des tests effectués dans trois bureaux d'une annexe du Congrès ont révélé la présence de traces du bacille, a annoncé hier soir le porte-parole de la police du Capitole, Dan Nichols.

À l'étranger, par ailleurs, un premier cas a été signalé au Pakistan.

L'enquête piétine alors que les rumeurs s'amplifient.

La Maison-Blanche a par ailleurs dû démentir hier soir que les analyses menées sur des bacilles de charbon contenus dans une lettre contaminée montraient la présence d'un additif chimique portant une signature irakienne, comme l'a affirmé la chaîne de télévision ABC. « Ce n'est pas vrai », a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer. Un autre responsable de l'administration Bush a précisé que l'enquête se poursuivait et

Voir TALIBANS en A 2 >

- Nouvelle loi en renfort Page A18
- Une main étrangère ou américaine? Page A19
- L'effet détonateur Page A20
- Des tensions ravivées Page A27
- À la recherche d'un abri Page D4



Des dizaines de milliers de manifestants — dont cet amputé juché sur un lampadaire — se sont rassemblés à Karachi au Pakistan en guise de soutien au régime taliban.

Nombre sans précédent de fugues d'enfants

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

Le nombre de fugues d'enfants a atteint le nombre sans précédent de 50 633 au Canada en 2000. Signe du mal-être grandissant de la jeunesse canadienne, ce phénomène a crû de 23 % depuis que ces données ont commencé à être compilées, il y a 14 ans.

Le dernier rapport annuel du Bureau d'enregistrement des enfants disparus de la Gendarmerie royale du Canada indique une hausse des fugues de 6 % sur l'année précédente.

Ces données ne représentent pas le nombre d'enfants ayant fugué, mais le nombre de fugues. La différence peut être assez significative, puisque plus

de 70 % des fugues sont des récidives. Le Bureau rapporte même le cas extrême d'une jeune fille qui a fui son foyer à 39 reprises.

De nombreux enfants n'apparaissent par contre jamais dans les statistiques. Ce sont les « laissés-pour-compte (...), ceux auxquels personne ne s'intéresse assez pour seulement signaler leur disparition à la police ». Leur nombre ne peut évidemment être chiffré, mais il est bien réel, dit le rapport. Le développement de ces jeunes, dont le seul foyer est « la rue », est particulièrement compromis.

L'étude des dossiers de la police montre d'ailleurs qu'il y a des raisons de s'inquiéter de la sécurité des

enfants au cours d'une fugue. Un échantillon de 350 rapports démontre en effet que 90 % des fugueurs ont consommé des drogues et de l'alcool et que 14 % se sont adonnés à la prostitution.

La plupart des enfants fugueurs, dit le rapport, proviennent de foyers déchirés par les conflits familiaux. Problèmes conjugaux, divorce, violence physique et sexuelle, consommation de drogues ou d'alcool par les parents ou par les enfants, difficultés de communication sont le lot de la plupart.

Pour Robert Lachapelle, chef de service auprès des adolescents aux Centres jeunesse de Montréal, la fugue est toujours un symptôme.

Voir FUGUES en A 2 >

- Les enfants kidnappés Page A8

Le phénomène
a crû
de 23 %
en 14 ans



LA MÉTÉO

Maximum 6, minimum -1

Nuageux avec percées de soleil. Détails page XX

Précipitations (à 13 h hier)

Ce mois-ci: 103,1 cm Lan dernier: 47,4 cm
Cette saison: 532,1 cm Lan dernier: 552,4 cm

TABLE DES MATIÈRES

| | | | |
|---------------------|------|------------------|------|
| Actualités | A 3 | Économie | B 1 |
| Agenda | C 13 | Éditorial | D 4 |
| Agenda cinéma | G 7 | Habitat | E 1 |
| Arts et vie | C 1 | Le monde | A 17 |
| Bourses | B 4 | Québec / Canada | A 9 |
| Capitale et régions | A 13 | Petites annonces | E 13 |
| Carrières | I 1 | Plaisirs | H 1 |
| Cinéma | G 1 | Sports | S 1 |
| Contexte | D 1 | Statistiques | S 13 |
| Décès | B 15 | Télévision | C 10 |
| Divertissements | H 5 | Voyages | F 1 |

QUÉBEC,
105^e ANNÉE, N° 296
FLORIDE, 2,60 \$ US
MONTREAL,
OTTAWA 2 \$
PLUS TAXES



1,52 \$ PLUS TAXES 6 27657 00076 6

Une visite vaut plus qu'un coup d'oeil!

Un choix surprenant
et des idées cadeaux
plus qu'originales!



Achat, vente, échange, évaluation

TPM
La boutique du collectionneur depuis 1986

Place Fleur de Lys
552, boul. Hamel
Porte 10 (voisin de la Baie) 524-7894

Centre Innovation
2360, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy 653-9021

Internet: pages.infinit.net/tpm

Maintenant
2 endroits
pour mieux
vous servir

RÉSERVE

Suite de la Une

Cette année, le budget fédéral dépasse le cap des 7 milliards \$, avec la part du lion aux 423 200 Indiens inscrits vivant dans les réserves au pays, mais aussi quelques dizaines de millions \$ aux 281 000 Indiens hors réserve et aux 55 700 Inuits du Grand Nord.

Une grosse tarte, ces 7,3 MM \$, qui se décompose comme suit : 5,1 MM \$ du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC), 1,4 MM \$ de Santé Canada, 303 M \$ de la SCHL (Société canadienne d'hypothèques et de logement), 235 M \$ du DRHC (Développement des ressources humaines Canada). En tout, pas moins de 12 organismes fédéraux fournissent des services aux autochtones. Cela sans compter les provinces qui y vont aussi chacune de leur écot.

Au Québec, on parle d'un budget global de l'ordre de 400 M \$, qui s'ajoutent aux 611 M \$ du fédéral, dont 80 % sont destinés aux trois seules nations conventionnées de la baie James — Cris, Naskapis et Inuits — et 20 % aux huit autres nations. Ce qui illustre bien les écarts de revenus entre les 40 communautés amérindiennes de la province, nonobstant une moyenne de 22 000 \$ par tête.

« Le Québec ne fournit pas de services de base. Il n'envoie pas de chèques directement aux conseils de bande, explique Geneviève Masse, responsa-

ble des relations politiques avec les autochtones au cabinet du ministre Guy Chevrette. Il finance des services et des programmes comme la police et le développement économique. »

DE L'ARGENT BIEN DÉPENSÉ

Souvent accusé d'exercer un contrôle inadéquat sur les dépenses des conseils de bande, le bureau des Affaires indiennes à Québec s'en défend bien. « La presque totalité du financement est versée selon des formules préétablies, explique le dg associé qui assure l'intérim en l'absence de Jérôme Lapierre. Soit sur la base du nombre d'élèves pour l'éducation. Soit sur la base du nombre de cas pour l'aide sociale. La partie discrétionnaire du budget est presque nulle. »

Reste que cette mince tranche des paiements de transfert laissée à la discrétion des conseils comprend les salaires des chefs et des administrateurs, salaires qui font souvent blémir de jalousie les Blancs. Mais les Affaires indiennes refusent d'imposer des plafonds. « C'est aux autochtones à décider de ces choses. Ça fait partie de la responsabilisation, de la démarche vers l'autonomie », plaide André Côté qui comprend l'intérêt des Canadiens pour une plus grande imputabilité des Indiens, une plus grande transparence dans l'utilisa-

tion des fonds publics. « Le ministère est conscient du désir des Canadiens d'avoir accès aux chiffres et il examine cette question-là », assure-t-il.

PAS UN ÉCHEC

Malgré l'importance des sommes engagées, le rapport coût/résultat de la politique autochtone satisfait le directeur général associé du bureau de Québec, qui refuse en tout cas de parler d'échec. « Il reste des conditions de pauvreté en plusieurs endroits, convient André Côté, mais il y a eu amélioration. Amélioration au chapitre de la scolarité. Le nombre de jeunes Amérindiens qui poursuivent leurs études après le secondaire est en hausse. C'est très positif. Même si le décrochage est deux fois plus important que chez les Blancs. Amélioration aussi de l'espérance de vie passée à 75 ans chez les femmes indiennes et à 68 ans chez les hommes. »

Le directeur général intérimaire reconnaît que les progrès sont lents. « Mais ce n'est certainement pas un échec, répète-t-il. Les Indiens ont été dépossédés. Ils n'ont souvent qu'un petit coin de terre à eux. Ce n'est pas facile de développer une économie sur un territoire d'un mille carré. Puis, il y a la situation géographique, l'isolement — la vie à Schefferville coûte deux fois plus cher qu'ici —, la faiblesse du marché de l'emploi. »

André Côté et ses deux collègues des Affaires indiennes, René Gros-Louis et Bruce Labrador, sont résolu-

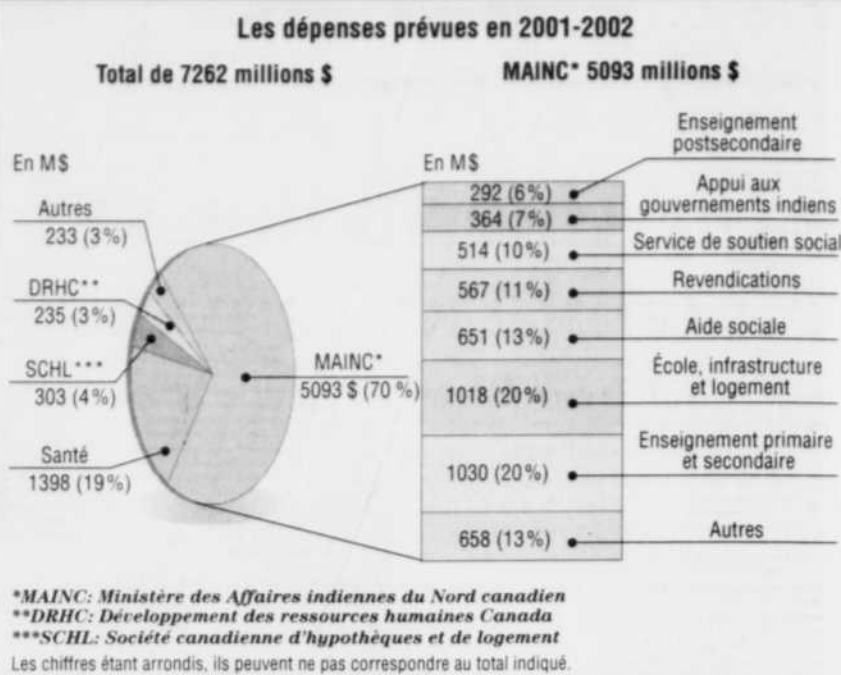
ment optimistes. « Des histoires à succès, il y en a aussi chez les Indiens, soutiennent-ils. Essipit, près des Escoumins, en est une avec ses pourvoires et ses bateaux de croisière. Et il y en a d'autres. »

À côté de ce *success story*, les trois représentants des Affaires indiennes à Québec parlent d'un gros projet d'aéroport à La Romaine. D'un autre de scierie à Natashquan. De la cons-

truction d'un barrage à Betsiamites. Cela, malgré la délicate situation financière de ces communautés.

« Le défi est grand. La population amérindienne est jeune et en croissance. Mais on n'a pas le choix. On va trouver des solutions », assure André Côté, qui compte sur la technologie pour briser l'isolement des Premières Nations et leur ouvrir les portes sur le monde et le commerce extérieur.

LES PROGRAMMES FÉDÉRAUX À L'INTENTION DES AUTOCHTONES



INFOGRAPHIE LE SOLEIL



LE SOLEIL STEVE DESCHÈNES
François Bourque

François Bourque nommé directeur de l'information

LE SOLEIL annonce la nomination de M. François Bourque au poste de directeur de l'information.

Journaliste au *Journal de Québec* depuis 1983, François Bourque a été successivement journaliste à la section générale et à la section municipale. Depuis mai 2000, il était correspondant à l'Assemblée nationale.

Bachelier de l'Université Laval, François Bourque a été le lauréat de plusieurs bourses, notamment la bourse Nord-Sud de la FPJQ, la bourse du ministère des Relations extérieures du Québec, la bourse de la Fondation «journaliste en Europe» et la bourse de l'Office franco-québécois pour la jeunesse et de la FPJQ.

Il a aussi été actif au sein de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ).

LE SOLEIL est heureux d'accueillir François Bourque. Sa vaste expérience apportera une contribution précieuse à la transformation du SOLEIL en quotidien national. Il se joindra à notre équipe le lundi 12 novembre.

Yves Bellefleur
Rédacteur en chef

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

| | |
|--------------------------|----------------|
| Abonnements | 686-3344 |
| | 1-866-686-3344 |
| Carrières et professions | 686-3270 |
| Petites annonces | 844-4444 |
| Promotion | 686-3342 |
| Publicité détaillants | 686-3435 |
| Publicité générale | 686-3270 |
| Rédaction | 686-3394 |
| Renseignements | 686-3233 |

www.cyberpresse.ca

925, chemin Saint-Louis, Québec
Adresse postale : C.P. 1547, Succ.
Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est publié et édité par LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada inc., membre de Gesca Inc. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randoin, à Québec, par Imprimerie Canada, une division de 3834301 Canada inc. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

TALIBANS

Suite de la Une

que l'origine de ces bactéries n'avait pas encore été établie par les laboratoires de recherche de l'armée.

Quelques heures auparavant, M. Fleischer avait indiqué que les bacilles analysés recueillis dans une lettre adressée le 15 octobre au chef de la majorité démocrate au Sénat, Thomas Daschle, auraient pu être produits aux États-Unis, compte tenu de leur haut degré de pureté et de concentration. « Bien que l'on ne puisse écarter qu'ils puissent provenir d'une nation étrangère ou qu'ils soient le résultat de terrorisme d'État, la grande qualité (des spores des bactéries) indique qu'elles pourraient avoir été produites par un spécialiste de microbiologie ou par un laboratoire bien équipé », a déclaré M. Fleischer, en évoquant l'éventualité d'une piste intérieure.

« Cela élargit certainement le champ des possibilités au-delà des États terroristes ou d'une origine étrangère », avait-il ajouté.

Seuls trois pays — les États-Unis, l'ex-URSS et l'Irak — ont acquis cette capacité en utilisant des techniques différentes, ce qui pourrait permettre d'identifier l'origine des bactéries, précisait le journal en indiquant que les experts s'orientaient vers une origine américaine.

UN IMPORTANT ALLIÉ ANTITALIBAN EST TUÉ

Sur le terrain, l'arrestation et l'exécution en Afghanistan d'un très important opposant aux talibans, qui préparait un soulèvement contre le régime islamiste, porte un coup dur à l'Alliance du Nord.

Le commandant Abdul Haq, héros de la guerre contre l'ex-Union soviétique de 1979 à 1989, « a été tué d'une rafale de Kalachnikov vers 13 h », a déclaré à l'AFP Abdul Hanan Hemat, chef de l'agence officielle des talibans, Bakhtar.

Il avait été arrêté hier matin en possession de documents importants, de téléphones satellitaires et de liasses de dollars, selon les talibans. Traqué depuis deux jours, Abdul Haq a été capturé malgré l'intervention d'hélicoptères américains pour le sauver, a rapporté l'agence Afghan Islamic Press, proche des talibans, qui qualifie l'opération de « succès majeur » pour la milice islamiste au pouvoir à Kaboul.

Selon une source proche des milieux du renseignement étranger, Abdul Haq, reconverti dans les affaires dans la région du Golfe, était entré récemment dans l'est de l'Afghanistan pour négocier avec les chefs des tribus et les « éléments modérés » des talibans.

Il était chargé, avec l'aval des services de renseignements pakistanais et américains, de créer « une troisième force » en fomentant une révolte des tribus pachtoutnes contre les miliciens, selon cette source.

Porté par ces succès, le chef suprême des talibans, le mollah Mohammad Omar, a appelé les musulmans à manifester partout dans le monde dans les prochaines 72 heures et prédit une escalade de la guerre.

Sur le front des opérations, les avions américains ont poursuivi leurs bombardements alors que Washington a admis, à son 19^e jour, que la campagne militaire n'avait pas donné les résultats espérés.

Des avions américains ont procédé au plus violent bombardement de Kaboul cette nuit, larguant plus de 20 bombes sur la capitale afghane dans une série de raids, a déclaré un correspondant de l'AFP. Les bombardements d'hier, pour leur part, se sont accompagnés de nouvelles bavures alors que les États-Unis sont de plus en plus critiqués pour des erreurs de frappe et pour l'usage de la bombe à fragmentation, un engin dévastateur qui continue à tuer longtemps après sa chute, comme les mines antipersonnel.

Deux sœurs, âgées de 6 et 11 ans, ont été tuées pendant un raid sur un village des environs de Kaboul hier matin, ont indiqué des témoins à l'AFP. Et deux entrepôts du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été touchés à Kaboul, détruisant des stocks d'aide destinés aux réfugiés, selon des responsables du CICR.

FUGUES

Suite de la Une

Il arrive bien sûr qu'un jeune prenne le large pour « aller triper » avec ses amis, mais il réagit d'abord à une situation qu'il veut fuir, ne serait-ce que temporairement, le temps d'oublier un peu. « Il faut d'abord trouver le sens de la fugue », si l'on veut solutionner le problème.

Mais les problèmes de communication sont parfois tels, dit-il, que les parents n'ont rien vu venir. L'enfant peut vivre de graves difficultés scolaires, être victime d'agression ou de harcèlement et avoir été incapable de se confier.

Chose certaine, par contre, les fugueurs partent rarement pour plusieurs jours et rarement bien loin. Les plus déterminés vont utiliser à fond les

réseaux d'accueil qui leur ouvrent les portes. Mais rares sont ceux qui tiennent longtemps. Lorsque la question de la survie se pose, par contre, la prostitution devient une solution tentante.

D'autres ne vont fuir le foyer que pour quelques heures, simplement dans le but que l'on s'inquiète d'eux, mentionne M. Lachapelle.

Mais, dans un cas comme dans l'autre, croit-il, une fugue doit être prise au sérieux et rapportée rapidement à la police.

Le cas de Tania Pinette, disparue d'un centre de réadaptation du Centre jeunesse de Québec en novembre 1999, est d'ailleurs là pour rappeler le sérieux d'un tel geste.

L'adolescente de 15 ans a été retrouvée morte, assassinée, cinq mois plus tard. Pourtant, des gens savaient où elle se terrait pendant sa disparition et personne n'en avait avisé la police.

La Maison Simons présente

CASSE NOISETTE

LES GRANDS BALLET CANADIENS DE MONTRÉAL
Gradimir Pankov, directeur artistique

Un ballet Nault/Tchaïkovsky

Grand Théâtre de Québec
7 décembre, 19 h 30
8 et 9 décembre, 14 h et 19 h 30

la maison
simons

www.grandtheatre.qc.ca

Navigation et achetez vos billets

Grand Théâtre de Québec
Salle Louis-Frchette

Billetterie : 643-8131 1 877 643-8131

loto-québec résultats

| Le Mini | Tirage du 2001-10-26 | Banco | Tirage du 2001-10-26 |
|---------|----------------------|----------------|----------------------|
| NUMÉRIC | LOTS | 01 06 07 09 13 | |
| 943962 | 50 000 \$ | 15 19 20 23 26 | |
| 43962 | 5 000 \$ | 32 36 38 39 40 | |
| 3962 | 250 \$ | 44 45 50 51 58 | |
| 962 | 25 \$ | | |
| 52 | 5 \$ | | |
| 94396 | 1 000 \$ | | |
| 9439 | 100 \$ | | |
| 943 | 10 \$ | | |

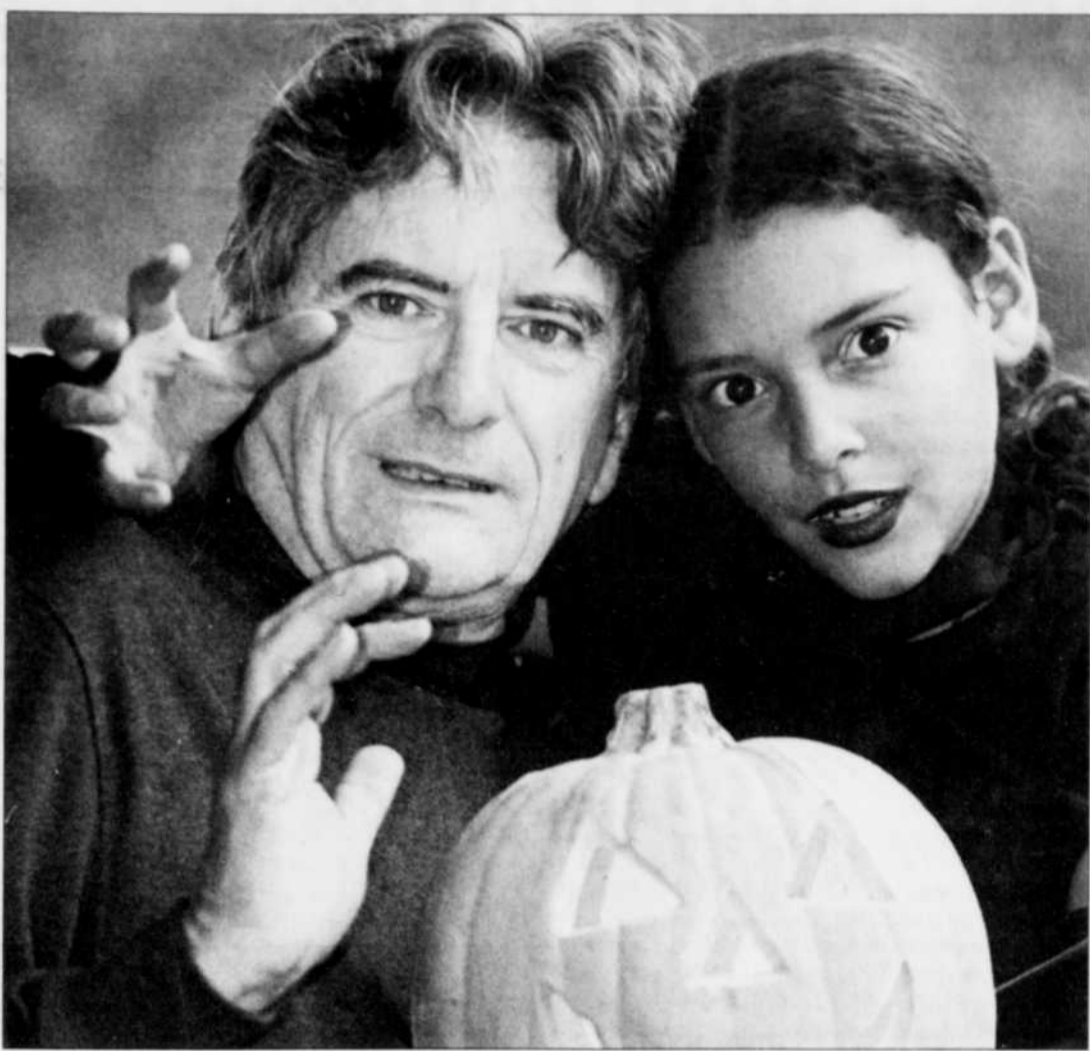
| Le Mini | Tirage du 2001-10-26 | Extra | Tirage du 2001-10-26 | Super 7 | Tirage du 2001-10-26 |
|---------|----------------------|--------|----------------------|---------|----------------------|
| 3 | 4 | 891304 | 08 15 16 17 22 32 39 | 04 | |
| 819 | 9923 | | | | |

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encassement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L.Q., cette dernière a priorité.

T.V.A. LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

ACTUALITÉS



Professeur en anthropologie à l'Université Laval, Jean-Jacques Chalifoux estime que l'Halloween permet aux petits et grands de libérer leur imaginaire et Taina, sa fille de 11 ans, aime se déguiser.

L'Halloween répond à un besoin de la société

LISE FOURNIER

LFournier@lesoleil.com

L'Halloween, on n'y échappe pas! Adorable pour les uns, exécration pour les autres, elle est pourtant devenue un incontournable dans la grisaille de l'automne. La journée des citrouilles par sa visibilité et ses décorations est même en voie d'égaliser Noël au chapitre des festivités.

Telle la citrouille de Cendrillon changée en carrosse, l'Halloween se transforme, bon an mal an, en milliers de dollars pour les commerçants, en bonbons pour les enfants, en dons pour l'UNICEF et en combien d'autres trésors de l'imagination!

Or cette fête dont l'histoire remonte à quelque 2000 ans a été inventée par les Celtes. Ceux-ci étaient persuadés que le 31 octobre les défunts de l'année revenaient des entrailles de la terre pour participer à la grande fête de Samhain, le prince de la mort, qu'on célébrait le 1^{er} novembre. Pour se concilier ses bonnes grâces et tenir les morts à distance, les paysans allumaient alors des lanternes et préparaient des offrandes que les druides (grands prêtres) ramassaient de porte en porte. Puis quand les Romains ont conquis les Celtes, l'Halloween s'est arimée avec la fête chrétienne de la Toussaint. Mais comme les rites profanes ont la vie dure, la veille de la Toussaint (All Hallow Even) devint par contraction, chez les Américains, «Halloween» et reste une nuit où les esprits, les flammes et les ténèbres sont à l'honneur.

LIBÉRER L'IMAGINAIRE

D'un point de vue anthropologique, Jean-Jacques Chalifoux, professeur à l'Université Laval estime toutefois que l'Halloween est un rituel important, une fête sociale extraordinaire « parce qu'elle permet de libérer l'imaginaire et de prendre conscience des rôles dans nos sociétés ».

« Prenez l'enfant qui se déguise en Batman, dit-il. Ce n'est pas neutre de se déguiser en Batman, ça traduit quelque chose. Selon lui, les personnages que l'enfant reproduit véhiculent les valeurs proposées dans notre société. » Il ne trouve donc pas étonnant que des Américains aient mis en vente des masques du terrible ben Laden.

« Rappelez-vous les années 90, lors de la crise du pétrole, des centaines d'enfants se déguisaient en Arabes avec des serviettes enroulées

autour de la tête. C'était une façon de tourner le problème en dérision, de lui donner un sens, poursuit M. Chalifoux. Même chose si vous portez un masque de Jean Chrétien ou Georges Bush. Dans ce cas-ci, c'est la politique que vous ridiculisez. » Toutefois certains préfèrent des personnages plus sombres, plus mystérieux comme le gothique et les vampires. Ceux-là sont tout droit inspirés des romans d'Anne Rice.

« Et puis le déguisement favorise l'échange avec les autres. Ça crée une relation directe avec les gens », insiste le professeur. Si la caissière de votre supermarché est sorcière ou fée, vous allez sans doute lui sourire, lui passer une remarque gentille. Des choses que vous ne feriez sans doute pas en d'autres temps. »

« Même situation dans votre quartier, vous décidez, vos voisins le font et ensemble vous faites de l'animation. Le professeur ajoute: « Je trouve qu'on vit dans une société où il n'y a pratiquement plus de fêtes sociales pour rire et se moquer. Je suis donc un farouche partisan de l'Halloween et je ne me scandalise nullement qu'elle soit commerciale. Si les petits Chinois fabriquent des barbiches artificielles à 1\$, eh bien je dis bravo! parce qu'il faut bien gagner sa vie. Tous ces trucs pas chers signifient aussi que l'Halloween devient carnaval et donc qu'elle est de moins en moins associée à la fête des morts. »

POINT DE VUE RELIGIEUX

Pour sa part, Alain Faucher, prêtre et professeur à la faculté de théologie de l'Université Laval ne se formalise pas du noir curriculum vitae d'une fête qui, selon lui, a toutes ses raisons d'être. Il avance même que l'Halloween et la Toussaint s'expliquent l'une par l'autre. « Le 31 octobre, dit-il, on tente de ridiculiser la mort, de l'évacuer de toutes les façons possibles (masques, décoration, histoires macabres), le lendemain à la Toussaint, on célèbre la vie éternelle — une fête de lumière et d'espoir; enfin, le 2 novembre, c'est la journée où l'Église rend hommage aux morts. »

Selon lui, ces trois événements sont arrimés dans une suite logique. Et si l'on met l'accent sur l'Halloween, c'est qu'elle est la porte d'entrée pour deux fêtes de lumière, lance-t-il. Personnellement, ça me permet d'apporter aux gens des réponses aux grandes questions existentielles de la vie.

L'heure d'hiver, ça rime à quoi?

ANNE-MARIE VOISARD

AMVoisard@lesoleil.com

■ Dormez. Restez dans les draps une heure de plus. Ou si vous préférez prolonger la soirée, veiller entre amis, aller dans les bars, le temps ne vous sera pas compté. Enfin, moins que d'habitude. Une heure de moins. Ce qui est autant de gagné.

Ceci pour dire qu'à deux heures pile, la nuit qui vient, c'est le retour à l'heure normale. On recule les aiguilles de nos montres. Pour le plaisir des uns et, d'après les commentateurs lus et entendus, au désagrément de bien du monde.

« Ah! si on pouvait garder l'heure avancée toute l'année ». L'humeur ne s'en porterait que mieux, pensent plusieurs.

En Gaspésie, il y en a pour qui ce n'est pas assez. Un sondage mené au début de l'été par les chambres de commerce locales indique un engouement pour le passage à l'heure des Maritimes. Comme ça existe aux Îles-de-la-Madeleine, pourtant bien québécoises. C'est ce que souhaitent 202 sondés, sur un total de 295. La raison invoquée: profiter d'une heure d'ensoleillement de plus en fin de journée.

Soit. Mais en automne, quand la lumière de jour en jour diminue, est-ce que le jeu en vaut toujours la chandelle? Pour répondre, LE SOLEIL a remonte le cours de l'histoire. Annie Labrecque, aux Archives nationales, a fouillé dans les lois. La première fois que l'heure y est mentionnée, c'est en 1920. Mais rien n'indique encore qu'on doive changer selon les saisons. Ce qui est certain, par ailleurs, c'est que durant la Deuxième Guerre mondiale le Québec a vécu à l'heure avancée, 12 mois par année. Il s'agissait d'une mesure de guerre qui touchait l'ensemble des citoyens, tant au Canada qu'aux États-Unis. Les gouvernements visaient l'économie d'énergie.

L'HOMME DE L'HEURE

Comment trouver le fil conducteur? D'un appel à l'autre dans les ministères, l'évidence s'impose. Une seule personne existe, capable de nous éclairer depuis le départ, Greenwich. Cette personne est André Bergeron, avocat à la Direction de la législation gouvernementale au ministère québécois de la Justice. Au téléphone, c'est tout juste si on ne le voit pas qui marche dans son bureau, pour aller pointer le globe terrestre.

Imaginez que vous êtes au-dessus du pôle Nord. La terre, en dessous, tourne sur 360 degrés. Vous divisez par 24 (le nombre d'heures dans une journée), et la réponse est 15. Chaque tranche de 15 degrés correspond à une heure de décalage sur les fuseaux horaires. Selon qu'on est à l'ouest ou à l'est de Greenwich, où se situe par convention le méridien zéro, on retranche ou on ajoute du temps. C'est ce qui fait qu'au Québec, à l'ouest du méridien du 63^e degré de longitude ouest, nous sommes en retard de cinq heures sur le temps moyen de Greenwich. À l'est, où sont les Îles-de-la-Madeleine et quelques villages de la Côte-Nord, c'est quatre heures.

Tel un professeur, M^r Bergeron, qui est aussi président de la Société d'histoire de Sainte-Foy, explique. Aussi bien le dire tout de suite, s'il fallait choisir et qu'il n'en tenait qu'à lui, il supprimerait l'heure d'été pour ne garder que l'heure solaire. Pareil à la Saskatchewan, où une partie de la population aurait voulu l'heure d'Alberta, et l'autre, celle du Manitoba. Le statu quo, en alternance, donne à tous satisfaction. Au Mexique, la question est débattue. L'État souhaite avancer l'heure, pour s'ajuster aux Américains. Les gens n'y voient pas d'intérêt. D'autant plus qu'à mesure qu'on se rapproche de l'équateur, la durée du jour et de la nuit, quelle que soit la saison, tend vers l'égalité.

S'il y a un sujet qui présente des particularités locales, c'est bien celui de l'heure. Ici même à Qué-



André Bergeron, avocat au gouvernement du Québec est un spécialiste de l'heure.

bec, la longueur du jour se promène entre 15 heures 52 minutes, le 21 juin et autour de 8 heures 40 minutes au début de janvier. Nous arrivons présentement à un peu plus de 10 heures. Mais dès qu'on monte plus au nord, la clarté se raréfie. Du moins à ce temps-ci.

MOUVEMENT D'HORLOGES

Rien n'est simple et c'est sans doute pour ça que nos lois ont beaucoup fluctué. Jusqu'en 1969, à partir de Rimouski vers l'Est, on conservait l'heure solaire à longueur d'année. La ligne de division pour fixer le temps était non pas le 63^e degré de longitude, mais le 68^e. C'est pourquoi le Témiscouata réglait ses horloges sur celles du Nouveau-Brunswick. L'actuelle loi sur l'heure réglementaire remonte à 1966, mais elle a été amendée à deux reprises, en 1969 et en 1986, cette fois pour avancer l'heure avancée du dernier au premier dimanche d'avril. Québec ne faisait en ça que suivre le Congrès américain et par suite les autres provinces (sauf la Saskatchewan) qui répondaient à ce qu'on a appelé le « lobby du barbecue ».

Restent ceux qui voudraient que ça continue. Ceux-là plaident pour prolonger l'heure d'été. Ils cherchent des arguments. « Pensez à nos enfants », disent-ils. Les petits de maternelle et du primaire qui prennent la route dans le noir. André Bergeron n'est pas de cet avis. Les écoles finissent tôt en général. Préfère-t-on affronter la nuit en début de journée? Il semble que l'heure de pointe du matin, quand le sommeil vient à peine de nous quitter, serait davantage problématique.

Quoi qu'il en soit et quoi qu'on dise, le retour à l'heure normale, c'est comme la pluie et le beau temps. Impossible de mettre le point final. Les intéressés peuvent poursuivre dans Internet à l'adresse du ministère de la Justice: www.justice.gouv.qc.ca. André Bergeron raconte.

Lampe magique contre le blues d'automne

ANNE-MARIE VOISARD

AMVoisard@lesoleil.com

Blues d'automne et d'hiver. Quand la clarté diminue, le moral s'en ressent. C'est du moins le cas pour 2% à 3% de la population, soit une personne sur 50 qui souffre de dépression saisonnière, et 10% à 15% qu'affectent des troubles plus légers. Sans raison, puisqu'un remède existe. La luminothérapie.

Et qu'est-ce que la lumino ou photothérapie? Les deux mots désignent une lampe, aussi simple que ça puisse paraître. Une lampe de bureau en plus gros et moins belle. On allume. On s'assoit à côté, les yeux ouverts. Et le miracle se produit. Enfin, presque. Ça vaut mieux certainement que tous les discours en faveur de l'heure avancée toute l'année et qui ne changent rien au fait que l'éclairage se fait chaque jour un peu plus chiche.

À titre d'exemple, l'été, dehors quand il fait soleil, la force de la lumière atteint 50 000 lux. À ce temps-ci de l'année, dans nos maisons éclairées artificiellement, on tombe à 500. Ces données nous sont transmises par le D^r Christian Fortin, médecin-conseil à l'Institut national de santé publique. Le D^r Fortin

est de ceux qui croient aux bienfaits de la luminothérapie. Et pour cause. Il a traité des gens et vu les résultats.

Suffit de deux, trois ou quatre jours pour que le changement apparaisse. Le taux d'efficacité se situe entre 60 et 90%. Plus de 60 études réalisées à travers le monde le confirment. Plusieurs d'entre elles ont été menées à l'Université de la Colombie-Britannique où existe un centre de recherches sur le SAD (Seasonal Affective Disorder).

MANGER ET DORMIR

Mais revenons aux symptômes. En tête de liste: consommation excessive de nourriture. S'ensuit une prise de poids. Rien pour avoir envie de sourire. « Vous manquez d'aller au gym depuis des semaines, tous vos vêtements semblent trop serrés, bref, vous n'êtes pas bien dans votre peau », note l'Association canadienne pour la santé mentale à propos du TAS (trouble affectif saisonnier). Et en plus, « vous êtes épuisé ». Un besoin excessif de sommeil se manifeste chez 70 à 90% des patients, observe le D^r Fortin, alors que dans la dépression classique, c'est plutôt d'insomnie qu'on se plaint. Les choses se passent comme si la personne entrait en hibernation,

dit-il. « Incapacité de sortir du lit, fatigue extrême, difficulté de concentration, mode de vie passif, sentiment d'impuissance et, à la limite, désespoir, pensées suicidaires. »

Difficile de croire qu'une simple lampe peut venir à bout de tant de maux. Le D^r Fortin recommande que les gens consultent avant de recourir à la photothérapie. Le but: s'assurer que la cause des difficultés n'est pas ailleurs que dans le manque de lumière. Il se peut aussi que le traitement s'accompagne d'antidépresseurs. D'autres voudront peut-être rencontrer un psychologue. On trouve à Québec une clinique de l'humeur et des états anxieux. Nicolas Julien, qui y pratique, s'intéresse à la luminothérapie. Il incite à une saine prudence. Des points de service existent aussi à l'hôpital de Roberval et au centre hospitalier de Dolbeau. C'est un psychiatre, le D^r Pierre Zwiebel, qui a introduit là-bas la lampe magique. Rien de commun avec tout ce qu'on propose dans les salons de bronzage.

UN SOLEIL DU PRINTEMPS

« Aucun effet sur la peau. Pas de chaleur. Juste de la lumière », note le D^r Fortin. L'intensité lumineuse, 10 000 lux,



Le D^r Christian Fortin a traité des gens avec succès avec la luminothérapie.

est joliment comparée par certains à un lever de soleil un matin de printemps. La photothérapie, sauf pour le prix, 235\$ chez Boiteau, est donc accessible à tous. Monique Paré, conseillère pour Northern Light, dit que la lampe est ven-

due dans les pharmacies Brunet, chez Médi-Sélect et chez Michel Boily à Québec. À ce dernier endroit, le proprio informe qu'on peut louer. Pour 35\$ par mois, on fait l'essai, quitte, si on est satisfait, à acheter ensuite.

La lampe ne remplace pas l'exercice, les bienfaits d'une heure de marche, de préférence le midi plutôt que le soir, ni une saine alimentation. L'Association des diététistes du Canada va même jusqu'à fournir une recette de lait frappé aux bananes et petits fruits, sorte de crème budwig améliorée. On ajoute du yogourt et passe le tout au mélangeur, avant de se coucher. Le lendemain, le petit déjeuner est prêt. Riche en protéines. Ça permet de combattre l'envie de sucre.

Quoi faire encore pour lutter contre le cafard d'automne? Laver les vitres de la maison, conseille quelqu'un. Et pour quoi pas un puits de lumière? Les voyages dans le Sud peuvent aider. Encore qu'en Floride aussi les jours raccourcissent. Mais la lampe qu'on soit, dans la cuisine ou ailleurs, est efficace. On peut même l'apporter au bureau. Trente minutes d'exposition le matin devraient suffire. C'est le soleil qui entre et chasse le blues.

LA GUERRE AU TERRORISME

Québec élabore un « plan rouge »

Le MSSS veut pouvoir faire face à un « afflux massif de blessés »

MONTREAL (PC) — Dans la foulée des attentats du 11 septembre, le ministère de la Santé et des Services sociaux travaille à l'élaboration d'un « plan rouge » pour permettre le transfert rapide de ressources matérielles et humaines sur tout le territoire du Québec si jamais une région devait faire face à un « afflux massif de blessés », révèle *Le Devoir*, aujourd'hui.

Toujours sur la table à dessin, ce « plan rouge » se veut une réponse aux récents événements terroristes survenus aux États-Unis, qui ont précipité la mise à jour, partout au

Québec, des plans de mesures d'urgence déjà existants. « On travaille sur une logistique qui ferait en sorte que des ressources humaines, matérielles et sanitaires seraient appelées à converger vers une région touchée par une catastrophe. Cela s'est déjà fait à petite échelle en Montérégie durant la crise du verglas. Là, il s'agit d'un plan concret qui toucherait tout le Québec », a expliqué hier Patri- ce Guyard, coordonnateur ministériel en sécurité civile pour le ministère de la Santé et des Services sociaux. Les directeurs des régies régionales

de toutes les régions du Québec ont d'ailleurs été invités, le 9 octobre dernier, à dresser l'inventaire de tous les équipements et des ressources humaines disponibles sur leur territoire respectif. Concrètement, le « plan rouge » prévoit, par exemple, le nombre de respirateurs, de moniteurs cardiaques, de lits d'hôpitaux et les stocks de médicaments disponibles dans chaque région, ainsi que des modalités de leur transfert vers d'autres régions. Il comprendra également des équipes de relève pour le personnel infirmier et médical.

« L'idée n'est pas de fournir des respirateurs en grand nombre à tous les hôpitaux en cas d'attaques au gaz chimique, mais de faire converger, par exemple, les respirateurs existants dans notre réseau vers la région atteinte », soutient M. Guyard.

À l'heure actuelle, impossible d'évaluer dans quelle mesure les hôpitaux sont prêts ou non à faire face à un afflux massif de blessés. Chose certaine, les 124 hôpitaux de la province ont été pressés de revoir leurs plans d'urgence, à la lumière des récents événements. « On focalise sur le bioterrorisme parce que c'est la réalité actuelle. Mais des plans existent déjà pour réagir en cas d'accidents impliquant des produits dangereux. Tout ce qu'on fait, c'est d'ajuster nos ressources à la situation », précise le coordonnateur du ministère.

Si tout va comme prévu, ce « plan rouge » sera en place dès la fin de l'année, et il viendra s'ajouter aux autres initiatives antiterroristes déjà en route, dont la révision des stocks de médicaments et antidotes nécessaires pour soigner d'éventuelles victimes d'armes chimiques ou bactériologiques. Un comité, créé peu de temps après le Sommet des Amériques, doit rendre d'ici quelques jours ses recommandations sur les ajustements à ap-



Le « plan rouge » prévoit le nombre de respirateurs, de moniteurs cardiaques, de lits d'hôpitaux et les stocks de médicaments disponibles dans chaque région.

porter aux stocks pharmacologiques existants.

En sus, le ministère de la Santé se penche aussi sur la capacité des hôpitaux à décontaminer des victimes d'armes chimiques ou de produits dangereux. À l'heure actuelle, à peu près aucun hôpital ne dispose de ressources pour recevoir ce type de blessés sans risquer la contamination de sa salle d'urgence et de son personnel. Certaines urgences ne disposent même pas de douches.

Pour l'heure, seuls certains services

de prévention des incendies sont habilités et équipés pour réaliser la décontamination primaire d'éventuels blessés par des agents toxiques. Selon les règles de l'art, une deuxième, voire une troisième décontamination devrait être réalisée avant que les malades ne franchissent les portes des hôpitaux. « Les travaux se poursuivent là-dessus et des commandes vont se faire bientôt. Mais cela dépendra toutefois des prochains budgets », soutient M. Guyard.

CANAC-MARQUIS GRENIER

Bâche Polyéthylène
TARPAULIN

Bâche 5' x 7' Robuste

99¢ Chacune

QUANTITÉ LIMITÉE

#591022

Décorations d'Halloween

Sur toutes les décorations d'Halloween!

25% QUANTITÉ EN MAGASIN

FAITES VITE!

Validé jusqu'au 2 novembre 2001
www.canac-marquis.com

Félicitations à **Thérèse et Jean-Jacques Villeneuve** de St-Antoine-de-Tilly, qui ont célébré leur 55^e anniversaire de mariage. Le couple a eu neuf enfants et compte vingt petits-enfants. Au couple, on souhaite d'autres années de santé et de bonheur.

1541260

École de diction et de communication orale

QUELQUES JOURS SEULEMENT POUR VOUS INSCRIRE

DÉBUT DES COURS
10 ou 12 nov.

VOUS APPRENDEZ À :

- Vous exprimer clairement d'une façon ordonnée
- Maîtriser votre TRAC
- Respirer, poser et projeter votre voix
- Être naturel, crédible et convaincant
- Acquérir plus d'aisance, d'assurance et de confiance
- Faire des présentations
- Perfectionner votre diction (articulation, prononciation, débit, pauses, intonation, messages téléphoniques...)

Formateur agréé, Emploi Québec

Conseillers financiers et courtiers en assurances
Chambre de la Sécurité financière
15 ou 30 UFC

Pour information: 653-1127

Pour les fonctionnaires provinciaux, l'École est inscrite au R.A.P. 2669, ch. Ste-Foy (à proximité de l'hôpital Laval)

MARIE-LAURENCE NADEAU
professeur de diction

JEAN MARTIN, professeur de communication orale

BIOTERRORISME
La SQ disposera d'une cellule de médecins experts

Ils seront accessibles jour et nuit

MONTREAL (PC) — Devant la multiplication des alertes au colis suspect, la Sûreté du Québec a réclamé l'aide de la Santé publique et disposera désormais d'une cellule de médecins experts en bioterrorisme, accessibles jour et nuit, pour épauler son action lors d'interventions pouvant impliquer la santé des personnes, a révélé *Le Devoir*, hier.

Cette cellule médicale spéciale, appelée OURS, pour « Organisation Urgence Réponse Santé », a été créée la semaine dernière par le ministère de la Santé, à la demande de la SQ, dans la foulée des événements qui maintiennent désormais en alerte les services policiers provinciaux et municipaux à la découverte du moindre colis douteux.

Évacuations, décontaminations, isolements: on ne compte plus les appels auxquels les policiers, à Montréal et ailleurs au Québec, ont répondu depuis quelques semaines.

Or, dans plusieurs cas, notamment en région, il semble que l'expertise médicale qu'impliquent ces événements fasse défaut au sein de la SQ et de nombreux corps policiers municipaux. L'OURS assurera donc un système de garde, qui offrira aux policiers un accès jour et nuit à quatre équipes de deux experts en santé publique. « Personne n'était vraiment outillé pour faire face à ce genre de situation et les façons de faire n'étaient pas standardisées à travers le Québec », a indiqué Richard Massé, sous-ministre adjoint à la Santé publique.

À Montréal, des liens étroits existaient déjà entre des experts en santé publique, spécialisés en bioterrorisme, et le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, depuis les menaces d'attentats au gaz sarin qui ont plané sur le métro de Montréal en 1998.

Mais à l'extérieur de l'île de Montréal, l'expérience des dernières semaines a démontré que les policiers ont parfois de la difficulté à avoir accès rapidement à l'expertise médicale sur les agents biologiques. « La SQ dispose de quatre techniciens en explosifs qui peuvent intervenir pour éliminer les colis explosifs ou contenant des matières chimiques. Les matières biologiques, c'est quelque chose de nouveau. Avoir un médecin sur les lieux, c'est sécurisant pour la population et il était important pour nous d'harmoniser les réponses données par les policiers avec celles de la Santé publique », a indiqué Yves Leblanc, directeur de la Protection du territoire et responsable des mesures d'urgence pour la Sûreté du Québec.

Ceci est le fruit de vos investissements.

Qui sème des Obligations à taux progressif Placements Québec récolte...

La flexibilité: remboursables chaque année à leur date anniversaire sans pénalité.

La progressivité: taux avantageux fixés pour 10 ans.

La tranquillité: garanties sans limites par le gouvernement du Québec.

| | | | | | | | | | | |
|------------------|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Année | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| Taux annuels (%) | 3,30* | 2,90 | 4,00 | 4,75 | 5,50 | 6,25 | 6,75 | 7,25 | 7,75 | 8,00 |

*Taux incluant le boni de 1% la première année pour les nouveaux fonds REER.

Boni +1%
la première année pour les nouveaux fonds REER

LES OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF PLACEMENTS QUÉBEC

Placements Québec

NOTRE INTÉRÊT À VOUS

1 800 463-5229 Région de Québec 521 5229

www.placementsqc.gouv.qc.ca

NUM-1541480

Journal d'une martyre

(Extrait du journal intime de la mairesse
de Sainte-Foy, Andrée Boucher)

DIMANCHE 7 OCTOBRE

Un psy m'a confirmé que même les paranoïaques peuvent avoir des ennemis. Prenez moi, par exemple. Ces jours-ci, mes partisans tentent de déjouer un vaste complot pour me faire mordre la poussière aux élections du 4 novembre. Pour l'instant, on a découvert des ramifications à Moscou, à Pékin, à La Havane, à Bagdad, à Ho Chi Minh-ville, sur la rue Myrand et dans le disque dur d'un ordinateur de la Commission de la capitale nationale du Québec. Dernier indice: de misérables petits garnements s'amusaient à barbouiller mes affiches électorales. Ils essaient de me faire ressembler à une certaine Alice Cooper. Jamais entendu parler de celle-là. Encore une artiste péquiste, sans doute. Ma phrase du jour, empruntée à un illustre inconnu: « La Joconde sourit parce que tous ceux qui lui ont dessiné des moustaches sont morts ». Nous vaincrons.

MERCREDI 10 OCTOBRE

Comment quelqu'un d'aussi petit que moi parvient-il à encaisser autant d'attaques viles et vaines? Les péquistes, les socialistes, les artistes, les urbanistes, les environnementalistes, les syndicalistes, les journalistes, les rive-sudistes, les je-m'en-foutistes, les barbuis à sandales — autrement dit les sandalistes, les antéchrists, tout le monde se ligue contre moi. Peu importe. Tant que j'existerai, MA ville ne tombera pas aux mains des gueux, des quêteux et des bouseux. Ma phrase du jour: « Les communistes rêvent à des châteaux dans les nuages. Les péquistes les dessinent. Et Jean-Paul L'Allier les administre. » C'est beau. À en faire pleurer. Mais ce n'est malheureusement pas de moi. Il ne faudrait pas que cela se sache. Nous vaincrons.

JEUDI 11 OCTOBRE

Mon rôle préféré, le seul qui m'aille comme un gant, c'est encore celui de l'éternelle victime. Avec Sol et les gars de Brou, je suis sans doute le personnage théâtral le plus durable de la scène québécoise. Hier, j'ai piqué une sainte colère contre la ministre Louise Harel. La figure rouge comme une pivoine, je l'ai accusée de vouloir me « lyncher politiquement » en ne prévoyant pas un poste de « chef de l'opposition » à la mairie de Québec. Après, je me suis souvenu que j'avais crié sur tous les toits que l'opposition ne m'intéressait pas. Pas grave. Mes partisans oublient mes déclarations encore plus vite que moi. Il y a un an presque jour pour jour, je prédisais « la fin de la démocratie et le commencement de la dictature » à cause des fusions municipales. Aujourd'hui, j'aspire à devenir maire de la nouvelle ville. Où en suis-je, déjà? Ah oui, ma citation du jour: « l'armoire est une faculté qui oublie. » Nous vaincrons.



Jean-Simon Gagné

JSGagne@lesoleil.com

les Roll-Royce seront plus angoissées que les taxis». Il l'avait signé Woody Allen. Woody qui? Un autre sale anarchiste barbu, j'en suis sûr. À tout hasard, je me suis bien lavée les mains. Mieux vaut être prudente. Ma phrase du jour: « Quand les limousines penseront, les politiciens n'auront plus rien à faire ». J'y ai songé très longtemps, à celle-là. Nous vaincrons.

MERCREDI 17 OCTOBRE

Hier, j'ai vu des extraits d'un débat tenu la semaine dernière entre Pierre Bourque et Gérard Tremblay, tous deux candidats à la mairie de Montréal. À un certain moment, Pierre Bourque a littéralement pulvérisé son adversaire, qui est demeuré pétrifié pendant 16 secondes. Seize seconde de silence! On pouvait presque entendre grincer les engrenages de son cerveau. Seize secondes! Ce n'est plus un blanc de mémoire, c'est un trou noir, un gouffre insondable. Pas étonnant que j'aie fait cette nuit un cauchemar effrayant, à partir d'une vieille blague sur Pierre Bourque. Le soir tombait. Je faisais un discours en plein air lorsqu'une soucoupe volante s'est arrêtée juste au-dessus de moi. Soudain, une grosse voix est parvenue de l'intérieur du navire intergalactique: « Andrée, tu peux regagner la soucoupe, l'expérience est terminée ». Au lever, j'étais encore toute bouleversée. « Est-ce qu'ILS vont me rappeler bientôt? » me suis-je demandée toute la journée. Je n'ai pas de phrase du jour. Je garde mes munitions pour le débat avec L'Allier. Nous vaincrons.

LUNDI 22 OCTOBRE

J'ai promis de ne faire aucune promesse. Comme le joueur compulsif qui parie qu'il ne pariera pas. Tout le monde n'y a vu que du feu. Quand j'annonce que les gens de Sainte-Foy ne

paieront pas plus de taxe en 2002, ce n'est pas une promesse. C'est un engagement. Nuance. De plus, contrairement à ce que suggèrent mes adversaires imbéciles, I speak English comme dans un livre. À force de penser à tout cela, j'ai fait un autre rêve étrange. Je me retrouvais à l'étranger, en train de débattre de ma politique « d'extermination » des pylônes d'affichage commercial devant un groupe d'hommes d'affaires albanais, avec un traducteur japonais. En sortant, un grand barbu, probablement une sorte de péquiste local, m'a lancé: « There is no sense in being pessimistic. It would not work anyway ». Malgré ma troisième année forte en anglais, je n'ai rien compris. « We'll win, bande d'incrédules, God dam' it! »

VENDREDI 26 OCTOBRE

Les sondages sont de plus en plus mauvais. Jean-Paul L'Allier continue à refuser de m'affronter lors d'un débat. Quel couard! Je suis comme le taureau qui tourne en rond dans l'arène vide, pendant que le toréador est parti s'acheter des souliers vernis. Même mes plus fidèles partisans commencent à envisager le pire. Une délégation du club de l'âge d'or de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin est venue me voir pour discuter de la conduite à suivre en cas de défaite. Ensemble, nous pourrions fonder un groupe séparatiste fidèle et implanter un foyer de guérilla dans la région. Peut-être dans le boisé des Compagnons de Cartier? Qui se souviendra que j'en parlais naguère comme « d'un tas de fardoche »? J'ai dit à mes combattants de la liberté en pantoufles d'attendre encore un peu, même si l'inquiétude me gagne. Si seulement les autres petits maires qui font campagne avec moi n'étaient pas aussi silencieux. Décidément, il n'y a pas plus de solidarité entre deux politiciens qu'entre deux dépanneurs installés l'un en face de l'autre. Ma phrase du jour: « Il faut savoir nager juste assez pour ne pas sauver les autres ». JE VAINCRAI.

Entente entre les
acteurs et les
producteurs de films

TORONTO (PC) — Une entente de principe est intervenue entre le syndicat des acteurs canadiens et l'associa-

tion qui représente les producteurs de films et de séries télé du pays. L'Alliance des artistes canadiens représente 17 000 membres. Le syndicat avait menacé d'avoir recours à la grève en janvier. Cette menace avait fait perdre des tournages à la ville de Montréal. L'entente couvre toute la production télé et cinématographique au Canada, sauf en Colombie-Britannique. (PC)

LE SOLEIL
m'amène plus loin

DERNIÈRE CHANCE Stoneham

SKI BAZAR

OUVERT
samedi et dimanche
27 et 28 octobre
de 9h à 16h

Au sous-sol du chalet principal de la Station touristique Stoneham

De TOUT pour TOUS à prix remarquable!

NOUVEAU STOCK NEUF ET USAGÉS

- Balance de lignes
- Liquidation de faillites,
- Surplus d'inventaire
- Vêtements de snowboard Point X, Liquid, Rip Zone, etc.
- Snowboard 5150, Lamar, Liquid, K2.
- Skis paraboliques, Dynastar, Atomic, Elan, etc.
- Vêtements et accessoires de ski et de snow.

(418) 848-4412

FORMES
COLLECTION FEMME ÉLÉGANT

Les boutiques Formes au Canada: MONTRÉAL, 2185, rue Crescent • Tél. (514) 843-6996 • TORONTO, 128, Cumberland Avenue • Tél. (416) 972-0207

Le Catalogue gratuit sur demande au 1 800 750 4543 • Le Site: www.formes.com

PARIS • LONDRES • ANVERS • BARCELONE • MONTRÉAL • TOKYO

RÉSERVEZ TÔT POUR LE TEMPS DES FÊTES

Découvrez nos steaks grillés sur charbon de bois, nos poissons frais du jour et les meilleures côtes levées en ville!

RESTAURANT
BÂTON ROUGE

3000, boul. Laurier, Sainte-Foy
Réservations 651-7878

MONTRÉAL • TORONTO • QUÉBEC • OTTAWA (hébergement)

VOTRE PRIME ESTÉE LAUDER!

ESTÉE LAUDER

Jusqu'au 4 novembre 2001, à l'achat de 27\$ ou plus de produits Estée Lauder, vous recevrez à titre gracieux, une prime de 7 pièces.

- Rouge à lèvres au choix
- Nuance de crayon à lèvres au choix
- Fard à joues au choix
- SPOTLIGHT, la peau à son meilleur
- CLEAN FINISH, un nettoyage en profondeur
- DAYWEAR, douceur et protection
- INTUITION, une nouvelle fragrance à découvrir

Le tout dans une trousse à cosmétiques.

Une prime par cliente. Jusqu'à épuisement des stocks.

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537 • CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537 • PLACE STE-FOY (418) 652-4537 • CENTRE COMMERCIAL BAYSHORE, OTTAWA (613) 721-4537

LES GRANDS PROJETS LES AILES: CENTRE-VILLE MONTRÉAL ET FAIRVIEW POINTE CLAIRE / AOÛT 2002

LIGHTSOURCE

Voici notre lait transformant et notre crème transformante FPS 15.

Vont au-delà de l'hydratation pour aider à améliorer l'apparence et la texture en plus de protéger naturellement la peau.

Crème ou lait 50 ml: 60\$



CARTE-CADEAU ÉLECTRONIQUE LA PUCE-A-PORTER

MODE DE VIE MODE DE PAIEMENT



www.lesailes.com

Nulle part ailleurs



c'est beaucoup à voir, dont...

ENTENTE ENTRE QUÉBEC ET LES CRIS

Une véritable onde de choc

Les chefs doivent maintenant vendre ce plan de développement à leur peuple

MICHEL CORBEIL ET PIERRE ASSELIN

MCorbeil@lesoleil.com et PAsselin@lesoleil.com

« Indian time », disent les Blancs lorsque confrontés au rythme de vie des Amérindiens. Cette semaine, les Cris se sont chargés d'établir l'exception en concluant avec Québec un accord de principe pour leur développement, aussi imprévu que signé rapidement.

L'entente qui reste à ratifier par la communauté formée de neuf villages est littéralement tombée de nulle part, constatent plusieurs autochtones, y compris des Cris. Même Billy Diamond, ex-Grand chef de la nation erte, personna-

ge d'influence et un des architectes de la Convention de la baie James, parquée en 1975, n'a rien vu venir.

« J'ai été renversé (*flabbergasted*), dit-il en anglais. Quand la nouvelle est sortie, j'étais à Waskaganish et je me

suis rué dans Internet pour lire LE SOLEIL » qui annonçait un feu vert à la reprise du développement des ressources du Nord, y compris pour aménager des barrages.

Mardi, au Salon rouge de l'Assemblée nationale, le premier ministre Bernard Landry et le Grand chef Ted Moses ont endossé un accord de principe dont l'aboutissement a fait l'objet d'un secret bien gardé.

Chef de la communauté d'Eastmain, Edward Gilpin, n'a lui-même appris l'existence de l'entente qu'à la veille de l'annonce, après avoir été convoqué à Montréal, avec ses homologues des autres communautés, par Ted Moses.

« Cette négociation se déroulait à un très haut niveau, dit-il. C'est ce que j'ai expliqué aux gens de ma communauté, que j'étais là pour les informer. Je leur ai dit que si on accepte, ce sera très profitable à long terme pour la communauté et que nous espérons améliorer l'entente d'ici à ce qu'elle soit acceptée. »

Profitable à longue échéance parce que l'accord porte sur un horizon d'un demi-siècle.

PAS GAGNÉ À L'AVANCE

En échange de l'abandon de poursuites de 8 milliards \$ contre Québec, Ted Moses et Bernard Landry se sont enten-

du pour que la petite nation de 13 000 âmes puisse assurer son développement. Pour y parvenir, un fonds annuel de 70 millions \$, à bonifier au fur et à mesure que les aménagements hydro-électriques verront le jour, que des mines seront mises en production, que les forêts seront exploitées.

Ce n'est pas couru à l'avance pour les leaders cris. Les chefs doivent vendre l'entente à leurs citoyens et il ne serait pas surprenant qu'un référendum soit nécessaire, soutient un Blanc qui les côtoie depuis toujours.

Selon Billy Diamond, ce ne sera pas une décision facile (pour son peuple) de donner

Pas facile pour ce peuple de donner une rivière

une rivière (le détournement de la Rupert), qui est si importante à notre héritage historique. Déjà, les éternels lignes d'affrontement se sont redessinées. « Nos aînés cherchent des réponses (à la signature de l'entente). Nos jeunes se sentent trahis et leurs mots sont très durs envers nos dirigeants », fait savoir M. Diamond. Il fait référence au Conseil des jeunes Cris, pourtant favorable au développement économique, qui n'aurait pas apprécié avoir été tenu à l'écart des tractations.

La « paix des braves », comme l'a formulée Ted Moses, a de quoi surprendre. Depuis des années, les Cris et Québec se parlaient par la bouche de leurs avo-



Billy Diamond

cats. Le prédécesseur de M. Moses, Matthew Coon-Come, avait lancé une campagne internationale contre Hydro-Québec, ternissant à la fois l'image du Québec et de l'hydroélectricité.

Seul le député d'Ungava, dont la circonscription englobe les neuf villages cris, affirme n'avoir pas été surpris par le changement de ton des Cris, dont le chef se dit maintenant « dédié à régler nos disputes par des discussions non conflictuelles ». « Dans leur conception de la politique, soutient Michel Létourneau, il faut que ce soit spectaculaire, revendicateur, vindicatif. Mais je sentais depuis longtemps qu'ils voulaient faire ce virage. »

L'accord de principe donne un signal aux autres autochtones. Ernest Awashish, président de la nation attikamek qui négocie depuis 20 ans pour la reconnaissance de ses droits, fait valoir « qu'on ne sait jamais quel aboutissement réservent des poursuites. Je les comprends (que les Cris y aient renoncé). Nous, on se demandait s'il ne fallait pas utiliser cette stratégie pour que nous soyons écoutés. »

LA CLÉ ?

La clé de l'entente se trouve ailleurs que dans le fait que Bernard Landry se dirige vers une élection et que Ted Moses en est à sa dernière année de mandat. « Les jeunes autochtones sont plus scolarisés et ils veulent de l'emploi », résume Michel Létourneau au sujet d'une population dont plus du quart est au chômage. « C'est une réalité qui s'applique à tout le monde autochtone, explique Ghislain Picard, porte-parole au Québec de l'Assemblée des premières nations. Les jeunes veulent bien aller sur la "ligne de trappe", mais ils veulent autre chose aussi. »

Dans les communautés, cela mène souvent à des affrontements entre modernes et traditionalistes. Les Attikamek sont une des groupes les plus sévèrement frappés par le chômage, avec un taux de 90 %, rapporte Ernest Awashish. La construction d'une scierie à Obedjiwan, au nord-ouest de La Tuque, a généré de virulentes querelles. « C'est toujours notre paradoxe : la vie moderne versus la vie en forêt. Mais on réalise bien qu'on ne pourra plus jamais retourner à notre mode de vie d'il y a 300 ans. »

Le fonds de 70 millions \$ se veut une aide pour que les jeunes Cris trouvent leur place dans leur nouveau monde. Joint sur la réserve de Mistissini, à l'est de Chibougamau, Elijah Awashish, explique que, pour l'heure, les emplois proviennent essentiellement du secteur des services publics. L'entrepreneur en tourisme, âgé de 29 ans, évoque le manque d'argent pour le développement des siens. La loi fédérale sur les Indiens, insiste-t-il, fait en sorte que les banquiers ne prêtent pas aux autochtones parce que les biens sur les réserves ne peuvent être saisis, donc donnés en garantie.

PAS MILLIONNAIRES

L'accord fait-il des 12 965 Cris des millionnaires ? « Je ne vois pas cela comme cela, répond le jeune promoteur. Ce ne sont pas les mêmes conditions de vie qu'en ville : pas d'aqueduc, pas de chemin asphalté, pas de transport en commun. » « Le plus fort taux de suicide, des épidémies de diabète, beaucoup de maladie, énumère Ghislain Picard. Les autochtones ont un énorme rattrapage à faire. » L'offre mise sur la table par Québec risque de susciter des envies chez les autochtones. « Lorsqu'on parle de redevances, commente l'Attikamek Ernest Awashish, c'est quelque chose d'intéressant pour nous. »

Il se demande s'il n'y a pas deux poids, deux mesures chez le gouvernement. Il affirme que les redevances offertes aux Cris sont de l'ordre de 10 à 20 % et de 3 %, pour les Attikamek.

Les 70 M \$ sont aussi en soi une somme dont l'ampleur n'est pas à négliger. « J'ai pris la parole à Waskaganish pour dire que ce sont des montants d'argent considérables, rapporte Billy Diamond. Je suis d'accord avec Ted Moses. C'est une chance qui survient une fois dans la vie. *You only get one kick at the can.* »



Ted Moses et le PM photographés lors de l'entente historique du 24 octobre.

Petit plein va loin



La Montana de Pontiac affiche la plus faible consommation d'essence de sa catégorie*

Montana 2002



PONTIAC
LA PASSION DE CONDUIRE

258 \$

Transport et préparation inclus

• Moteur V6 3,4 L de 185 HP • Boîte automatique 4 vitesses • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Climatiseur • Lecteur CD • Verrouillage électrique et programmable des portes • Vitres et rétroviseurs chauffants à commandes électriques • Deux portes latérales coulissantes • Volant inclinable • Siège intégré pour enfant • Vitres teintées foncé

Location 48 mois

| Comptant (ou échange équivalent) | Mensualité |
|----------------------------------|------------|
| 0 \$ | 379 \$ |
| 3 676 \$ | 298 \$ |
| 5 491 \$ | 258 \$ |

OU

25 298 \$
à l'achat



L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2002 en stock, tels que décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (voir tableau de mensualités). À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépot de sécurité d'un plus 450 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 \$ du km après 80 000 km. **Le prix d'achat inclut un crédit de livraison et ne peut être jumelé à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. À l'achat, préparation incluse, transport (970 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. *Demandes fournies par le ministère des Ressources naturelles dans le Guide de consommation de carburant 2002. **Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Une commande ou un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou appelez le 1 800 463-7483.



ENTENTE ENTRE QUÉBEC ET LES CRIS

Éviter les erreurs du passé

La communauté ne veut pas revivre les problèmes d'alimentation causés par la dérivation de l'Eastmain et de l'Opinaca

PIERRE ASSELIN
PAsselin@lesoleil.com

■ À Waskaganish, même si on s'y attendait un peu, la communauté voit venir avec appréhension la dérivation de la rivière Rupert vers les bassins de l'Eastmain et La Grande.

Au sud du Québec, l'histoire, c'est quelques siècles, alors que pour les Cris, elle se compte en millénaires. «C'est très dur pour nous de regarder ça. C'est comme si on voulait pleurer, je ne sais pas s'il existe des mots pour expliquer ça», raconte Douglas Jolly, un Cri de Waskaganish qui a assisté à la rencontre d'information de mercredi avec le Grand chef et tous les chefs de communautés.

Le processus de consultation et d'acceptation ne fait que commencer et pour le moment les communautés en sont encore à digérer la nouvelle qui leur est tombée dessus mardi.

Trois communautés seront plus particulièrement touchées. Celles de Waskaganish, 2000 personnes qui vivent à l'embouchure de la rivière Rupert, là où elle se jette dans la baie du même nom, et de Nemaska (542 habitants), 200 kilomètres plus à l'est, la plus rapprochée des zones qui seront inondées par les barrages sur l'Eastmain et la Rupert.

Eastmain, située sur la côte, à la jonction de deux rivières, a pour sa part déjà subi les conséquences des dérivations. Les cours des rivières Eastmain et Opinaca ont déjà été en grande partie détournés, à quelque 150 km du village, pour grossir les réserves du complexe La Grande, il y a une vingtaine d'années. «Lorsqu'ils ont préparé la dérivation, ils ne se sont pas préoccupés

de l'impact que ça aurait à l'autre bout. La rivière s'est pratiquement asséchée et personne ne s'est soucié des poissons, alors ils ont séché sur la berge. En deux ou trois jours, une grande ressource naturelle a presque disparu. Quelques années plus tard, ils ont construit des ouvrages pour relever le niveau de la rivière. Aujourd'hui, la pêche est suffisante, mais elle n'est plus en abondance comme avant.»

La modification du cours des rivières a aussi affecté l'approvisionnement en eau des gens d'Eastmain, raconte encore le chef. «Avant, on n'avait pas besoin de traiter notre eau, on s'approvisionnait directement à la rivière, mais quand le niveau a baissé, il y a eu des infiltrations de sel dans les puits. Nous devons prendre l'eau de pluie, la neige ou aller la chercher dans des barils de plastique de l'autre côté de la route de la baie James (à 100 km). Il a fallu 20 ans avant qu'Hydro nous installe le système d'approvisionnement qu'on nous avait promis. Il vient d'entrer en opération cet été...»

Malgré tout, le chef appuie l'entente, mais il espère que lorsque viendra le temps de modifier le cours de la Rupert, on apprenne de l'expérience des siens.

À Waskaganish, l'opérateur en charge de l'usine de traitement d'eau, Louis Mathieu, attend lui aussi de connaître les détails du projet parce que si le ni-

veau baisse, ça signifie que la prise d'eau pour laquelle on a investi 12,5 millions \$ sera inopérante.

La dérivation pourrait détourner plus de la moitié du volume de la rivière et baisser le niveau d'un tiers.

«Pour les Cris, ce qui est difficile, ce n'est pas l'importance du changement; c'est le fait qu'on touche à leur rivière. Dans leur conception du monde, elle fait partie d'eux et ils font partie d'elle comme ils font partie de la forêt. Ça les atteint dans leur âme, dans leur entité. On n'a pas ces concepts-là dans le Sud...»

Bill Namagoose le reconnaît. Ce membre de la communauté de Waskaganish est aussi directeur exécutif du Grand Conseil.

«C'est la raison pour laquelle c'est si difficile d'obtenir un accord, mais nous croyons qu'il faut être réalistes et planifier l'avenir. On ne peut plus rester là à regarder partir nos arbres, nos ressources minérales et notre eau sans en tirer profit.» Selon lui, le projet a été malgré tout bien reçu lors de la première rencontre, à Waskaganish, prélude à une série d'assemblées qui se dérouleront dans chaque communauté.



À l'été 1991, à la baie James, la superbe rivière Eastmain sera harnachée pour accueillir un barrage de 178 MW.

Nous désirons acheter
des tableaux canadiens
et européens

Franklin BROWNELL
William BRYMNER
Stanley M. COSGROVE
Maurice CULLEN
Jean-Philippe DALLAIRE
Antoine DUMAS
Clarence A. GAGNON
Charles HUOT

John Y. JOHNSTONE
Jean Paul LEMIEUX
Henri L. MASSON
René RICHARD
Philip SURREY
SUZOR-CÔTÉ
Percival TUPOR-HART
Horatio WALKER

LE GROUPE DES SEPT
et autres.

Paiement immédiat • discrétion assurée



GALERIE D'ART
VINCENT

CHÂTEAU LAURIER
Ottawa, Canada
(613) 241-1144

AVALANCHE
VÊTEMENTS DE SKI

Surplus
d'inventaire

À partir de

299.00 \$

Rég. jusqu'à 600.00 \$



Manteaux longs
et ¾ pour
homme et femme

Directement du manufacturier
3930 Hamel, Québec (coin Masson)

877-5584

avalancheskiwear.com

François Côté
COLLECTION
PRÊT-À-PORTER INTERNATIONAL POUR HOMMES

Habillez-vous!



Événement
"PUR"
CACHEMIRE VESTONS
MANTEAUX **-50%**
choix de
6 couleurs

François Côté
COLLECTION
PRÊT-À-PORTER INTERNATIONAL POUR HOMMES
ABSOLUMENT
TOUT
À **-50%** SUR
TOUTE
NOTRE
COLLECTION

COMPLEXE GERMAIN-DES-PRÉS, SAINTE-FOY
657-1760

www.francoiscote.com



Soustrayez votre âge au prix d'une première paire de lunettes
Ex.: 50 ans = 50 \$ de rabais

Obtenez **25%** de rabais sur une deuxième paire de lunettes
(à prix régulier) pour vous ou l'un de vos proches.

• Service à domicile unique (pour personnes en perte d'autonomie)
• Lunettes • Verres de contact • Examen de la vue par des optométristes
• 5 à 12 versements sans intérêt



3675, rue du Campanile
656-1711

5000, 3e Av. Ouest, Charlesbourg
622-7566

340, Seigneuriale, Beauport
821-3335

LE QUÉBEC ET LE CANADA

BAISSE DES TAUX D'INTÉRÊT

Marois pourrait épargner un demi-milliard \$

LOUIS TANGUAY
LTanguay@lesoleil.com

■ Les taux d'intérêt sont les meilleurs sinon les seuls amis de la ministre des Finances du Québec, Pauline Marois, à la veille de la présentation de son budget, le jeudi 1^{er} novembre. La baisse des taux d'intérêt pourrait lui faire épargner plus d'un demi-milliard de dollars au seul chapitre du service de la dette.

Depuis que le gouvernement du Québec a annoncé la préparation d'un budget d'urgence, la Banque du Canada a abaissé en un seul coup, mardi, son taux directeur de 75 points de base.

Or, trois quarts d'un point de pourcentage ça signifierait 210 millions \$ de moins à déboursier pour une année si on pouvait appliquer un simple calcul mathématique à une donnée fournie lors des consultations prébudgétaires.

Le ministère des Finances estime en effet à 280 millions \$ l'économie au service de la dette pour chaque tranche de 1 % de réduction d'impôt.

Mais la dette du gouvernement du Québec n'est pas financée à un taux de court terme comme le taux interbancaire de la banque centrale.

Selon l'économiste en chef du Mouvement Desjardins, Gilles Soucy, on peut situer l'échéance moyenne de la dette du Québec entre cinq et six ans.

Il est donc plus logique selon le spécialiste d'examiner le comportement des obligations Canada 5 ans, aux fins d'échafauder une hypothèse conservatrice de l'effet des baisses de taux sur les déboursés du gouvernement.

Pendant que le taux d'escompte de la Banque du Canada a été radicalement abaissé de 6 à 3 %, en huit étapes depuis janvier, la référence Canada 5 ans a dépassé les 5,6 % à deux reprises avant de fléchir de façon constante et graduelle depuis juin vers les 4,35 % d'aujourd'hui. C'est donc une baisse de 1,25 % qui réduirait les dépenses au chapitre de la dette.

À moins d'une semaine du dépôt du budget, les fonctionnaires du ministère des Finances

étaient bien entendu, hier, beaucoup trop occupés et surtout trop circonspects pour accepter de fournir toute forme d'éclairage sur la valeur de cette hypothèse.

Mais, si on applique la moitié (pour établir une moyenne) de cette baisse aux sept mois allant d'avril à novembre, une simple règle de trois permet d'évaluer à 98 millions \$ l'économie réalisée pendant cette période.

STABILITÉ

D'ici l'automne prochain, les économistes prévoient que les taux d'intérêt resteront relativement stables à moins qu'ils ne baissent encore légèrement pour le court terme.

Ceci permet donc, pour les 12 prochains mois, de multiplier les 280 millions \$ d'économie par 1,25 % de baisse, pour une deuxième étape de 350 millions \$.

À compter de l'automne cependant, si les mesures dynamiques appliquées à l'économie américaine et par contrecoup à l'économie mondiale font leur effet, M. Soucy prévoit que les banques centrales voudront reprendre le trop-plein d'assouplissement de leurs politiques monétaires appliquées en réaction aux attentats du 11 septembre.

Mais, selon lui, les taux de long terme devraient remonter moins rapidement que les taux de court terme.

L'avantage au cours des cinq derniers mois du budget peut donc être ramené à 1 % qui vaudrait alors 117 millions \$.

La somme des trois périodes sur lesquelles s'étendent les budgets 2001-2002 et 2002-2003 s'élève donc à 555 millions \$.

15 % DES DÉPENSES

Si on réfère aux chiffres de la dernière synthèse des opérations financières du gouvernement du Québec (en date du 30 juin) et au budget Marois du 29 mars dernier, on constate que les 7,9 milliards \$ consacrés au service de la dette représentent un peu plus de 15 % des dépenses de l'État québécois qui s'élèvent à 51,3 milliards \$ jusqu'à nouvel ordre pour la période 2001-2002.

Il ne fait aucun doute aux yeux des observateurs consultés que la ministre des Finances tentera de tirer le meilleur parti possible de

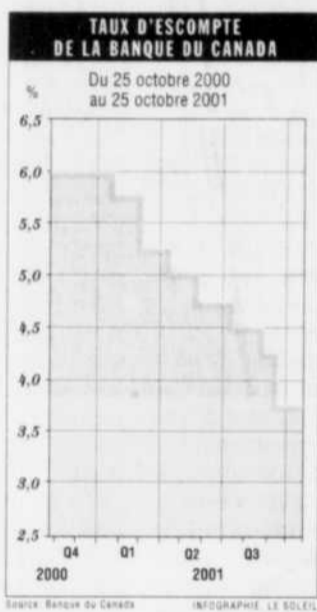
cette rare donnée favorable dans une conjoncture qui, selon son propre terme, la prive par ailleurs de toute marge de manoeuvre.

Reste à savoir quelle hypothèse M^{me} Marois et ses conseillers retiendront sur l'évolution des taux d'intérêt au cours des 17 prochains mois. Pour regarder aussi loin, M. Soucy prend bien soin de préciser que, surtout dans le contexte actuel, tous les scénarios économiques comportent des risques élevés quant à leur réalisation.

Le taux d'escompte de la B du C est passé de 6 à 3 %



Un cadeau inattendu pour Pauline Marois.



Québec veut construire 1500 nouveaux logements sociaux

QUÉBEC (PC) — Le gouvernement du Québec veut construire 2800 nouvelles unités de logement locatif en 2002, soit nettement moins que les 8000 logements abordables réclamés par les groupes communautaires.

Les travaux pourraient commencer au printemps prochain, a indiqué la ministre responsable de l'Habitation, Louise Harel, hier à Québec. Mais cela dépend beaucoup d'Ottawa, a-t-elle nuancé.

« Nous avons bon espoir de conclure l'entente bilatérale Québec-Canada lors de la conférence fédérale-provinciale qui aura lieu à Québec, fin novembre », a déclaré M^{me} Harel lors d'une interpellation de la députée libérale de La Pinière, Fatima Houada-Pépin, à l'Assemblée nationale.

« Cela permettra de mettre en chantier dès le printemps prochain de nouvelles unités. Nous avons comme objectif un minimum de 1500 nouvelles unités de logement locatif qui s'ajouteraient aux 1325 déjà en voie de réalisation grâce au programme québécois AccèsLogis. Alors,

c'est certainement pour nous un minimum de 2800 unités par année que nous pourrions réaliser », a-t-elle ajouté.

Alors que M^{me} Houada-Pépin tentait de démontrer que le gouvernement restait les bras croisés devant la « crise » du logement, M^{me} Harel défendait ses programmes, y allant du dépôt inopiné d'un rapport de la Société d'habitation du Québec montrant que plus de 5000 logements avaient été construits ou adaptés pour diverses clientèles depuis 1997.

MANQUE À GAGNER

Le désengagement d'Ottawa du logement social n'est pas un modèle à suivre, a rétorqué Louise Harel. « Ottawa offre 611 \$ par ménage démuné au Québec, alors qu'il offre 1018 \$ à ceux d'ailleurs au Canada. C'est inacceptable. Nous voulons être traités équitablement », a conclu la ministre en chiffrant à 106 millions \$ le manque à gagner pour le Québec.

VALEURS INCROYABLES

Super Solde Salon

- Toute la marchandise en magasin
- Toutes les commandes spéciales



Nous payons la TPS pour vous ou payez en 24 versements*

CLASSIQUE
1215, boul. Charest O.
Québec

CONTEMPORAIN
18, rue Courcellette
Québec

LA GALERIE DU MEUBLE

ROCHE BOBOIS
9, rue Courcellette
Québec
LA-Z-BOY
Classique
1221, boul. Charest O.
Contemporain
10, rue Courcellette
Québec

DÉCORATION INTÉRIEURE
681-0171- www.lagaleriedumeuble.com



Heures d'ouverture
Lundi au mercredi: 9h à 17h30 • Jeudi et vendredi: 9h à 21h • Samedi: 9h à 17h • Dimanche: 12h à 17h

* Plan de financement 24 versements égaux sans intérêt; les mensualités incluent les taxes et un acompte de 30 %. Effectif à compter de la date d'achat. Conditionnel à l'approbation du crédit. Conditions en magasin.

Dans toutes nos succursales

La plus impressionnante quantité et variété de formats et de prix de citrouilles



Venez choisir la vôtre!

- | | |
|------------------------------|---------------------------------|
| Mini.....97¢ | Grosse.....2 ⁹⁷ ¢ |
| Petite.....1 ²⁷ ¢ | Très grosse...3 ⁹⁷ ¢ |
| Moyenne....1 ⁹⁷ ¢ | Jumbo.....4 ⁹⁷ ¢ |

Chou-fleur
des États-Unis
Grossein #12
Catégorie no 1
97¢ chacun

Bananes
importées
#2c / kg
37¢ la livre

Champignons frais entiers
BLANCS de l'Ontario
Catégorie no 4
Contenant de 227 grammes
97¢ le contenant

Brocoli
du Québec
Grossein #14
Catégorie no 1
97¢ chacun

Spéciaux valables les samedi 27, dimanche 28 et lundi 29 octobre 2001 dans toutes nos succursales jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

POLITIQUE À L'ÉGARD DES AÎNÉS

Un vaste plan d'action qui protège les aînés

La ministre Linda Goupil a été frappée par le désir des plus vieux de partager avec les jeunes générations

VALÉRIE LESAGE
VLesage@lesoleil.com

C'est la première fois que le Québec se dote d'une politique à l'égard de ses aînés. Elle a été élaborée à partir des consultations menées pendant l'Année internationale des personnes âgées en 1999.

Ce qui a le plus frappé la ministre responsable de la Condition féminine et des Aînés, Linda Goupil, en reprenant le dossier des mains de Louise Harel, c'est le désir des plus vieux de partager avec les générations plus jeunes.

« Nos aînés ne veulent pas qu'on les considère uniquement comme des consommateurs de services. Eux aussi sont engagés dans les solutions pour mieux répondre aux besoins. Ils sont des citoyens à part entière », a dit M^{me} Goupil en entrevue au SOLEIL.

Elle a été frappée par cette volonté des aînés, même si elle lui est toujours apparue évidente. « J'ai grandi avec un grand-père qui est décédé à 98 ans, qui a habité chez nous, et les aînés dans mon environnement sont extrêmement actifs. »

Son plan d'action à l'égard des aînés leur assure d'ailleurs la possibilité de s'exprimer au-delà de leur année internationale. Le financement aux 17 tables régionales de concertation est assuré pour les trois prochaines années. Une somme de trois millions de dollars est aussi réservée pour financer des projets communautaires destinés aux aînés.

Les autres volets du plan d'action touchent la santé, l'encadrement des petites résidences privées pour personnes âgées et la lutte contre les abus, la violence et la négligence dont les aînés sont victimes. L'aspect de la politique qui semble réjouir le plus les aînés, c'est la coordination des actions gouvernementales. « C'est une bonne note. Autrefois, on devait s'essayer à gauche et à droite pour demander quelque chose. M^{me} Goupil va permettre une coordination entre les ministères », affirme Roger Fraser, de la FADOQ régionale Québec-Chaudière-Appalaches.

Monique Vézina, qui a présidé le Bureau québécois de l'Année internationale des personnes âgées et qui a signé le rapport R.S.V.P. *Le Québec vieillissant, un enjeu de société*, s'est montrée ravie par le plan d'action. « J'ai l'impression qu'ils ont pris notre liste de 68 recommandations, ils ont touché à presque tout ce qui est inscrit dans notre rapport. »

Le cabinet de la ministre Goupil avait toutefois « oublié » de lui faire parvenir le document *Le Québec et ses aînés: engagés dans l'action*. C'est LE SOLEIL qui le lui a envoyé.

« Je crois qu'ils ont bien compris les besoins des aînés. Je pense que la volonté gouvernementale va dans le sens souhaité. Maintenant, il faut espérer qu'on passe de la parole aux actes », a indiqué M^{me} Vézina.

Sur la question de l'évaluation de la qualité des résidences privées, M^{me} Vézina estime qu'il y a « un surlage majeur » à faire et qu'il y a nécessité de mettre de l'ordre dans les services.

« C'est toujours inquiétant de se faire évaluer, mais je pense que c'est nécessaire si on veut aller plus loin. Si on le fait pour les Bed & Breakfast ou pour les garderies, pourquoi pas là où habitent des gens de 75-80 ans dont la santé est chancelante? » se demande-t-elle.

Comme la ministre Goupil, M^{me} Vézina croit en l'implication de la population pour s'assurer que les gens âgés soient traités avec respect et dignité. « Ce n'est pas la responsabilité seulement des personnes âgées de veiller à la population qui vieillit, c'est le rôle d'une société responsable. »

L'ex-ministre du gouvernement de Brian Mulroney, à qui avait été confié le dossier des aînés en 1988, se souvient qu'à l'époque, le sujet provoquait des sourires en coin.

« J'avais l'impression de prêcher dans le désert, l'impression de me heurter à un mur d'indifférence. » Elle constate que, par la force des choses, les mentalités ont bien évolué depuis. « La force du nombre fait qu'aujourd'hui, les gouvernements sont tenus de se préoccuper des gens âgés. »

Les 17 tables de concertation seront financées

Un premier objectif est de savoir qui héberge les personnes âgées

VALÉRIE LESAGE
VLesage@lespleil.com

Un homme de 84 ans souffrant de problèmes cardiaques agonise pendant une heure et demie dans une résidence privée sans obtenir de secours. L'employée de garde appelle la propriétaire de la résidence plutôt que l'ambulance quand le vieillard tombe à terre. La propriétaire ne s'énerve pas, elle pense qu'il simule un malaise. Quand elle se décide enfin à appeler le 9-1-1, Cajetan Lemieux est déjà mort.

C'est arrivé à Charlesbourg, il y a quatre ans. L'enquête du coroner qui a suivi a donné à réfléchir sur la qualité des services dans les petites résidences privées pour personnes âgées, qui ne sont soumises à aucune exigence ou réglementation particulière.

En lançant son plan triennal visant à améliorer les conditions de vie des personnes âgées à la fin du mois dernier, la ministre responsable des Aînés et de la Condition féminine, Linda Goupil, s'est engagée à faire un certain ménage dans ces petites résidences, où vivaient actuellement 100 000 personnes âgées. « On a vu des situations extrêmement malheureuses où nos aînés ont été victimes d'abus ou de mauvais traitements. À chaque fois qu'un événement isolé comme ça se produit c'est inacceptable », déplore la ministre.

Son premier objectif est de recenser toutes les résidences pour personnes âgées au Québec qui hébergent neuf pensionnaires ou moins; celles qu'on peut exploiter sans permis. Actuellement, on ne sait pas où et combien elles sont. Et cela pose des risques. « Ça enlève de la protection aux personnes âgées. Il faut que le service des incendies, par exemple, sache de quel type de résidence il s'agit. L'intervention ne sera pas la même si des gens ont de la difficulté à se déplacer », explique le directeur de l'Association des résidences pour retraités du Québec, Robert Chagnon. Son organisme regroupe les résidences de 10 pensionnaires et plus, qui doivent respecter une série d'exigences relatives à la sécurité, au bâtiment et à l'alimentation.

Savoir où se trouvent les personnes âgées permettra aussi une meilleure dispensation des soins de santé. Les CLSC seront alors en mesure de vérifier si les résidences ont les infrastructures et le personnel nécessaires pour garder un vieillard en perte d'autonomie qui a besoin de soins. « Les résidences se retrouvent parfois avec une clientèle trop lourde et ont de la difficulté à arriver malgré leur bonne volonté. Les gens s'épuisent et n'ont pas assez de personnel pour répondre aux besoins », dit M. Chagnon.

Selon lui, le travail de vérification par les CLSC, s'il est bien fait, risque de déterrer de graves problèmes. « Sans accuser personne, le silence fait l'affaire de l'État. S'il fallait que l'on puisse voir l'ampleur des besoins, on verrait qu'il y a du chemin à faire. Il faudrait ajouter des ressources dans les soins à domicile, les CLSC, les CHSLD. »

Après le recensement des petites résidences privées, la ministre Linda Goupil s'engage à établir des normes nationales pour la construction, l'aménagement et la sécurité des habitations. Elle veut aussi adopter un code de déontologie et un programme d'appréciation de la qualité des résidences. « Il faut qu'il y ait l'équivalent de ce que l'on exige pour nos résidences gouvernementales », dit-elle.

La ministre veut s'associer à des organismes comme la Fédération de l'âge d'or du Québec (FADOQ), qui a déjà son programme d'évaluation des résidences privées et qui décerne des roses d'or aux résidences conformes à ses critères.

Les organismes impliqués auprès des aînés applaudissent l'idée d'uniformiser les normes, mais se questionnent sur leur application, car jusqu'ici, les évaluations se font sur une base volontaire. « Il faudra plus d'ouverture pour qu'on puisse al-



La ministre Linda Goupil

ler voir ce qui se passe, parce qu'on n'ouvre pas la porte facilement partout. Nous nous sommes déjà heurtés à des portes fermées », a fait valoir Monique Côté-Petit de l'Association de défense des droits des retraités du Québec.

La ministre Goupil parle de recensement et de vérifications obligatoires, sauf qu'il s'agit quand même de résidences privées et pour le moment, elle ne prévoit pas rendre obligatoire l'obtention d'un permis d'exploitation. « On va commencer par le début, et si c'est nécessaire on n'élimine rien. L'objectif n'est pas de toujours en arriver à faire des lois », a-t-elle indiqué. En fin de compte, la ministre compte sur la population pour protéger les aînés. « On mise sur ce que j'appellerais la préoccupation sociale, la responsabilité des femmes et des hommes qui aiment leurs aînés, qui ont l'obligation de s'assurer que les résidences respectent le code d'éthique national. »

« Ça ne va pas assez loin, dit Robert Chagnon de l'ARRQ. Quand on sait que dans certaines villes il faut un permis pour faire une vente de garage, c'est tout de même incroyable! »

Des propos qui trouvent leur écho, même au sein de l'Association des résidences familiales pour personnes âgées du Québec. « À l'heure actuelle, c'est une catastrophe! n'importe qui peut ouvrir une résidence et mettre des gens âgés dans un sous-sol. Ce type de résidence tomberait avec un permis obligatoire », avance la fondatrice Nalchayan Cloutier.

Le document ministériel sur les aînés prévoit tout de même octroyer aux municipalités certains pouvoirs pour fixer des normes et en exiger le respect. La directrice générale de la FADOQ doute cependant que les municipalités s'impliquent à court terme. « Avec tout ce qui s'en vient avec les fusions, vont-elles se lancer dans le dossier des résidences privées pour personnes âgées? » se demande Martine Langlois. « Actuellement, les municipalités, probablement pour une question de surveillance, elles font semblant que les petites résidences n'existent pas, alors que c'est 50% du parc résidentiel pour aînés. »

Il reste que le ménage qu'amorce la ministre Goupil suscite beaucoup d'espoir. « Ce qui est bien, c'est qu'il y a une volonté de partenariat, souligne M^{me} Cloutier. Quand des cultures de partenariat s'instaurent, je trouve que c'est extraordinaire. Faisons, et en cours de route, on en ajoutera. »

FILA OUTLET

Vente de fermeture Section échantillon

DERNIÈRE SEMAINE LA VENTE PREND FIN LE 31 OCTOBRE

Des prix de débarras sur:
chaussures hommes, femmes, enfants
Vêtements de tennis, golf
Manteaux d'hiver adultes et enfants Etc. Etc.
Tout doit sortir...

Nous avons toujours notre section athlétique et notre section junior

FILA échantillons

Centre
«FACTORY OUTLET»
PROMENADES STE-ANNE

10909, boul. Ste-Anne,
Sainte-Anne-de-Beaupré
827-2445

Depuis 1639,
nos filles s'ouvrent au monde

PRÉSCOLAIRE ET PRIMAIRE POUR FILLES
L'ÉCOLE DES URSULINES DE QUÉBEC

EXAMENS D'ADMISSION

Primaire:
le samedi 17 novembre 2001

Préscolaire:
le samedi 12 janvier 2002



L'ÉCOLE DES URSULINES DE QUÉBEC

4, rue du parloir, Québec (Québec) G1R 4M5
Télécopieur: 692-1240

Téléphone: 692-2612

Courriel: ecole.ursulines@videotron.ca
www.ursulinesquebec.com

Une gamme complète de services éducatifs de 7h30 à 17h30

- Programme primaire de l'Organisation du baccalauréat international offert en parfaite cohérence avec le Programme de formation de l'école québécoise.
- Activités en anglais dès la première année.
- Enrichissement des matières fondamentales: français et mathématiques.
- Vaste programme d'activités culturelles, sportives et spirituelles.

Une 6^e année qui propose deux options

- Programme d'immersion en anglais langue seconde.
- Programme DÉFI qui veut Développer les initiatives entrepreneuriales chez les Filles.

école du monde BI

L'hiver s'en vient...
Êtes-vous prêt?

CHOSSES À FAIRE...

- ✓ Vidange d'huile, 19^{pts}
filtre et inspection de 11 points
- ✓ ENTRETIEN du système de refroidissement 39^{pts}
- ✓ Mise au point Hyundai 59^{pts}
- ✓ ENTRETIEN des freins avant 99^{pts}
- ✓ LAMES d'essui-glace Hyundai 15^{pts}
- ✓ ENTRETIEN de la boîte de vitesses automatique 64^{pts}

Vidange d'huile et filtre

Inspection en 19 points

19⁹⁵\$

Véhicules Hyundai seulement

Pour 4,99\$ de plus obtenez ce superbe sac pour la route (valeur de 24,99\$)



Prenez rendez-vous

LESSARD HYUNDAI QUÉBEC

Lauréat du PRIX D'EXCELLENCE pour la 6^e année

659, Boul. St-Joseph, Québec

623-5471

Pièces et service ouvert le soir jusqu'à 21h.



CHUTE DU PQ DANS LES INTENTIONS DE VOTE Les Québécois réclament plus de sécurité économique

Harel espère que le budget stabilisera l'opinion publique

LIA LÉVESQUE
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et la ministre des Affaires municipales, Louise Harel, retiennent tous deux le besoin d'une plus grande sécurité économique des Québécois dans le sondage Léger Marketing publié hier.

Ce sondage, qui est paru dans les quotidiens *Le Devoir* et *The Globe and Mail*, hier, révèle de la confusion chez les Québécois, dans le contexte politique et social actuel.



La ministre des Affaires municipales Louise Harel.

La ministre Louise Harel en fait l'analyse suivante: « C'est un sondage qui ne va pas être facile à interpréter, parce qu'en même temps, les Québécois sont satisfaits de leur gouvernement; ils considèrent avec une très forte majorité que M. Landry est l'homme de la situation en matière de sécurité économique, surtout dans la période troublée que l'on traverse. (Pourtant), effectivement, leur intention de vote les amènerait vers un autre parti, vers les libéraux. En même temps, cependant, ils veulent qu'on reste au gouvernement, car ils ne veulent pas d'élections, ils n'en veulent pas avant un an, même 18 mois. »

En fait, le sondage accorde une marque de 48,1% au Parti libéral du Québec, 34,7% au Parti québécois et 11,3% à l'Action démocratique du Québec. Les libéraux ont marqué des points chez les francophones et dans les régions du Québec.

Les personnes sondées font aussi plus confiance à Jean Charest pour assurer la sécurité sociale, mais plus confiance à Bernard Landry pour assurer la sécurité économique.

Le vote souverainiste est également en baisse, à 40,9%, atteignant pratiquement le niveau du premier référendum sur la souveraineté-association de 1980.

Et bien qu'ils accordent davantage leur confiance au Parti libéral du Québec, les citoyens ne semblent pas mécontents outre mesure du gouvernement du Parti québécois. Le taux de satisfaction à son endroit atteint 47%, contre 48% qui se disent insatisfaits.

Perplexe, la ministre Harel a noté qu'« il y a un peu de tout dans ce sondage » et que les Québécois sont « par définition ambigus ».

Elle ajoute que « c'est peut-être une période un peu troublée pour savoir exactement où l'opinion publique se situe ».

L'annonce du budget provincial stabilisera peut-être l'opinion publique, avance-t-elle.

Le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe s'attarde lui aussi au besoin de sécurité économique des Québécois, qu'il perçoit dans ce sondage.

« Ce qui préoccupe énormément les citoyens, non seulement du Québec, mais du Canada et de l'ensemble de la planète, c'est la question de la sécurité, au sens propre et en termes économiques. C'est ce qui nous anime actuellement et, dans la mesure où on a une attitude responsable, les gens, au moment où ils auront à faire des choix, reconnaîtront ceux et celles qui ont été responsables et ceux qui ne l'ont pas été. »

M^{me} Harel et M. Duceppe ont fait ces commentaires à Montréal, à l'occasion de deux conférences de presse portant sur les carrières scientifiques, dans un cas, et sur le futur budget fédéral, dans l'autre cas.

Le taux de satisfaction envers le PQ est de 47% contre 48% d'insatisfaits

Landry effectue sa tournée en France dans un climat apaisé

PARIS (PC) — C'est une visite sans histoire, dans un climat désormais apaisé, qu'a entrepris, hier à Paris, le premier ministre Bernard Landry.

Accompagné de la ministre des Relations internationales Louise Beaudoin, M. Landry est venu célébrer dans la capitale française le 40^e anniversaire de la Délégation générale du Québec, ce qui lui donnera l'occasion de vanter les vertus et la vigueur de l'amitié franco-québécoise et de remercier deux de ses artisans, les animateurs de télévision Michel Drucker et Bernard Pivot.

Pragmatique, le premier ministre a cependant fait de la « sécurité économique et sociale » le thème central de sa visite, qui s'est d'ailleurs ouverte hier sur une série de rendez-vous privés avec de potentiels investisseurs français. Lundi et mardi, M. Landry, dont c'est le premier séjour en France en tant que chef du gouvernement, aura des entretiens avec le président Jacques Chirac, le premier ministre Lionel Jospin et le nouveau maire de Paris, le socialiste Bertrand Delanoë.

Contrairement à ses prédécesseurs, M. Landry n'arrive pas à Paris dans un contexte électoral ou référendaire. Pour une fois, la question de la souveraineté devrait donc être complètement évacuée, d'autant que les responsables français ont d'autres chats à fouetter depuis les attentats du 11 septembre. Côté français, « cela fera plaisir à tout le monde », note une spécialiste du dossier.

Il est vrai que la classe politique et les médias français ont fini au fil du temps par se désintéresser de l'affaire. L'époque du triangle infernal Ottawa-Paris-Québec est d'ailleurs révolue. S'il subsiste une incontournable logique triangulaire dans les rapports qu'entretient la France avec le Québec et le Canada, il faut plutôt la voir comme une espèce de doctrine officielle, un cadre théorique mis à la disposition des politiques et des diplomates pour gérer le dossier en tenant compte des susceptibilités de chacun, et sans trop se mouiller.

La France tient toujours à sa « relation directe et privilégiée » avec le Québec. Mais elle a développé depuis quel-



Pour une fois, le premier ministre Bernard Landry n'aura pas à parler de souveraineté et de référendum.

ques années — sur l'initiative du président Chirac et du premier ministre Chrétien, qui sont amis — un « partenariat renforcé » avec le Canada. Désormais, elle multiplie donc les échanges et les tables rondes entre parlementaires, spécialistes, universitaires et intellectuels sur des grands thèmes comme la parité homme-femme, l'État de droit, la gouvernance, le multilatéralisme, la diversité culturelle...

« La classe politique et les médias ne voient plus le Canada à travers le prisme québécois », note Françoise Lepeltier, qui suit le dossier depuis des années au *Figaro*. Sur le terrain, cela change beaucoup de choses. Désormais, lorsqu'elle cherche une solution à ses problèmes de violence urbaine ou d'intégration des immigrants, la France s'intéresse aussi au modèle canadien et travaille indifféremment avec l'ambassade du Canada et la Délégation du Québec.

FORT ET CONFORT



L'UTILITAIRE SPORT DE L'ANNÉE 2002
SELON MOTOR TREND



GMC ENVY SLE 2002 4x4

JIMMY SLS 2002 2 PORTES 4x4 GMC

488\$ /mois*
Transport et préparation inclus
38 998\$ à l'achat**

| Location 48 mois | |
|-------------------------------------|------------|
| Comptant (ou échange équivalent) | Mensualité |
| 0 \$ | 584 \$ |
| 2 423 \$ | 528 \$ |
| 4 155 \$ | 488 \$ |

| Location 48 mois | |
|-------------------------------------|------------|
| Comptant (ou échange équivalent) | Mensualité |
| 0 \$ | 398 \$ |
| 2 269 \$ | 348 \$ |
| 4 538 \$ | 298 \$ |

298\$ /mois*
Transport et préparation inclus
OU
25 998\$ à l'achat***

- Moteur Vortec 4,2 L de 270 HP • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée
- Boîte de transfert automatique Autotrac à commande électronique • Climatisation à deux zones
- Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Freins à disques et système de freinage antiblocage aux 4 roues
- Système de communication et d'assistance OnStar avec plan Sécurité de 1 an
- Portes, vitres, rétroviseurs chauffants et siège du conducteur à commandes électriques
- Roues de 17 po en aluminium • Pont arrière autobloquant

- Moteur V6 Vortec 4,3 L de 190 HP • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée
- Freins à disques et système de freinage antiblocage aux 4 roues
- Climatiseur • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Pont arrière autobloquant
- Roues de 15 po en aluminium • Essuie-glace arrière à balayage intermittent
- Porte-bagages sur le toit • Dispositif antivol PASSLock



L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit.
Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2002 en stock, tels que décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. * Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (voir tableaux de mensualités). À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 675 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 \$ du km après 80 000 km. ** À l'achat, préparation incluse, transport (Envoy : 835 \$, Jimmy : 850 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. * Le prix d'achat inclut un crédit de livraison et ne peut être jumelé à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. *** Arrose déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Une commande ou un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour obtenir plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.



RENCONTRE DES MINISTRES DES FINANCES

L'après 11 septembre au menu principal

OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, rencontrera demain ses homologues provinciaux à l'occasion de leur rendez-vous annuel, et de nouveaux sujets de discussion devraient s'ajouter à l'ordre du jour habituel.

Les mesures de sécurité aux frontières, visant à assurer le flux régulier des échanges commerciaux, seront sans doute l'un des principaux sujets abordés à cette rencontre où, traditionnellement, les ministres des provinces réclament plus d'argent pour les soins de santé et les programmes sociaux.

Les attentats terroristes commis en septembre ont porté un dur coup à une économie qui tournait au ralenti et qui, selon plusieurs analystes, est maintenant en récession.

De toute évidence, la Banque du Canada juge la situation actuelle préoccupante. Elle a déjà réduit les taux d'intérêt à huit reprises dans l'espoir de stimuler la croissance. Et la semaine dernière, elle a abaissé son taux directeur de trois quarts de point de pourcentage.

Des économistes du secteur privé croient qu'après l'excédent de 17 milliards \$ annoncé l'an dernier par le ministre Martin, le danger de glisser à nouveau vers un déficit est très réel.

Le gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge, ouvrira la rencontre de demain en informant les ministres des Finances des conditions actuelles et des perspectives économiques. Si l'on se fie à l'allocution qu'il a prononcée plus tôt

cette semaine, le ton risque d'être peu réjouissant. M. Martin a indiqué qu'il voulait éviter un déficit. Cela signifie que les nouvelles dépenses seront probablement réduites pour favoriser la défense et les mesures de sécurité.

Le ministre a aussi annoncé qu'il ne renoncerait pas à la promesse, faite l'automne dernier, de réduire l'impôt de 100 milliards \$ en cinq ans et d'augmenter les sommes consacrées aux soins de santé de près de 23 milliards \$.

« Les provinces présenteront leurs arguments, a déclaré jeudi M. Martin, mais personne ne doit oublier que nous venons de compléter, il y a un peu plus d'un an, les plus importants transferts relatifs à la santé de toute l'histoire du Canada. »

« Nos versements de péréquation n'ont jamais été aussi élevés. En fait, l'ensemble de nos transferts aux provinces atteint un niveau record », a-t-il ajouté.

La ministre des Finances du Québec, Pauline Marois, croit que M. Martin pourrait utiliser les paiements de péréquation et les programmes sociaux pour stimuler la croissance économique.

Le ministre ontarien Jim Flaherty demandera vraisemblablement plus d'argent pour les soins de santé. Il y a quelques jours, le premier ministre Mike Harris a déclaré que les provinces atteignaient rapidement les limites de leur capacité à défrayer le coût des soins de santé, parce qu'elles ne reçoivent pas assez d'argent d'Ottawa.

Le Bloc a des suggestions de dépenses pour Paul Martin

MONTRÉAL (PC) — Persuadé que le gouvernement fédéral dispose encore d'un généreux surplus, le Bloc québécois l'invite à injecter 5 milliards \$ dans un plan de stimulation de l'économie.

Selon l'estimation du Bloc québécois, le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, bénéficiera d'un surplus de 13,6 milliards \$, ce qui lui donne une marge de manoeuvre suffisante pour lui permettre à la fois d'injecter ces 5 milliards \$ pour stimuler l'économie, d'accorder en même temps une aide de 8 milliards \$ aux provinces pour la santé, l'éducation et la sécurité du revenu, et ce sans enregistrer de déficit.

Le Bloc croit même possible d'affecter une somme de 600 millions \$ à la réduction de la dette.

Cette proposition a été expliquée, hier à Montréal, par le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe, en compagnie du porte-parole du Bloc pour les questions financières, Yvan Loubier. Les choix que fera le ministre Paul Martin seront déterminants pour l'évolution de la situation économique, argue le député Loubier. « Il peut faire toute la différence entre une récession profonde et un léger ralentissement d'ici la fin de l'année. »

PLAN DE STIMULATION

Le plan de stimulation de l'économie de 5 milliards \$ proposé par le Bloc québécois s'articule autour de quatre axes: des mesures de soutien aux PME; des modifications à l'assurance-emploi; des mesures pour la sécurité et la défense; une aide sectorielle au transport, à l'industrie aéronautique et au tourisme.

Le Bloc accorderait 1,85 milliard \$ en soutien aux PME, en agissant à deux titres: reporter le versement des acomptes provisionnels jusqu'au 31 mars et accorder un congé de cotisations à l'assurance-emploi pour les mois de novembre et décembre.

En matière d'assurance-emploi, il verserait 1,15 milliard \$, notamment en ajoutant 10 semaines à la durée de versement des prestations.

En matière de sécurité et de défense, il injecterait 1 milliard \$ dans le renforcement des contrôles aux douanes, l'ajout de ressources pour enquêter sur le financement du terrorisme et les opérations militaires.

Finalement, il accorderait 1 milliard \$ pour l'aide sectorielle à l'aéronautique, le tourisme et le transport.

M. Duceppe rejette l'attitude du ministre Martin jusqu'ici, qu'il qualifie de « laissez-faire » au plan économique. À l'opposé, il qualifie son approche d'« équilibrée », aidant à la fois la PME et la grande entreprise, le citoyen qui veut des soins et des programmes sociaux, ainsi que le chômeur.

M. Duceppe fait valoir que « la conjoncture a radicalement changé avec ce qui s'est passé le 11 septembre » et qu'il faut absolument stimuler l'économie.

Résolution pour changer le nom de Terre-Neuve

■ OTTAWA — Le ministre fédéral de l'Industrie, Brian Tobin, a déposé, hier, une résolution au Parlement afin de changer le nom de Terre-Neuve en celui de « province de Terre-Neuve et du Labrador ». M. Tobin, qui a déjà été premier ministre de Terre-Neuve, a déclaré qu'il s'agissait d'un geste symbolique visant à reconnaître le Labrador comme partenaire à part entière de la province. Le gouvernement du Canada donne ainsi suite à la résolution adoptée par l'Assemblée législative de Terre-Neuve, le 29 avril 1999, pour faire changer le nom de la province. Le premier ministre de Terre-Neuve, Roger Grimes, a accueilli favorablement l'initiative fédérale. « Le Labrador est une partie importante et essentielle de cette province », a-t-il déclaré. Le Labrador, qui représente 70% de la masse terrestre de la province, compte environ 30 000 habitants, comparativement à environ 540 000 sur l'île. La résolution fédérale doit être adoptée par la Chambre des communes et le Sénat et proclamée par la gouverneure générale, avant de prendre effet. Le ministre Tobin a soutenu que la résolution n'aurait pas de répercussion sur le tracé frontalier entre Terre-Neuve et le Québec. (PC)

Coalition pour protéger nos rivières

■ MONTRÉAL (PC) — Une coalition d'organismes environnementaux et de plein air lance un appel urgent à la population pour protéger 24 rivières québécoises. Celles-ci sont dans la mire de promoteurs privés pour un total de 36 projets de petites centrales hydroélectriques qui compromettraient irrémédiablement leur potentiel récréo-touristique. Les organismes font valoir que les 425 mégawatts qui seraient produits par ces centrales seraient négligeables alors que les impacts environnementaux seront irréversibles. Ils invitent la population à adopter une rivière et tentent de recruter des personnalités pour agir comme parrains et marraines des cours d'eau. Paul Piché, Marie-Claire Séguin et Jean-Claude Germain ont accepté l'invitation. (PC)

Pour relever le défi des années 2000
nos Centres de formation
professionnelle
vous ouvrent leurs portes

D Centre de formation professionnelle
de Rochelle
3000, boulevard Hochelaga, Sainte-Foy
652-2159

D Centre de formation professionnelle
Saint-Exupéry
965, rue Valentin, Sainte-Foy
652-2144

SAMEDI
27 octobre 2001
de 10 h à 14 h

PROGRAMMES

- Décoration intérieure et étalage
- Reprographie
- Imprimerie
- Procédé infographique
- Technique d'entretien d'équipement de bureau
- Réparation de micro-ordinateur
- Dessin de bâtiment

Consultez notre prospectus qui est disponible dans nos centres

Commission scolaire
des **D**écouvreurs

JEUDI
1^{er} novembre 2001
de 16 h à 21 h

PROGRAMMES

- Soutien informatique
- Comptabilité
- Secrétariat
- Secrétariat juridique
- Vente conseil
- Représentation professionnelle

L'AVENTURIER
Chaleur toute saison!

À l'achat d'un
Manteau Coronado
Obtenez un polar Shasta
ou un polar Kiel

GRATUEMENT!
Le manteau Coronado
219,99\$

Manteau fabriqué de nylon anti-déchirure
utilisant le système Emphatex imperméable,
coupe-vent et respirant.
Disponible pour homme et femme.

Gratuit
Polar Shasta
pour femme
Prix rég.: 79,99\$

ou

Gratuit
Polar Kiel
pour homme
Prix rég.: 69,99\$

Surveillez l'ouverture de notre
nouvelle boutique dans le Vieux-Québec!

www.aventurier.net
Québec - 710, rue Bouvier, local 135
Ste-Foy - Place de la Cité - 2600, boul. Laurier, #148
Chicoutimi - 250, rue Racine Est

(418) 624-9088
(418) 654-1774
(418) 545-2251

* Quantité limitée.
Promotion en vigueur du 27 octobre au
23 novembre 2001 ou jusqu'à
épuisement de la marchandise.

**Vous désirez
un enseignement de qualité
pour votre fille ?**

**Avez-vous déjà pensé
à l'enseignement privé ?**

COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY

**C'est beaucoup plus accessible
que vous ne le pensez !**

**Venez en juger
par vous-mêmes**

**«Portes ouvertes»
le 28 octobre 2001.**

2047, chemin St-Louis, Sillery (Québec) G1T 1P3
Tél. : (418) 687-9250 Télécopieur : (418) 687-9847
Courriel : admission@cjmqs.qc.ca
www.cjmqs.qc.ca

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

Un accident fait deux morts à St-Martin

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Deux jeunes hommes ont perdu la vie de façon tragique dans la nuit de jeudi à hier lorsque le véhicule dans lequel ils prenaient place a frappé de plein fouet un poteau d'Hydro-Québec à l'entrée du village de Saint-Martin.

L'accident est survenu aux environs de 4 h en face du 85, 1^{re} Avenue, à Saint-Martin. Selon la Sûreté du Québec, le conducteur, Pascal Quirion, 19 ans, de Saint-Martin, aurait perdu la maîtrise de son véhicule avant d'aller sectionner un poteau électrique. Comme son passager, Patrick Trépanier, 22 ans, également de Saint-Martin, le jeune conducteur serait mort sur le coup.

La SQ a la certitude que la vitesse était en cause dans cet accident. Des analyses toxicologiques seront également effectuées sur le corps du conducteur.

ATTENTE

Les secouristes ont dû attendre pas moins d'une heure et demie avant de pouvoir retirer les deux corps du véhicule parce que le poteau menaçait de prendre feu et qu'Hydro-Québec a tardé avant de dépêcher des dépanneurs pour confirmer que la ligne était hors tension. «Compte tenu du lieu et de l'heure de l'accident, c'est un délai acceptable. Il faut comprendre que les gars étaient couchés et qu'ils parlaient de Saint-Georges», a expliqué un porte-parole, Guylaine Côté.

Quelque 800 abonnés d'Hydro-Québec ont été privés d'électricité une première fois pendant environ deux heures, puis une seconde durant trois heures et demie. La situation est revenue à la normale vers 11 h hier.

Ce n'est pas la première fois qu'un accident se produit à l'entrée du village de Saint-Martin, les automobilistes oubliant souvent de réduire leur vitesse malgré la présence de panneaux de signalisation.

AUTRE ACCIDENT À ALMA

Un accident de la route survenu cette fois sur l'avenue Grande Décharge, à Delisle, près d'Alma, a fait une autre victime à peu près à la même heure, hier. Éric Audibert, 31 ans, d'Alma, a perdu la vie lorsque son véhicule a fait un face-à-face avec un poids lourd. Une enquête est en cours afin de déterminer les causes exactes de l'accident.



Hugo Lépine, directeur-général de Lauberivière, explique que l'ancien presbytère servira à aider les gens à se détacher de l'encadrement de la Maison pour se reprendre en main.

Lauberivière acquiert le presbytère Saint-Jean-Baptiste

La maison servira à la réinsertion sociale des bénéficiaires

MONIQUE GIGUÈRE
MGiguere@lesoleil.com

Après la soupe, le gîte, le dégrèvement, la thérapie, la réinsertion sociale, la Maison de Lauberivière se lance dans l'habitation pour accélérer le retour à l'autonomie de ses bénéficiaires. Quatorze studios seront aménagés d'ici août 2002 dans le presbytère Saint-Jean-Baptiste dont Lauberivière deviendra dûment propriétaire la semaine prochaine.

Situé juste derrière l'église Saint-Jean-Baptiste au 490, rue Saint-Jean, le bel immeuble de brique et pierre de taille devra subir des transformations de l'ordre de 1,2 M\$ avant de recevoir ses premiers locataires. «C'est un investissement majeur», convient le directeur général de la Maison, Hugo Lépine, qui explique que le coût des travaux sera entièrement assumé par Accès-Logis, un programme de la Société d'habitation du Québec (SHQ), et par IPAC, un projet du gouvernement fédéral pour les sans-abri.

Quant au montant de la transaction, Hugo Lépine hésite à le dévoiler tant que les signatures ne seront pas apposées au bas de l'acte de vente. Par respect pour la Fabrique. Mais il nous dit que le produit de la campagne annuelle de financement des Amis de Lauberivière devrait suffire à couvrir le coût d'achat.

«Nous allons expédier 300 000 enveloppes dans autant de foyers de la région de Québec. Si les 300 000 donnent chacun 1\$, ça fait 300 000 \$», calcule-t-il. Apparemment plus qu'il n'en faut à Lauberivière pour devenir propriétaire.

COMPLEXE

Né il y a un an, le projet d'habitation a évolué à pas de géant. «L'an dernier, Lauberivière a fait une réflexion sur ses orientations et s'est dit qu'il fallait aller au-delà de l'aide d'urgence comme le toit, le boire et le manger. Elle s'est demandé comment amener les gens, après un certain cheminement, à se détacher de l'encadrement de Lauberivière pour se reprendre en main. Il nous

est apparu que cela passait par un logement stable», explique Hugo Lépine.

Le jeune directeur général de la Maison Lauberivière parle de la vie en appartement comme d'une étape critique dans le processus de retour à l'autonomie. «La réinsertion est un processus complexe pour une personne qui vit dans la pauvreté. On ne peut pas se contenter de plasters pour guérir des bobos qui reviennent tout le temps. Faut aller plus loin, briser le cycle de la pauvreté et de la dépendance.»

Et Lauberivière va plus loin. Elle pratique la réinsertion sociale en aidant les exclus à se reconstruire un cercle d'amis, en jumelant des personnes dans le besoin avec des groupes d'entraide comme les AA avec d'ex-alcooliques, en offrant aux jeunes itinérants la possibilité de compléter leur secondaire et en les aidant à se trouver du travail par l'entremise d'Emploi-Jeunesse-Lauberivière.

«Peu de gens savent que 12 professeurs bénévoles enseignent à Lauberivière et rares aussi sont ceux qui connaissent notre entreprise de réinsertion au travail Laubergine. Lauberivière offre une gamme impressionnante de services, insiste Hugo Lépine. Sans compter un atelier de céramique et un Centre de jour au sous-sol de l'église Saint-Roch.»

Et à partir de l'été 2002, la vie en logement, que le directeur général de Lauberivière définit comme une mesure de transition vers un logement plus définitif, s'ajoutera à la panoplie de services existants. «Les studios seront dotés d'une cuisine, d'un lit, d'une salle de bain. Ils vont permettre aux gens de réapprendre à vivre en société», explique M. Lépine, qui précise qu'un loyer variant entre 400 \$ et 600 \$ sera demandé aux locataires selon leur revenu.

Après avoir investi l'ancien Hôtel Château Champlain au 401, Saint-Paul en février 1983, voilà qu'au seuil de ses 20 ans la Maison Lauberivière agrandit à la fois son domaine et ses activités pour inclure la vie en logement dans un presbytère. Ça pourrait s'appeler Habitat Saint-Jean-Baptiste.

La colère gronde au CHUQ

Les compressions budgétaires à venir inquiètent les employés de soutien

LOUISE LEMIEUX
LLemieux@lesoleil.com

■ QUÉBEC — La colère gronde chez les employés de soutien du CHUQ. Des postes affichés ne le sont plus, des infirmières font le travail des préposés aux malades non remplacés. Des employés commencent à regarder les infirmières «de travers», dit Carl Dubé.

Le président du syndicat des employés de soutien du CHUL a l'impression de revivre la période noire des coupes des années 95: postes abolis, remplacements à n'en plus finir. Puis, quelques mois plus tard, réaffichage de ces mêmes postes, parce que l'administration se rend compte que, finalement, les postes abolis étaient essentiels. «On ouvre les champs», puis on les referme. Ce serait bien si l'argent pouvait arriver toujours», dit le syndicaliste.

Tout ce branle-bas à cause de 100 000 petites heures de travail à «récupérer», dans les trois pavillons du CHUQ, (CHUL, Hôtel-Dieu de Québec et Saint-François d'Assise), sur les 12 millions d'heures travaillées annuellement.

Et cela, avant même le dépôt du rapport d'audit de la firme Price Waterhouse, prévu dans «la deuxième ou troisième semaine de novembre».

Comme le CHUM (Centre hospitalier universitaire de Montréal) et le CUSM (Centre universitaire de santé McGill), le CHUQ est sous audit depuis plusieurs mois. Ces hôpitaux universitaires ne sont pas soumis à la loi sur l'équilibre budgétaire en attendant les conclusions de l'audit.

Durant huit mois, spécialistes en finances, experts de toutes sortes, médecins conseils ont scruté la comptabilité et la gestion des activités des trois hôpitaux du CHUQ.

Avant le début de l'audit, le CHUQ faisait face à un déficit de 27 millions \$. On peut s'attendre à ce que les recommandations de la firme soient douloureuses. Le gouvernement devra aussi hausser le budget de fonctionnement des hôpitaux universitaires.

Les nerfs des employés sont tellement à fleur de peau que le retranchement de 100 000 heures crée un émoi. «C'était déjà très tendu dans l'hôpital. Et voilà qu'on cherche encore à abolir des postes. C'est incroyable», dit Carl Dubé. Il sent chez ses membres du ressentiment contre les infirmières, qui ont obtenu des garanties d'emploi, des primes de 100 \$ en échange de travail durant la fin de semaine, etc. Tout cela a coûté cher, dit-il, et les employés de soutien ont l'impression d'en faire les frais aujourd'hui. Et en plus, dit Carl Dubé, les préposés absents ne sont pas remplacés parce que le travail est fait par les infirmières à qui on a accordé des garanties d'emploi.

Il semble que les employés de soutien soient plus touchés que les infirmières dans la récupération de ces 100 000 heures. C'est ce que croit Diane Fournier, présidente du syndicat des employés de soutien de Saint-François d'Assise. «On a coupé quatre postes de préposés à l'urgence. Et y'a des infirmières en trop la fin de semaine. On les paye pareil à cause de leurs garanties d'emploi», déplore M^{me} Fournier.

Hé! les enfants, vous aimez les aventures

d'Harry Potter?

Ce week-end, à l'occasion de l'Halloween, LEGO® vous donne rendez-vous au Centre d'interprétation de Place-Royale.

Venez en famille placer les milliers

de briques LEGO et créez une construction géante représentant les personnages populaires du monde magique d'Harry Potter[™]. Les 500 premiers arrivés auront droit à une surprise!

De plus, courez la chance de gagner un ensemble LEGO du Château Poudlard[™], le tout d'une valeur de 129,99 \$.

L'entrée est gratuite pour les familles dont les enfants sont costumés.

La visite du médecin

Profitez de votre visite pour rencontrer un autre personnage qui concoctait également des potions magiques en son temps: Pierre de Sales Laterrière, célèbre médecin pratiquant à Québec, au tournant du XIX^e siècle.

Durée de l'atelier: 20 min.

Une collaboration de



HARRY POTTER, les noms des personnages, leurs représentations et leurs insignes sont des propriétés et des marques de commerce et © de Warner Bros. 1901.

LEGO et le logo LEGO sont des marques de commerce de LEGO Group. © 2001 The LEGO Group. Le Centre d'interprétation de Place-Royale est subventionné par le ministère de la Culture et des Communications. Commandité par le Port de Québec.

Ce week-end, de 12 h à 16 h, c'est au Centre d'interprétation de Place-Royale que l'on célèbre l'Halloween en famille!

7^E SALON ÉDUCATION EMPLOI AU CENTRE DE FOIRES

Pour créer un lien entre la formation et le travail

MICHELE LAFERRIERE
MLaferriere@lesoleil.com

■ D'un côté, se trouvent les décrocheurs et les sans-emploi. De l'autre, des secteurs de la main-d'œuvre sans travailleur et des centres de formation professionnelle en manque d'élèves. Jusqu'à dimanche, ils seront mis en présence les uns des autres, au Centre de foires d'ExpoCité, à l'occasion du Salon Éducation Emploi.

Les organisateurs de l'événement attendent 7000 étudiants au cours de la fin de semaine. Hier, deux heures après l'ouverture des portes, on aurait dit que toute la faune étudiante prévue s'était donné le mot pour arriver d'un coup. Des autobus d'écoliers encombraient le stationnement. Des jeunes, assis, debout, dehors, dans le hall, ou dans la grande salle d'exposition erraient entre les stands et les comptoirs-lunch, les bras débordant de documents les instruisant sur leur avenir.

Cette foule animée, qui se pressait au Centre de foires comme elle l'aurait fait dans le hall du Colisée par un soir de spectacle, s'est dissipée peu avant midi. Invité pour l'inauguration, le ministre François Legault a quitté les lieux au même moment, si bien que les 150 stands du Salon Éducation Emploi se sont retrouvés pratiquement déserts. Plus de 12 000 visiteurs devaient cependant franchir les tourniquets pendant le week-end qu'on annonce pluvieux.

Des cours de formation professionnelle au secondaire et au cégep manquent d'élèves

Dans son allocution, le ministre de l'Éducation a salué la tenue de ce 7^e



Le ministre de l'Éducation François Legault a rencontré au Salon de l'emploi l'enseignant Gilles Mercier et un groupe d'étudiants du Centre d'éducation aux adultes de Saint-Gervais de Bellechasse.

salon qui favorise le « lien entre la formation et l'emploi ». Il a fait observer que des centres de formation professionnelle, au secondaire, et des programmes techniques, au cégep, manquaient d'élèves, tandis que des milliers de jeunes décrochaient encore. « 50, 60% de décrocheurs dans certaines polyvalentes, c'est inacceptable, a-t-il martelé. Pour eux, c'est plate l'école. Ce salon leur montre des métiers intéressants. »

Il s'adresse à tous ceux qui cherchent un emploi ou un programme de formation. Une centaine d'exposants viennent des écoles secondaires, des cégeps, des centres de formation professionnelle ou des universités. Les autres ont des emplois à offrir ou de l'aide à fournir à ceux qui en cherchent. Emploi Québec, par exemple, présente son nouveau service de placement en ligne.

Sur un babillard, il affiche 450 emplois des régions de la capitale nationale et de Chaudière-Appalaches. Plus

ieurs fois par jour, l'Ordre des conseillers d'orientation et des psychoéducateurs du Québec propose des conférences. L'accès au Salon Éducation Emploi est gratuit. Aujourd'hui, il est ouvert de 9 h à 17 h. Demain et dimanche, de 10 h à 17 h.

LA GRÈVE À LAVAL

Invité à commenter la grève des professeurs de l'Université Laval, le ministre François Legault a dit espérer que les négociations sur le renouvellement de leur convention collective se règlent « au niveau local ».

Il n'exclut pas l'idée de rencontrer les deux parties si une entente n'était pas intervenue au terme de la semaine de lecture qui débute lundi. Bien sûr, il se préoccupe des étudiants, dont la session a été perturbée par cinq jours de grève intermittente (les lundis et les jeudis).

L'Université Laval lui a toutefois assuré que tout serait fait pour que la session ne soit pas annulée.

LES 300 000 \$ D'AVENTIS PHARMA

Tout don ou subvention doivent être approuvés par la Régie régionale

LOUISE LEMIEUX
LLemieux@lesoleil.com

QUÉBEC — Le don de 300 000 \$ de la compagnie pharmaceutique Aventis Pharma à la clinique d'anticoagulothérapie de l'hôpital Saint-Sacrement est-il légal? Le ministère de la Santé et des Services sociaux donnera la réponse la semaine prochaine.

Entre-temps, la porte-parole de la Régie régionale, Michèle Rompré, rappelle que les dons, legs et subventions à un hôpital sont régis par les articles 268 et 272 de la loi sur la santé et des services sociaux. Ces articles précisent que les dons doivent être préalablement autorisés par la Régie régionale de la santé. Or, « on ne savait pas ça. Personne ne nous a demandé d'autorisation », dit M^{me} Rompré. L'entente entre le CHA (hôpitaux Saint-Sacrement et Enfant-Jésus) et Aventis Pharma est survenue avant la mise en tutelle du CHA.

« Si jamais ce don n'était pas conforme, il faudra voir quelle sera notre position. C'est bien beau de déclarer le don est illégal, mais il faudra aussi considérer le service offert par la clinique », dit M^{me} Rompré.

Entre l'acceptation de dons privés et la mise en péril d'une clinique utile et efficace, lequel est le moindre mal, peut-on se demander.

Le ministère de la Santé s'est lui-même

commis avec des compagnies pharmaceutiques.

En novembre 2000, la ministre Pauline Marois, alors ministre de la Santé et des Services sociaux, a conclu une entente avec trois compagnies pharmaceutiques pour créer un fonds d'un million \$ pour financer des projets visant à soutenir les aidants des personnes atteintes d'Alzheimer. Le ministère contribue 100 000 \$ dans ce fonds, les compagnies Pfizer (fabricant de

Aricept), Novartis (fabricant de Exelon) et Janssen-Ortho fournissent chacune 300 000 \$. Le ministre avait alors félicité les trois compagnies « de s'acquitter ainsi de la responsabilité sociale qui est la leur. Je suis convaincue que cette première initiative sera suivie de plusieurs autres projets de partenariat... », avait-elle déclaré lors de la conférence de presse annonçant ce projet.

UNE CLINIQUE EFFICACE

Les 300 000 \$ donnés par la compagnie Aventis serviront — entre autres — à payer un pharmacien supplémentaire nécessaire pour répondre à la clientèle grandissante de la « clinique d'anticoagulo ».

La pharmacienne chef du CHA s'est tournée vers l'entreprise privée faute de réponse positive de la part l'administration de l'hôpital, aux prises avec un déficit de 17 millions \$.

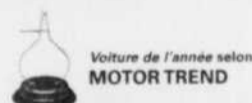
En échange de son don, la compagnie Aventis n'exige pas que l'hôpital Saint-Sacrement utilise de préférence ses médicaments. Elle se contente d'une plaque à l'entrée de la clinique. « Nous voulons de la visibilité. Notre compagnie a été créée en 1999, elle n'est pas très connue », dit Michel Tremblay, porte-parole de Aventis.

La clinique d'anticoagulothérapie existe depuis quatre ans à l'hôpital Saint-Sacrement. Le nombre de patients suivis à la clinique est passé de 10 à 400. L'ajustement de la médication se fait par téléphone, par le pharmacien, plutôt que par le cardiologue en clinique externe. Cette façon de fonctionner est plus efficace et moins coûteuse. Cependant, les médecins de l'Enfant-Jésus refusent cette façon de faire et préfèrent ajuster eux-mêmes la médication, obligeant leur patient à se déplacer à la clinique pour un rendez-vous.

L'ÉVÉNEMENT PERFORMANCE CHRYSLER

CHRYSLER PT CRUISER 2001

L'ensemble 28G comprend : Moteur de 2,4 L à DACT et 16 soupapes • Climatiseur • Transmission automatique à 4 rapports • Toit ouvrant à commande électrique • Volant gainé de cuir • Roues de 16 po en aluminium chromé • Système antidémarrage Sentry Key^{MD} • Glaces écran solaire - teinte foncée • Radio AM/FM avec lecteur de CD et 6 haut-parleurs • Sacs gonflables de nouvelle génération • Régulateur de vitesse • Siège du conducteur à réglage électrique • Plein d'essence gratuit¹⁾



5/100

Garantie sur le groupe motopropulseur et assistance routière²⁾



Garantie de 5 ans/100 000 km³⁾
sur le groupe motopropulseur. Assistance routière de 5 ans/100 000 km³⁾.

CHRYSLER

Voici ma voiture.

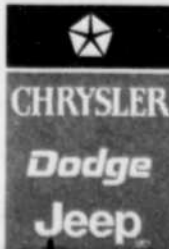
Seulement chez votre concessionnaire Chrysler • Dodge • Jeep.



Rabais jusqu'à 1000 \$

¹⁾ 0% de financement à l'achat jusqu'à 48 mois sur tous les PT Cruiser 2001 en stock. Transport, immatriculation, assurance, droits sur les passés, frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation de Services Financiers DaimlerChrysler. Offre d'une durée limitée, valable sur les modèles 2001 en stock seulement et exclusive à l'inscription de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques. Photo à titre indicatif seulement. ²⁾ Suivant que l'une ou l'autre circonstance se produira la première. Des conditions s'appliquent. ³⁾ Plein d'essence gratuit à l'achat de tout véhicule neuf 2001. ⁴⁾ Remise aux diplômés de 1000 \$ à l'achat d'un véhicule. Voir votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada. Chrysler est une marque déposée de DaimlerChrysler Canada Inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation. © A.S.C. Marque officielle de l'Association des diplômés canadiens. Portes toujours verrouillées. La sécurité arrive et l'accueil le plus sûr pour assurer les enfants.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Dodge • Jeep • Québec



L'EST ET LA CÔTE-NORD

Pêches et Océans propose des zones de protection marine

MARC LAROUCHE
Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — Pêches et Océans Canada étudie la possibilité d'implanter des zones de protection marine dans divers secteurs du fleuve Saint-Laurent. Le projet, en cours depuis plusieurs mois, vise à protéger l'habitat naturel ainsi que les différentes espèces de poissons et de mammifères marins qui y vivent. Les activités humaines qui s'y déroulent et pourraient constituer une menace pour la faune et la flore marine, pourront ainsi faire l'objet d'un contrôle plus serré.

« La nouvelle Loi sur les océans permet de créer de telles zones dans des secteurs identifiés comme étant riches en productivité ou en espèces, afin de les protéger contre une surexploitation ou tout autre facteur pouvant influencer négativement l'écosystème qui s'y retrouve », explique M. Gordon Walsh de Pêches et Océans Canada.

Différentes aires ont été ciblées: l'une dans l'estuaire du fleuve et l'autre à Baie-Comeau. « Nous réalisons des études sur le milieu biophysique, les aspects socio-économiques et conduisons aussi des consultations internes pour déterminer les mesures de gestion qui pourraient être mises en place pour augmenter le niveau de protection. »

L'une de ces zones, appelée de l'estuaire, s'étendrait de Baie-Saint-Paul jusqu'à l'embouchure de la rivière Betsiamite sur la rive nord, et de Saint-Roch-des-Aulnaies jusqu'à la baie de Mitis du côté sud. Les frontières définitives pourront être modifiées. Plusieurs espèces de mammifères marins sont concentrés dans cette zone. La protection de l'habitat est très importante. Certains animaux, dont certains à statut précaire, y passent une partie de leur cycle vital. Parmi les menaces potentielles identifiées, M. Walsh cite la quantité importante de navires d'observation des mammifères marins.

« À l'intérieur du parc marin Saguenay / Saint-Laurent, qui ne couvre qu'une partie du secteur identifié, il y a un certain contrôle du niveau d'observation des baleines, qui fait en sorte que le taux de stress des animaux est maintenu à un certain niveau. Par contre, en dehors des limites du parc, il n'y a pas de contrôle comme tel. L'observation des mammifères marins pourrait constituer une menace, surtout si la tendance continue de montrer une augmentation des navires. »

PROTECTION DU TERRITOIRE

La création de ces zones de protection marine ne vise pas la protection intégrale du territoire. Pas question donc d'interdire les croisières aux baleines et les activités de pêches commerciales. « Ce sera un outil qui permettra de mettre en place des mesures de gestion qui pourront apporter un certain contrôle à certaines activités humaines qui pourraient constituer une menace. »

En aval de Tadoussac, les activités de pêche au crabe et à la crevette sont de plus en plus importantes. En amont, un certain nombre de pêches à l'anguille et à l'éperlan sont présentes. « Nous voulons protéger les frayères et les habitats, mais en aucun cas nous ne voulons nous substituer aux différentes mesures existantes. Par contre, si une frayère importante pour le maintien d'une population de poisson est identifiée et qu'il est difficile de la protéger autrement, nous pourrions utiliser les zones de protection marine. »

Des consultations publiques devraient avoir lieu dans quelques semaines pour la zone identifiée à Baie-Comeau. Quant au projet de l'estuaire, il ne devrait être présenté qu'à l'automne 2002.

Mesures incitatives insuffisantes

La pénurie de médecins spécialistes force l'hôpital d'Amqui à suspendre la chirurgie la fin de semaine

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

■ AMQUI — Six semaines après avoir vu leur institution obtenir un statut spécial pour donner aux chirurgiens dépanneurs la rémunération ultime de leur spécialité, les dirigeants du Centre hospitalier d'Amqui sont tentés de demander au ministère de la Santé de forcer des spécialistes à venir combler les 50 jours d'horaire qui, en théorie, sont non comblés en chirurgie générale d'ici le 31 janvier.

Mais c'est sur la pointe des pieds qu'ils osent dire que les mesures incitatives, appliquées à la mi-septembre pour combler le départ des deux chirurgiens résidents, sont insuffisantes. Ces dirigeants craignent que leur demande d'intervention du ministère auprès de chirurgiens dépanneurs « disponibles » pour la Matapédia nuise à leurs efforts de recrutement, qu'Amqui fasse partie d'une liste noire d'institutions trop revendicatrices au goût des spécialistes.

« C'est un cri à l'aide aux chirurgiens des établissements en surplus. Nous, on n'en a pas (...) Ce n'est pas normal qu'une population de 20 000 ne puisse avoir un service de base comme la chirurgie générale. Il faut que le ministère

assure à court terme ce service (...) Nous sommes confiants qu'à moyen et long terme, nous aurons des chirurgiens dépanneurs pour combler notre horaire, et notre recrutement donnera peut-être de bons résultats (...) Mais là, on lance un message au secours », explique Jacques Tremblay, président du conseil de l'hôpital d'Amqui.

Depuis 16h jeudi, la chirurgie est suspendue à Amqui, jusqu'à 11h lundi. C'est la cinquième fois depuis août. Huit patients ont été transférés ailleurs pour bénéficier d'une chirurgie urgente — dont un cas de polytraumatisme — et une césarienne s'y ajoute.

« Il faut éviter d'attendre qu'un drame survienne », poursuit M. Tremblay. « Il faut mettre en place des mesures d'exception, des mesures de crise, en attendant que ça se règle à moyen terme », enchaine Gilles Tremblay, directeur du Centre hospitalier d'Amqui. Trentehuit naissances sont prévues d'ici le 31 janvier dans la Matapédia. Il y a présentement 13 cas effectifs de chirurgie générale en attente.

« Je ne sais c'est quoi, la solution. Les efforts de recrutement qu'on a faits ne sont pas banals. Les mesures incitatives ne fonctionnent pas », assure la docteure Claire Jean, présidente du

Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de la Matapédia. Quand on lui demande si forcer les chirurgiens à venir y pratiquer est la réponse, elle concède que « c'est la seule solution que je vois », mais elle est prompte à rappeler l'appui sans faille du ministère.

M^{me} Jean estime que la pénurie de chirurgiens a des impacts partout, sur le recrutement d'omnipraticiens (l'effectif de la Matapédia est comblé à 55%) qui vivent de l'insécurité. « Ça nous empêche de développer de nouveaux services. Ça affecte la continuité des soins aux patients et c'est presque impossible de se trouver un médecin qui prend de nouveaux patients en bureau. »

René-Claude Boivin, porte-parole du ministre Rémy Trudel, rappelle que le gouvernement ne « peut attacher un médecin pour aller là-bas. Les chirurgiens (dépanneurs) reçoivent un montant supplémentaire de 350 \$ par jour, sans plafonnement (de jours) ». Elle note aussi que le manque de relève en chirurgie se fait sentir un peu partout au Québec. « C'est certain qu'on va réduire le nombre de 50 jours (de suspension de chirurgie à Amqui). Un chirurgien, dit-elle, aurait accepté de passer 20 semaines à Amqui au cours de la prochaine année, à compter de la mi-décembre.

« Il ne faut pas attendre qu'un drame survienne »

La Grande épeuranterie?



COLLABORATION SPÉCIALE ROMAIN PELLETIER
Au fil des siècles, l'Halloween est devenue la fête de l'épouvante.

■ PETIT-MATANE — Historien de formation et enseignant depuis 30 ans, Georgy Bouffard, de Petit-Matane suggère que la « Grande épeuranterie » remplace l'Halloween dans l'usage de tous les jours.

Une expression plus simple à comprendre par tout le monde, dit-il, et qui a l'avantage d'être française, bien qu'elle ne figure dans aucun dictionnaire courant.

Mais, il ne se fait pas trop d'illusions, la mode étant plutôt à l'adoption d'expressions anglaises telles week-end et boxing day. Pourtant, fait-il remarquer bien peu de gens sont capables de dire d'où émane la fête de l'Halloween.

Au Moyen Âge, la nuit du 31 octobre devient All Hallows' Eve, la veille de tous les saints, transformée à l'usage en Halloween.

Exportée avec les colons irlandais aux Amériques, Halloween est devenue la fête de l'épouvante par excellence, caractérisée par des déguisements de sorcières et autres diabolins et des tournées de quêtes de friandises auxquelles s'adonnent les enfants. R.P.

EN BREF

Des déficits qui menacent la santé

■ CAP-AUX-MEULES — La MRC des Îles-de-la-Madeleine plaide à son tour en faveur du rhaussement des bases budgétaires des établissements de santé de l'archipel. Dans une lettre adressée au ministre Rémy Trudel, le préfet, Berthe Vigneau, affirme que l'incapacité des administrateurs de l'hôpital et du CLSC à présenter un budget équilibré est dû à un problème de sous-financement chronique. M^{me} Vigneault indique qu'un rhaussement budgétaire d'au moins 500 000 \$ par année s'impose pour assurer le maintien de la qualité et de l'accessibilité des soins aux Îles. Elle ajoute que toute coupure additionnelle dans le réseau mettrait carrément en danger la vie des Madelinots. (PC)

Le fameux couteau

pour les HUÎTRES 6,98\$

Sans danger de blessures aux mains

O-mer a été conçu par des amateurs d'huîtres pour des amateurs d'huîtres.

P O M

PLACE LAURIER 653-5878

Nos écoles secondaires vous ouvrent leurs portes !

La direction, le personnel et les élèves de nos écoles secondaires accueilleront les visiteuses et visiteurs à l'occasion des journées « portes ouvertes » qu'ils ont préparées à l'intention des parents et des élèves qui doivent faire leur entrée au secondaire en septembre 2002.

Ces journées sont l'occasion idéale d'en savoir plus sur la vie à l'école secondaire, l'encadrement, les contenus des programmes ainsi que les nombreux services dont peut bénéficier un jeune élève qui fait son entrée au secondaire.

Vous y serez bien accueillis !

28 OCTOBRE 10 h 15 h L cole secondaire polyvalente de L'Ancienne-Lorette
1801, rue Notre-Dame, L'Ancienne-Lorette
872-9836

28 OCTOBRE 13 h 30 16 h L cole des Grandes-Mars
1505, rue de la Belle-Vue, Cap-Rouge
652-2196

NOTES :
Programme PROTIC, école secondaire Les Compagnons-de-Cartier : la date limite pour l'inscription aux tests d'admission est le **19 novembre**. Ces tests auront lieu les **24 et 25 novembre**. (Pour plus d'information, 652-2170, poste 255).
Programme d'education internationale et Programme de concentration langues, école secondaire de Rochebelle : les examens d'admission auront lieu les **9 ou 10 novembre**. (Information, Mme Laprise : 652-2167, poste 151).
Concentration langues et médias, école secondaire polyvalente de L'Ancienne-Lorette : une soirée d'information sur la 1^{re} secondaire et sur la concentration aura lieu **mercredi le 14 novembre 19 h 30**. Les tests d'admission auront lieu les **17 ou 24 novembre**. Pour plus d'information, communiquez avec Mme Margot Pelletier au 872-9836, poste 2155.

Commission scolaire
des Découvreurs

MAINTENANT NOUVELLE ADRESSE

CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE LEBOURGNEUF

Claude Boulanger m.d. Jacqueline Carignan m.d.
Lise Garand m.d. Lise St-Pierre m.d.

777, boul. Lebourgneuf, bureau 200, Québec
Téléphone: (418) 628-1417

Un chausseur sachant chausser

Optez pour des chaussures faites de main de maître, ajustées par des professionnels d'expérience.

POULIOT
Maître-chausseur

2990, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy
(418) 652-0100
1 800 363-6172

Des brocolis gaspésiens exportés à New York

Un maraîcher de Saint-Siméon se voit récompensé d'avoir persévéré dans la culture de ces crucifères

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

SAINT-SIMÉON — Pierre Bourdages, un maraîcher de Saint-Siméon, en Gaspésie, exportera cette année 90% de sa production de brocoli sur le marché de New York, même s'il est le seul agriculteur de la région à avoir persévéré dans la culture de ce crucifère.

En 2000, sept maraîchers ou coopératives du sud de la Gaspésie avaient embarqué dans une expérience pilote afin de cultiver des crucifères comme le brocoli, le chou chinois et d'autres légumes asiatiques. Le climat gaspésien, moins frappé par les grandes canicules que le sud du Québec, se prête à ces cultures.

Mais l'été 2000 a été capricieux, côté climat, et la majorité des maraîchers

ont laissé tomber l'expérience en prévision de cette année, d'autant plus qu'ils sont très actifs dans d'autres domaines agricoles. Pierre Bourdages est le seul qui a tenu le coup dans le brocoli, tandis que la Coopérative de solidarité Rocher-Percé a poursuivi l'essai pour les légumes asiatiques.

L'expérience pilote est avantageuse pour les agriculteurs, puisque environ 50% des coûts d'équipements et de main-d'œuvre sont subventionnés au démarrage, en vertu du Plan de relance de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. M. Bourdages a investi 80 000 \$ en équipements.

Même si sa production remplira 10 longues remorques de transport routier en 2001, il aura besoin à moyen terme que d'autres agriculteurs adoptent la culture du brocoli ou d'autres crucifères en quantité suffisante pour augmenter la régularité des expéditions.

« C'est avantageux quand nous sommes plusieurs pour remplir un camion. Ça met moins de pression sur un seul producteur, les envois sont plus fréquents, et ça facilitera l'aménagement de meilleures installations de réfrigération, pour assurer un produit de première qualité », explique M. Bourdages, qui cultive aussi du maïs, des céréales et des fraises, en plus d'élever des bovins. C'est d'ailleurs avec du maïs qu'il a complété parfois le chargement de remorques de camion.

HAUTE QUALITÉ

Le brocoli qui sort de ses 35 acres de production est vraiment de grande qualité. Sinon, Veg Pro, la firme de la rive-sud de Montréal qui s'occupe de la

mise en marché du crucifère gaspésien, n'acheminerait pas ses produits à New York.

« Notre brocoli, à ce que me disent les gens de Veg Pro et mes cueilleurs d'expérience, a la taille idéale, quatre à six pouces de diamètre, il est arrondi, et assez dense. Il reste ferme et dense. Il y a moins de bords de chaleur en Gaspésie qu'au sud de Montréal, où le brocoli monte souvent en graine. Il peut rester au champ jusqu'à la fin d'octobre au moins en Gaspésie », note M. Bourdages.

La canicule de l'été a retardé de quelques semaines sa production, à cause des insectes, surtout, et des efforts constants d'irrigation qu'il a dû déployer, avec les 20 travailleurs assignés à cette culture.

M. Bourdages estime que son exploi-

tation de crucifères n'est pas encore rentable. « Il faut améliorer le rendement au champ et nous avons encore un gros problème d'insectes. Nous utilisons surtout des insecticides et des pesticides biologiques. Selon Veg Pro, d'ici deux ou trois ans, tous ces insecticides seront biologiques. Alors, on regarde ce potentiel de culture biologique. »

Charles-Edmond Landry, directeur de l'UPA de la Gaspésie, a bon espoir de voir d'autres maraîchers se servir de l'expérience « de notre brave. Ils ont réalisé qu'ils n'avaient pas l'expertise. Ils vont aller la chercher et revenir ».

Une chaîne d'alimentation du Bas-Saint-Laurent, GP, a mis en marché l'essentiel des brocolis de M. Bourdages qui n'ont pas pris la route de New York.

Produit



de beauté

la **Focus LX**

2002

- Transmission manuelle 5 vitesses
- Moteur 2 L SPI 4 cyl.
- Antidémarrage SecuriLock^{MC}
- Verrouillage électrique des portes
- Réglage de la hauteur du siège du conducteur
- Banquette arrière divisée 60/40

199\$*
/mois

Location 48 mois
Mise de fonds de 2 600 \$
Transport inclus

| Choisissez la mensualité sur 48 mois qui vous convient le mieux | Mise de fonds ou échange équivalent | Mensualité |
|---|-------------------------------------|-------------|
| | 2 600 \$ | 199 \$/mois |
| 1 300 \$ | 229 \$/mois | |
| 0 \$ | 259 \$/mois | |

Prix d'achat de 14 970 \$**

exigez recevez

5 ANS
100 000 km
GARANTIE
GROUPE MOTOPROPULSEUR

CONFORT ET ESPACE!



le **Windstar LX**

2002

- Moteur V6 de 3,8 litres — 200 ch
- Transmission automatique
- Système antidémarrage SecuriLock^{MC}
- Climatiseur
- Freins ABS
- Deux portes coulissantes
- Rétroviseurs/glaces et verrouillage des portes à commande électrique

299\$*
/mois

Location 48 mois
Mise de fonds de 3 995 \$
Transport inclus

| Choisissez la mensualité sur 48 mois qui vous convient le mieux | Mise de fonds ou échange équivalent | Mensualité |
|---|-------------------------------------|-------------|
| | 3 995 \$ | 299 \$/mois |
| 1 995 \$ | 349 \$/mois | |
| 0 \$ | 389 \$/mois | |

Prix d'achat de 24 495 \$**

VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC



www.ford.ca



Photos à titre indicatif seulement. *Transport inclus. Dépôt de sécurité (Focus 250 \$, Windstar 350 \$), mise de fonds et première mensualité exigés. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Sous réserve de l'approbation du crédit. **Transport (740 \$ Focus, 965 \$ Windstar) et taxes applicables en sus. Ces offres ne peuvent être combinées avec aucune autre offre, exception faite de la remise aux diplômés. La garantie du groupe motopropulseur est de 5 ans ou 100 000 km (au premier terme atteint). Voyez votre concessionnaire pour obtenir plus les détails.

LE MONDE



LA GUERRE AU TERRORISME

BACILLE DU CHARBON

Au tour de la CIA et de la Cour suprême

■ WASHINGTON (AFP) — Des traces du bacille du charbon détectées à la CIA et dans un centre postal desservant la Cour suprême, et un cas de maladie touchant un postier au département d'État, font craindre une dissémination plus large de la bactérie mortelle, par des courriers passés inaperçus.

Hier, l'Agence centrale de renseignement a annoncé avoir détecté des traces du bacille dans un immeuble utilisé pour le tri du courrier au sein de son complexe de Langley en Virginie, à 15 km de Washington.

Et des traces de la bactérie ont été repérées dans un filtre du système de ventilation d'un immeuble situé à plusieurs kilomètres de la Cour suprême, mais par où passe le courrier destiné au tribunal et à ses neuf magistrats.

Le directeur des Centres de contrôle et de prévention des maladies d'Atlanta, Jeffrey Koplan, a de son côté estimé que le postier du département d'État atteint de la forme respiratoire de la maladie du charbon n'a pu être contaminé que par une nouvelle lettre contenant une quantité importante de la bactérie.

Interrogé sur la possibilité que plusieurs lettres contaminées soient encore en circulation, le directeur du bureau

de la sécurité intérieure, Tom Ridge, a répondu le même jour: «C'est la question à 64 000 dollars, il n'y a vraiment aucune certitude».

La Maison-Blanche a pour sa part évoqué «la grande qualité» des spores du bacille utilisé dans la contamination pour estimer «qu'elles pourraient avoir été produites par un spécialiste de la microbiologie ou par un laboratoire bien équipé». La piste américaine n'est pas exclue, selon le porte-parole Ari Fleischer.

À la CIA, des prélèvements «réalisés en 31 endroits» ont été analysés et l'un d'eux s'est révélé positif, mais dans des quantités «médicalement insignifiantes», c'est-à-dire «bien en deçà du niveau nécessaire pour provoquer la forme respiratoire de la maladie», selon un communiqué.

Une spore de la bactérie, la coquille dans laquelle se protège le bacille, a également été détectée dans un cen-

tre de recherche médicale de l'armée, le Walter Reed Army Institute de Silver Spring (Maryland), au nord de la capitale.

Le courrier qui a contaminé ces deux bâtiments officiels a pu transiter par le principal centre de tri de Washington, Brentwood, auquel appartiennent quatre employés touchés par la forme respiratoire de la maladie (dont deux sont morts), selon les porte-parole de la CIA et du Walter Reed Institute.

Le postier du département d'État, attaché au bureau de poste de Sterling, en Virginie, à 30 km de la capitale, est le premier à contracter la maladie dans la région sans avoir jamais travaillé au centre de tri de Brentwood.

LES INCERTITUDES RESTENT

En raison de la quantité de spores nécessaires pour provoquer la forme pulmonaire de la maladie, «mon hypothèse de travail est qu'il y a une lettre quelque part, à laquelle cette personne a été exposée», a déclaré le chef des CDC, en référence à une au-

tre missive que celle envoyée au sénateur Tom Daschle.

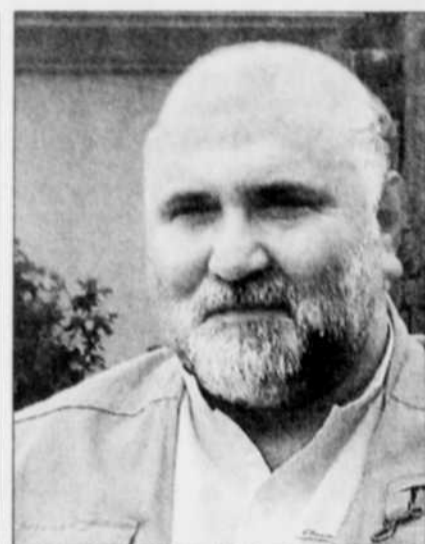
Les incertitudes sur le mode de contamination des lieux ont convaincu les services postaux américains de faire pratiquer des tests de dépistage du bacille dans plusieurs centaines de bureaux de poste à travers le pays.

Quelque 14 000 employés des postes américaines ont reçu un traitement antibiotique à titre préventif contre la maladie du charbon, selon les chiffres publiés jeudi soir. Les postes disposent maintenant dans quelques centres de tri, d'équipements permettant d'irradier le courrier par rayons X, pour tuer les germes.

La poste a également acheté 86 millions de paires de gants en latex pour ses employés, ainsi que quatre millions de masques «capables de filtrer 95 % des microbes, dont les spores du bacille du charbon», précise l'US Postal Service.

Le bilan de la contamination s'établissait hier à trois morts et 11 malades, en Floride, New York, New Jersey et dans la région de Washington.

Plusieurs autres lettres pourraient être encore en circulation



La mort d'Abdul Haq marque un recul pour la résistance afghane.

EXÉCUTION D'HAQ

Dur coup pour la stratégie américaine

WASHINGTON (AFP) — La capture et l'exécution, hier, d'un opposant aux talibans, le légendaire commandant pachtoun Abdul Haq, représente un sérieux revers pour les Américains, dont la supériorité militaire aérienne n'est pas parvenue jusqu'à présent à faire la différence en Afghanistan.

Si la version des talibans se confirmait, c'est-à-dire sa capture en dépit d'une intervention aérienne des forces américaines qu'aurait réclamée Abdul Haq lui-même, l'échec n'en serait que plus cinglant pour Washington.

«Deux hélicoptères et un avion à réaction américains sont arrivés sur la zone et ont tiré des missiles. Les hélicoptères ont essayé de se poser et de les secourir, mais ils n'ont pas réussi», a déclaré Abdul Hanan Hemat, chef de l'agence officielle des talibans, Bakhtar.

Abdul Haq «a été tué d'une rafale de Kalachnikov vers 13 h 00, heure locale», a-t-il ajouté en se félicitant de ce «succès majeur».

Confirmant l'exécution, un représentant de l'Alliance du Nord à Washington, Daoud Mir, a parlé de «perte sévère pour tout le monde, pas seulement les Américains», mais pour tous les opposants au régime islamiste afghan.

Le Pentagone a affirmé ne pas être au courant, se refusant à fortiori à confirmer que ses forces aient tenté en vain de secourir Abdul Haq. «Je n'ai aucune information indiquant que le Commandement central ait été au courant ou qu'il ait répondu» à des demandes de secours, a déclaré le contre-amiral John Stufflebeem, directeur adjoint des opérations à l'état-major conjoint.

Restant évasif sur les contacts que les États-Unis avaient pu avoir avec Abdul Haq, le porte-parole du département d'État Richard Boucher a souligné que sa mort serait «une perte pour ceux qui croient dans l'instauration d'un gouvernement avec une base large», ouvert à toutes les factions afghanes, comme ce que prônent les États-Unis eux-mêmes pour «l'après-talibans».

Les États-Unis qui mènent depuis près de trois semaines des raids contre les réseaux terroristes et leurs alliés talibans, prônent un renversement du régime à Kaboul.

Mais, pour l'administration, un gouvernement postataliban ne pourra se fonder sur la seule Alliance du Nord — une coalition de forces anciennement rivales, représentant des minorités ethniques et mal acceptées des pachtouns. Après le commandant Ahmed Shah Massoud, assassiné le 9 septembre, «l'Afghanistan a perdu une nouvelle figure emblématique» qui se battait contre les Soviétiques, a déclaré à l'AFP Daoud Mir, un des délégués de l'Alliance du Nord (Front uni) à Washington.

Selon lui, «Abdul Haq était un commandement modéré de la résistance. Il était en mission de paix et pouvait jouer un rôle important, avec le roi Zahed Shah», auprès des éléments modérés des pachtouns, l'ethnie majoritaire en Afghanistan dont sont issus les talibans. «C'est une mauvaise chose, indubitablement», a estimé Jim Phillips, un spécialiste de l'Afghanistan. Cette exécution sommaire, analyse-t-il, démontre à nouveau «l'intolérance absolue», mais aussi «la nervosité» des talibans, qui «tuent d'abord».

Abdul Haq était à la tête d'une initiative pour créer «une troisième force» en Afghanistan, en fomentant une révolte des tribus pachtounes, a déclaré dans la région une source proche des milieux du renseignement étrangers.

Les chasseurs américains veillent au grain



Des avions de combat américains ont détourné sur Brandon, au Manitoba, un jet privé dont les communications radio avaient été jugées «inhabituelles». Le problème, qui a fait craindre le pire aux autorités américaines, s'est révélé n'être qu'un ennui mécanique. L'appareil enregistré au nom de AOL-Time Warner a pu reprendre son périple, qui devait le mener du Japon jusqu'à Washington. (PC)

RETRAIT ISRAËLIEN DE BETHLÉEM

Accord conclu avec les Palestiniens

MARIUS SCHATTFNER
Agence France-press

JÉRUSALEM — Israéliens et Palestiniens sont convenus, hier, d'un retrait de l'armée du secteur de Bethléem dès ce soir, à l'occasion de leur première prise de contact depuis l'assassinat d'un ministre israélien le 17 octobre.

L'accord a été obtenu pendant une réunion de quatre heures à Tel-Aviv de la haute commission de sécurité israélo-palestinienne, sous l'égide des États-Unis. Cette commission doit se réunir de nouveau demain.

Dans le même temps, les branches armées de cinq groupes palestiniens, y compris celle du Fatah du président Yasser Arafat, ont annoncé dans un communiqué commun leur intention de poursuivre la lutte contre Israël, malgré la décision de l'État juif, la veille, de se retirer des secteurs autonomes.

«Nous sommes tombés d'accord pour qu'Israël retire ses forces du secteur de Bethléem-Beit Jala samedi et que la commission se réunisse à nouveau dimanche pour décider des retraits israéliens des autres secteurs réoccupés», selon un haut responsable de la sécurité palestinienne qui a requis l'anonymat.

La réunion de la commission a constitué le premier contact entre Israéliens et Palestiniens depuis l'assassinat du ministre du Tourisme Rehavam Zeevi par des Palestiniens radicaux et la réoccupation violente par l'armée de secteurs dans six villes de Cisjordanie, qui a fait près de 50 morts côté palestinien.

L'objectif des réunions sécuritaires est de parvenir à un retrait non seulement du secteur de Bethléem-Beit Jala, mais de secteurs de cinq autres villes autonomes de Cisjordanie.

GARANTIES DEMANDÉES

Le problème est néanmoins qu'Israël veut s'assurer à l'avance que les attaques ne reprendront pas après le retrait de ses troupes et exige des Palestiniens qu'ils s'engagent à arrêter des suspects «d'actions terroristes».

Une porte-parole du ministère israélien de la Défense a indiqué que les Palestiniens avaient accepté de faire respecter le cessez-le-feu à Bethléem après le retrait, mais ajouté que la question des arrestations serait discutée dimanche par la haute commission.

«Le retrait du secteur de Bethléem dépendra de la capacité des Palestiniens de maintenir le calme et servira de test pour le retrait des autres secteurs», a déclaré un officiel israélien qui a requis l'anonymat.

Une rencontre entre officiers supérieurs israéliens et palestiniens pour discuter des modalités du retrait de Bethléem était prévue pour ce matin.

M. Arafat a réitéré son refus d'extraire les responsables de l'assassinat de Zeevi, après une rencontre à Gaza avec le chef de la diplomatie allemande Joschka Fischer. «Il y a une loi et nous allons appliquer la loi et les accords qui existent avec les Israéliens dans ce domaine», a dit M. Arafat.

Le chef des renseignements militaires israéliens, le général Amos Malka,

a critiqué la décision du cabinet israélien de sécurité de retirer les troupes israéliennes des secteurs autonomes palestiniens réoccupés en Cisjordanie, a rapporté hier la presse israélienne.

«Le retrait des villes palestiniennes nous ramènera à la situation qui prévalait avant l'opération. C'est-à-dire d'autres attentats (en perspective)» a déclaré le général Malka, cité par le quotidien à grand tirage *Yediot Aharonot*.

AUTRES ATTENTATS EN VUE

«À mon grand regret, je me dois de vous dire que les prochains attentats (contre Israël) sont déjà en préparation», a-t-il dit. À Bethléem, cinq groupes palestiniens ont annoncé leur intention de poursuivre la lutte armée contre Israël. Il s'agit des Brigades d'Al-Aqsa (Fatah), des Brigades Ezzeddine al-Qassam (Hamas), des Brigades d'Al-Qods (Jihad islamique), des Brigades du martyr Abou Ali Moustapha (FPLP) et des Brigades de la résistance nationale palestinienne (FDLP).

«Notre principe fondamental consiste à poursuivre le soulèvement et la lutte par tous les moyens, jusqu'à la fin de l'occupation de notre chère terre», écrivent-ils dans leur communiqué.

Sur le terrain, trois Palestiniens armés du mouvement islamiste Hamas, qui tentaient de s'infiltrer dans une colonie juive du nord de la bande de Gaza, ont été tués à l'aube par l'armée.

En outre, un Palestinien, grièvement atteint par des tirs de militaires israéliens le 8 octobre à Gaza, a succombé à



Un hôtel de Bethléem a pris feu, hier, au moment où des affrontements armés avaient lieu dans les environs.

ses blessures, portant à 930 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada, le 28 septembre 2000, dont 730 Palestiniens et 178 Israéliens.

LA GUERRE AU TERRORISME

Entrée en vigueur de la loi antiterroriste américaine

La chasse aux complices de ben Laden pourrait maintenant prendre une tournure plus musclée

PHILIPPE DEBEUSSCHER
Agence France-Press

■ WASHINGTON — Près de sept semaines après les sanglants attentats de New York et Washington, la police fédérale et le département de la Justice vont enfin pouvoir mettre les bouchées doubles pour démanteler les réseaux de la terreur aux États-Unis, avec l'entrée en vigueur, hier, de la loi antiterroriste « patriote ».

Le président George W. Bush a signé cette loi dans la matinée lors d'une cérémonie à la Maison-Blanche, moins de 24 heures après qu'elle eut obtenu le feu vert définitif du Congrès.

« Cette législation est essentielle non seulement pour poursuivre et punir les terroristes, mais également pour prévenir de nouvelles atrocités », a souligné le président.

Répondant aux critiques des associations de défense des libertés civiles, il a affirmé qu'elle ne porterait pas atteinte aux libertés individuelles fondamentales.

En signant cette loi, « nous franchissons un pas essentiel pour vaincre le terrorisme tout en protégeant les droits constitutionnels de tous les Américains », a-t-il dit.

TÂCHE FACILITÉE

Les nouvelles mesures vont largement faciliter les écoutes téléphoniques contre les personnes suspectées de terrorisme. Elles permettront aussi de saisir beaucoup plus facilement données informatiques suspectes,

courrier électronique et trafic Internet. Elles allongeront aussi la durée des détentions provisoires, qui passeront de 2 à 7 jours.

Elles donneront en outre aux autorités des moyens nouveaux pour traquer et stopper les flux financiers des terroristes, renforceront considérablement les pouvoirs des Services de l'immigration (INS), faciliteront les échanges d'informations entre services judiciaires et du renseignement, et durciront enfin les peines dans les affaires de terrorisme, tant contre les auteurs d'attentats, que contre ceux qui les protègent ou les abritent.

Ces dispositions donneront les coudées beaucoup plus franches aux milliers d'agents du FBI mobilisés depuis le 11 septembre pour remonter la piste de tous les complices des auteurs des attentats contre le World Trade Center à New York et le Pentagone près de Washington.

La police fédérale tente également d'arrêter le ou les expéditeurs de lettres contaminées à l'anthrax. Celles-ci ont déjà provoqué trois morts, dont

deux employés des postes à Washington, et elles menacent de paralyser le système postal américain.

BUSH SUR LA DÉFENSIVE

Ces attaques, circonscrites surtout pour l'instant aux régions de New York, de Washington, au New Jersey et à la Floride, ont déclenché une véritable psychose au courrier contaminé parmi le grand public.

Elles ont aussi placé, pour la première fois depuis les attentats, l'administration Bush sur la défensive, face à la colère de postiers en première ligne dans ces attaques bioterroristes sans précédent. Beaucoup estiment que le gouvernement a tardé à réagir et n'a pas su mesurer les risques à temps.

À peine la nouvelle loi signée, l'Atorney général (ministre de la Justice), John Ashcroft, a envoyé une série de circulaires à tous les procureurs fédéraux et à tous les bureaux du FBI aux États-Unis pour les autoriser à élargir leurs écoutes téléphoniques de suspects et saisir tous leurs données informatiques qui étaient jusqu'ici hors d'atteinte.

Depuis les attentats du 11 septembre dernier, près de 1000 suspects, souvent d'origine arabe, ont été arrêtés. La plupart sont toujours en détention provisoire, sous le coup de violation des lois américaines. Mais ces arrestations ne semblent pas avoir fait avancer beaucoup les enquêtes en cours.



Six semaines après les attentats de New York, le président Bush, a signé hier, lors d'une cérémonie à la Maison-Blanche une loi antiterroriste accordant des pouvoirs sans précédent aux services policiers.

LE DIMANCHE 4 NOVEMBRE 2001



Mon vote compte

ÉLECTION 2001 — VILLE DE QUÉBEC

VOTE PAR ANTICIPATION

Pour vous identifier lors de l'élection du 4 novembre prochain, vous devrez présenter l'une des pièces d'identité suivantes :

- carte d'assurance-maladie ;
- permis de conduire ;
- passeport canadien.



Rappelons que, pour avoir droit de vote, vous devez être inscrit sur la liste électorale et remplir les conditions suivantes au 1^{er} septembre 2001 :

- avoir 18 ans ou plus ;
- avoir la citoyenneté canadienne ;
- être domicilié dans la nouvelle Ville de Québec ;
- être domicilié au Québec depuis six mois.

Le vote par anticipation se déroulera le **28 octobre, de midi à 20 heures**, aux endroits inscrits sur la carte de rappel reçue par la poste.

Précisons que seules les personnes suivantes peuvent voter par anticipation :

- tout membre du personnel électoral ;
- toute personne handicapée ;
- toute personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente de la section de vote ou incapable de voter à l'endroit où elle devrait le faire le jour du scrutin.

COLOMBIE

L'anthrax invoqué par un narcotrafiquant pour éviter l'extradition

BOGOTA (AFP) — Un baron de la drogue colombien, Alejandro Bernal, a invoqué le risque de contracter la maladie du charbon aux États-Unis pour ne pas être extradé dans ce pays, mais sa demande a été rejetée, a-t-on appris de source officielle hier.

Les autorités colombiennes ont rejeté l'argument du « danger du bacille du charbon », présenté par les avocats du trafiquant de stupéfiants, après l'avoir jugé « peu valable ».

Le narcotrafiquant, connu en Colombie sous le pseudonyme de « Juvenal », sera prochainement extradé vers la Floride, après le récent feu vert de la Cour suprême de Colombie et du président Andrés Pastrana.

Alejandro Bernal avait été arrêté à Medellín le 13 octobre 1999 avec 29 autres complices dans le cadre de « l'Opération millénaire ».

La justice floridienne l'accuse de « trafic de stupéfiants », ainsi que de « conspiration pour distribuer de la drogue sur le territoire des États-Unis ».

Depuis 1997, 15 Colombiens ont été extradés vers les États-Unis. Cinquante autres « narcos » sont réclamés par les États-Unis.

Le Congrès colombien a rétabli la procédure d'extradition en décembre 1997, six ans après son annulation constitutionnelle sous la pression de la campagne terroriste orchestrée par les chefs des cartels colombiens.

La Colombie reste le premier producteur de cocaïne du monde avec 580 tonnes par an et fabrique également six tonnes d'héroïne chaque année. Cette drogue est exportée aux trois quarts vers les États-Unis.

EN BREF

Le Pentagone cherche des idées

■ WASHINGTON — « Le Pentagone cherche des idées pour combattre le terrorisme » : l'annonce a été publiée jeudi sur le site Internet du département américain de la Défense (DOD). Selon cet appel d'offres, le Pentagone « recherche de façon spécifique une aide pour combattre le terrorisme (...) et développer des contre-mesures aux armes de destruction massive » (nucléaires, biologiques et chimiques). Le processus bureaucratique se fait en trois étapes : une description en une page du concept doit être soumise avant le 23 décembre 2001. Si le DOD se montre intéressé, l'inventeur devra soumettre son idée en 12 pages. Enfin si le concept est retenu par le ministère, les propositions doivent être développées avant conclusion d'un contrat. « Si nous acceptons l'idée, nous la financerons comme nous le faisons pour toute une série de projets divers », a laissé savoir un source du Pentagone, sous couvert d'anonymat. (AFP)

LA GUERRE AU TERRORISME

Une main étrangère ou américaine?

Les experts se perdent en conjecture quant à l'origine des lettres piégées au bacille du charbon

LARRY MARGASAK
Associated Press

■ WASHINGTON — Les lettres contenant des spores de charbon sont-elles l'œuvre d'un terroriste étranger ou d'un Américain « fou »? Des arguments peuvent être avancés dans les deux cas, selon qu'on analyse le contenu des enveloppes ou tente de lier les souches du bacille à un pays particulier, affirment les enquêteurs.

Premier élément: la poudre blanche retrouvée dans les lettres. Selon Tom Ridge, le directeur de la Sécurité intérieure (OHS), le type de bacille utilisé dans ces attaques bactériologiques contre les États-Unis est appelé « Ames », du nom d'une ville universitaire de l'Iowa. Cette souche a été utilisée dans des recherches américaines sur les armes biologiques et a également été employée pour tester des vaccins.

Pourtant, les États-Unis ne sont pas les seuls détenteurs du bacille du charbon. Et parmi les neuf pays (Corée du Nord, Irak, Iran, Russie, Chine, Libye, Syrie, Israël et Égypte) qui se seraient procurés des souches de charbon figurent des régimes qui inquiètent les Américains depuis de nombreuses années.

Deuxième élément: l'écriture et l'orthographe du texte joint aux spores de charbon. Sur les trois courriers reçus par le présentateur vedette de NBC Tom Brokaw, par le *New York Post* et par le chef de la majorité au Sénat, Tom Daschle, figuraient les phrases « À bas l'Amérique », « À bas Israël » ou encore « Prenez de la pénicilline (sic) maintenant ».

La faute d'orthographe sur « pénicil-

line », indique-t-elle que cette lettre est l'œuvre d'un étranger? Ou bien, était-ce un Américain qui a utilisé le style américain pour écrire la date « 09-11.01 » ou qui a épilé « pénicilline », comme cela se prononce en anglais?

Pour Clint Van Zandt, ancien agent du FBI, la faute d'orthographe peut à la fois être l'œuvre d'un étranger ou d'un Américain analphabète. Il explique que le chiffre « 1 » a été écrit avec une ligne diagonale courte à son sommet, une habitude que de nombreux Américains ont prise.

Au contraire, affirme de son côté Vincent Cannistraro, ancien chef de la section antiterroriste de la CIA, un Américain pourrait plus facilement se tromper dans l'orthographe du mot « pénicilline », alors qu'un étranger, qui se ferait passer pour un Américain, aurait pris la peine de vérifier dans le dictionnaire...

UN «FOU»

Troisième élément: quel type de personnes pourrait lancer ce genre d'attaques? Des Américains ayant commis ces dernières années des attentats sur leur propre territoire, les enquêteurs étudient la possibilité qu'un autre Timothy McVeigh, auteur de



Des membres d'une équipe spécialisée dans la collecte de matériel suspect sont passés à la décontamination à la sortie du bureau de poste de West Trenton, à Ewing, dans le New Jersey, hier.

l'explosion d'un immeuble à Oklahoma City, qui a fait 168 morts en 1995, ou Theodore Kaczynski, alias Unabomber, cet homme de 55 ans poursuivi pour avoir envoyé 16 lettres piégées sur une période de 17 ans à des universitaires et à des responsables de compagnies aériennes, se lance dans ce type d'attaque.

« Je pense que c'est quelqu'un qui joue avec nous, confie Vincent Cannistraro. J'ai le sentiment que c'est l'œuvre d'un fou. Je crains que cela n'ait aucun lien avec l'étranger. » Et d'ajouter: « C'est sûrement le travail d'un

Américain qui tente d'imiter un groupe terroriste étranger. C'est déconcertant. Il n'y a aucune demande dans ces lettres, juste la volonté (...) de créer une psychose. »

Van Zandt, qui dans l'affaire « Unabomber » avait comparé les lettres de Kaczynski à son manifeste contre la technologie, estime également que l'auteur de ces attaques pourrait être un Américain tentant d'envoyer un message. Peut-être quelqu'un jugeant qu'une alerte permettrait à son pays de se préparer à l'éventualité d'une attaque bactériologique...

En revanche, poursuit-il, l'opération pourrait aussi avoir été organisée par des terroristes étrangers, la date inscrite sur ces courriers étant celle du 11 septembre. Les pirates de l'air pourraient avoir donné les enveloppes à des partisans de leur cause ou à des complices comme prochaine étape.

Autre possibilité, argumente-t-il, un autre groupe terroriste pourrait être profité des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone pour mener sa propre offensive. Il aurait ainsi couru moins de risques d'être identifié.

Jean Grenier

Manteau simili-fourrure

Provenance de Paris
Style « canadienne »
Disponible en noir ou brun
Tailles: petit, moyen, grand
Promotion: 550\$
Coutant: 775\$

Rien ne sert de courir vers la mode, il faut simplement marcher vers un style, le vôtre.

BOUTIQUE

Jean Grenier

2600, boulevard Laurier
Place de la Cité Sainte-Foy
650-9336

ROOTS

PLACE DE LA CITÉ
CENTRE COMMERCIAL

« Y'a pas d'âge pour être beau! »



50 % DE RABAIS SUR UNE SÉLECTION DE MONTURES MODE

Quel que soit votre âge, votre grandeur ou votre style, Richard Giguère Opticien a la monture mode sur mesure pour vous. Nos conseillers en lunetterie vous aideront à choisir celle qui est la plus confortable et qui vous va le mieux. Après tout, y'a pas d'âge pour être beau... ou belle!

PAYEZ DANS
6 MOIS

CERTAINES CONDITIONS
S'APPLIQUENT DÉTAILS
EN MAGASIN.



RICHARD GIGUÈRE
OPTICIEN

La vue est belle!

Examen de la vue sur place par un optométriste

NOUVEAU! POLYCLINIQUE LEBOURGNEUF 627-0677 • BOUTIQUE EASY-CLIP, PARC RÉCRÉATIF, GALERIES DE LA CAPITALE 627-1188
CARRÉFOUR BEAUPORT 666-3060 • EDIFICE DELTA 1, 2075, BOUL. LAURIER 651-0052 • GALERIES CHAGNON 627-4563 • GALERIES CHARLESBOURG 626-7519
GALERIES DE LA CANARDIÈRE 667-2911 • GALERIES DE LA CAPITALE (1) 627-5800 (2) 626-6216 • GALERIES MONTMAGNY (418) 248-0989
MAIL CAP-ROUGE 654-9181 • PLACE DES QUATRE-BORGEIS 659-5075 • PLACE FLEUR-DE-LYS 525-4771 • PLACE L'ORMIÈRE 645-3049

MAINTENANT
14 SUCCURSALES

LA GUERRE AU TERRORISME

Anthrax: l'effet détonateur

Fouettés, les États-Unis tentent de prévenir une attaque de plus grande ampleur dont les conséquences seraient catastrophiques

PASCAL BAROLLIER
Agence France-Presse

■ WASHINGTON — Les États-Unis, pris de court par une attaque bioterroriste limitée utilisant le bacille du charbon, tentent d'en tirer les leçons pour éviter qu'une autre attaque plus massive ne mette le pays à genoux.

Deux milliards de dollars contre le bioterrorisme, des dizaines de milliers de personnes sous traitement antibiotique, les centres de tri bientôt équipés pour détruire les germes contaminant le courrier: l'attaque dont le bilan est pour l'instant limité à trois morts a eu l'effet d'un détonateur.

«La contamination a galvanisé une réponse à tous les niveaux», selon le biophysicien Steven Block, expert des questions bioterroristes à l'Université de Stanford, pour qui le pays reste néanmoins «très loin d'être prêt» à faire face à une attaque de plus grande ampleur.

DÉSORGANISATION MASSIVE

Mais pour ce spécialiste, le danger immédiat «n'est pas l'arme de destruction massive, mais plutôt l'arme de désorganisation massive», infligeant «des dommages économiques et psychologiques, dont le coût se chiffre en dizaines de milliards de dollars pour l'économie».

Le biophysicien, consultant régulier du gouvernement, cite trois scénarios bioterroristes plausibles: «une nouvelle attaque au bacille du charbon sur une échelle plus large, un bacille du charbon génétiquement modifié pour résister aux antibiotiques et l'utilisation d'un virus contagieux, comme la variole».

La variole est placée en tête des menaces par un groupe d'experts et de médecins réunis au sein du Center for Civilian Biodefense Studies, à Baltimore:

«Si la variole est redoutée depuis longtemps comme la plus dévastatrice des maladies infectieuses, son potentiel de destruction est aujourd'hui bien supérieur à ce qu'il a jamais été», écrivent les experts.

Dépassant l'urgence de la présente contamination, le secrétaire à la Santé Tommy Thompson a détaillé devant une commission chargée de la sécurité nationale à la Chambre des représentants sa demande de rallonge budgétaire contre le bioterrorisme de 1,5 milliard de dollars, en sus du budget 2002 de 345 millions et des crédits débloqués peu après les attentats du 11 septembre.

M. Thompson fait porter le gros de l'effort de préparation à une attaque d'ampleur sur le stockage d'antibiotiques pour être en mesure de traiter 12 millions d'Américains simultanément et sur la production de vaccins, notamment contre la variole pour gonfler le stock qui s'établit à 15 millions de doses.

L'essentiel des crédits spéciaux ira donc à un effort fédéral, provoquant la réaction de responsables médicaux de terrain. Au niveau local, le plan n'est «pas adéquat, il nous faut un milliard» au lieu des 300 millions prévus, a estimé le directeur de l'American Public Health Association, Mohammad Akhter, à Atlanta, où cette association tient congrès jusqu'à jeudi.

«Je sais que certains États et laboratoires locaux se sentent dépas-



Une employée des postes de Tel-Aviv, en Israël, s'est munie d'un masque et de gants pour faire son travail. La peur du bioterrorisme s'est répandue jusqu'au Brésil, où d'autres travailleurs des postes ont adopté la même stratégie.

sés», a convenu le secrétaire à la Santé mercredi à la Chambre des représentants, sans pour l'instant proposer de solution.

Le réveil brutal des responsables politiques imposé par le bacille du charbon intervient après plusieurs mois de mises en garde adressées au gouvernement par des dizaines d'experts du bioterrorisme, soutenus par des élus.

Plusieurs mises en garde avaient déjà été faites

MALADIE DU CHARBON

Une arme parmi bien d'autres

WASHINGTON (AFP) — Le bacille du charbon utilisé dans une attaque bioterroriste limitée aux États-Unis depuis le début d'octobre n'est que l'un des germes d'une palette d'autres agents biologiques mortels pour l'homme et hautement déstabilisants pour les services sanitaires d'un pays.

En tête des tueurs les plus redoutés figure le virus de la variole, éradiqué de la planète en 1977, et conservé par les Centres de contrôle et de prévention des maladies d'Atlanta et dans un centre de recherche russe à Novossibirsk.

Il pourrait être détenu par d'autres pays. Ce virus, qui tue en moyenne 30% des personnes contaminées, a une durée d'incubation d'une douzaine de jours.

Des lésions dans la bouche et la gorge provoquées par la maladie se traduisent rapidement par une forte concentration du virus dans la salive, ce qui rend les malades extrêmement contagieux, y compris par la voie des airs.

La vaccination antivariolique a été arrêtée en 1980. La contamination par le bacille du charbon a convaincu les pays occidentaux de reprendre la production du vaccin.

Rendu fameux par la contamination aux États-Unis, le bacille du charbon est un autre agent de choix, bien adapté à un usage terroriste. Il peut demeurer actif pendant plusieurs décennies s'il est stocké au sec et à l'abri de la lumière.

La production d'un vaccin contre le bacille devrait reprendre aux États-Unis en novembre. Le stock actuellement disponible est réservé à l'armée américaine.

Les experts s'entendent à dire qu'un bacille du charbon résistant aux antibiotiques a été mis au point par les chercheurs du programme militaire soviétique dans les années 60. La version officielle veut qu'il ait été détruit.

Parmi les autres vecteurs bioterroristes, les CDC répertorient le *Yersinia Pestis* causant la peste, qui peut être cultivé en grande quantité à partir de matière fécale de rats, et disséminé par aérosol, se traduisant par le développement de la maladie entre un et six jours après contamination.

La toxine responsable du botulisme, développée à partir de la bactérie *Clostridium botulinum*, provoquant une intoxication mortelle caractérisée par une paralysie musculaire, est quant à elle qualifiée de plus puissante substance mortelle pour l'homme par les CDC.

Parmi les autres agents dévastateurs figurent les différents virus provoquant des fièvres hémorragiques — virus Ebola et Marburg notamment — difficiles à manier pour des terroristes sauf s'ils sont suicidaires.

Anthrax, variole, botulisme... le choix des germes est très large

DÉPÊCHEZ-VOUS D'ÊTRE PATIENT.

Pour l'investisseur, à l'opposé du spéculateur, la patience est capitale. Car tout arrive à point à qui sait attendre. Et chez AIC, nous en avons fait notre pensée du jour depuis plus de quinze ans.

Dans l'optique de préserver votre capital à long terme, nous n'achetons d'abord que les meilleures entreprises. Puis, nous les gardons.

Notre expertise nous indique qu'il s'agit là de sociétés actives dans des secteurs dont l'expansion sera soutenue pendant les prochaines années. Votre capital s'accroît donc à un rythme raisonnable. Et en conservant ces investissements, vous obtenez pendant ce temps une croissance composée que l'impôt n'entame pas.

Pour AIC, acheter, patienter et rire est une règle de trois donnant de grands résultats. Rien d'étonnant alors à ce que plus d'un million d'investisseurs se soient empressés d'être patients.

1 800 263-2144
www.aicfunds.com/fr/

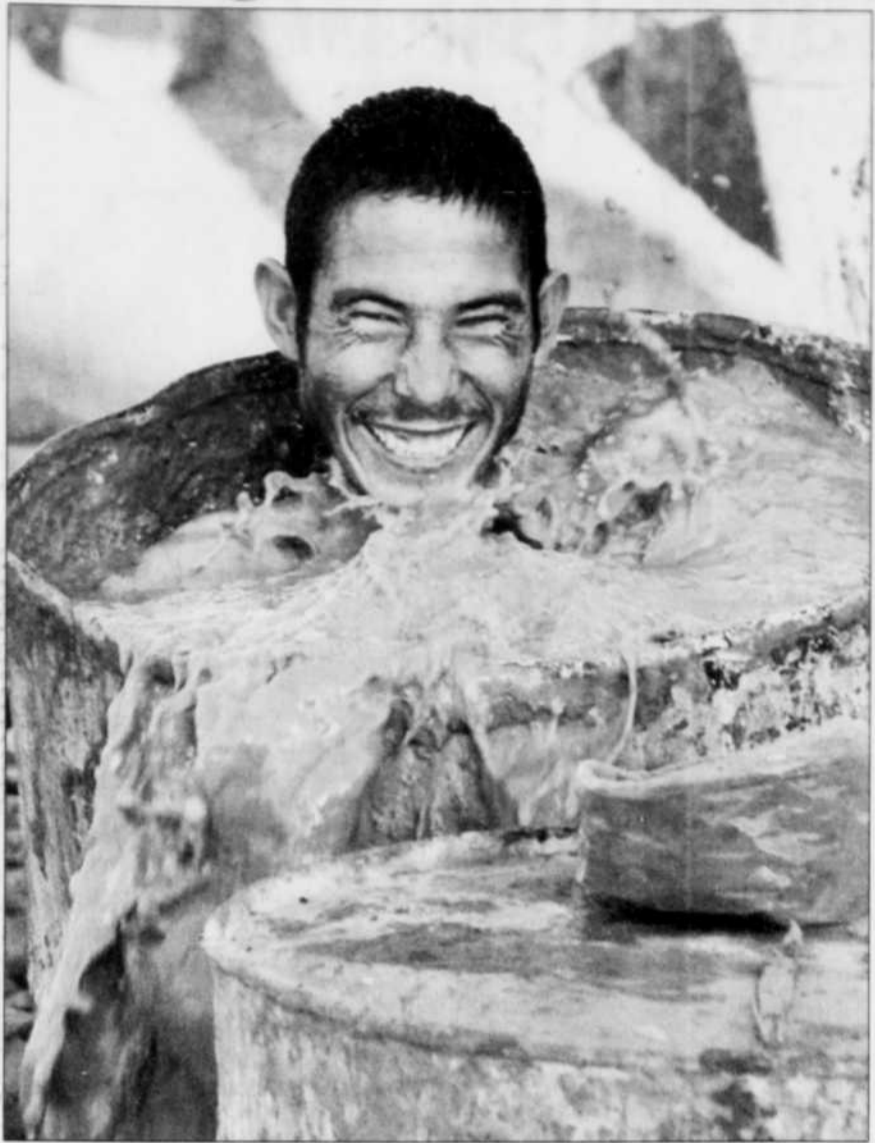
Les fonds communs de placement peuvent être sujets à des commissions, des commissions reportées, des frais de gestion et d'autres charges. Avant d'investir, veuillez lire le prospectus simplifié. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis. La valeur de leurs parts change fréquemment et la performance passée peut ne pas se reproduire. © AIC Limitée.

ACHETEZ.
PATIENTEZ. RIEZ.



LA GUERRE AU TERRORISME

Baignoire de fortune



C'est l'heure du bain pour cet Afghan, qui a converti un conteneur de métal en baignoire de fortune. La scène se déroule à Khwaja-Bahaudin, un château fort antitaliban situé dans la province de Takhar. Abdullah, le ministre des Affaires extérieures du gouvernement afghan en exil, a lancé un appel pressant à la communauté internationale afin qu'elle vienne en aide à ce pays en proie à la guerre depuis son invasion par l'Union soviétique, en 1979.

Les talibans pillent l'ONU tout en appelant les humanitaires à l'aide

ISLAMABAD (AFP) — Les Nations unies ont accusé hier les talibans d'avoir de nouveau pillé leurs bureaux en Afghanistan au moment même où les milices islamistes appelaient les organisations humanitaires à reprendre leur travail dans le pays en leur promettant la sécurité.

Le porte-parole du Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU, Peter Kessler, a déclaré que les bureaux du HCR et son entrepôt dans le fief des talibans à Kandahar, dans le sud-est de l'Afghanistan, avaient été pillés.

L'entrepôt contenait 590 tentes, 500 bâches, des milliers de chaussures et

du matériel scolaire pour les déshérités de la région, a-t-il ajouté.

Les soldats talibans avaient auparavant tenu des réunions dans les bureaux du HCR à Kandahar et des réfugiés arrivés au Pakistan ont rapporté que neuf véhicules de l'agence de l'ONU étaient conduits dans la ville par des hommes en armes.

« C'est très préoccupant et cela en dit long sur la détérioration de la sécurité dans le pays », a-t-il ajouté.

Paradoxalement, les déclarations du HCR sont survenues quelques heures après que les miliciens eurent appelé toutes les organisations humanitaires

à reprendre les opérations, partiellement ou entièrement suspendues du fait du conflit.

« Nous assurerons leur sécurité, ça ne sera pas un problème », a dit à l'AFP à Kaboul le ministre de l'Enseignement Amir Khan Muttaqi.

Les talibans ont toutefois admis que les expatriés travaillant pour ces organisations ne pouvaient pas rentrer en Afghanistan.

Mais le Programme alimentaire mondial (PAM) a aussi accusé les talibans d'avoir pillé ses bureaux et volé ses biens dans trois grandes villes d'Afghanistan.

EN BREF

Fin de la relation entre la famille ben Laden et Carlyle

■ NEW YORK — La famille saoudienne ben Laden et le fonds d'investissement américain Carlyle, dirigé par un ancien ministre de la Défense, ont décidé de mettre un terme à leurs relations financières, d'un commun accord, a confirmé hier une source proche du

dossier. L'information avait été révélée hier par le *New York Times*. Carlyle est dirigé par Frank Carlucci, un ancien ministre américain de la Défense. Il emploie aussi James Baker, ancien secrétaire d'État, et l'ancien président George Bush. Les autorités américaines estiment qu'Oussama ben Laden, avec lequel la famille ben Laden affirme avoir coupé tous les liens, est responsable des attentats du 11 septembre. Les liens très étroits de Carlyle avec le gratin politique américain ont valu de vives critiques au groupe. (AFP)

de l'énergie pour

la vie!



Séminaire gratuit à l'intention des consommateurs

Ginette Pelletier, naturopathe, présente le programme 'de l'énergie pour la vie' — une approche simple et entièrement naturelle pour retrouver et maintenir votre énergie.

- Êtes-vous constamment fatiguée?
- Avez-vous du mal à accomplir vos tâches quotidiennes?
- Manquez-vous d'énergie pour profiter de la vie?

Mme Pelletier parlera de ...

la crise d'énergie qui touche les Canadiennes. Elle expliquera comment la modernisation de notre monde a entraîné une augmentation marquée du stress, de mauvais choix alimentaires et une carence en fer qui ont provoqué une forte baisse des niveaux d'énergie chez les femmes. Le programme 'de l'énergie pour la vie' apportera de vraies solutions, faciles à appliquer, à ces problèmes.

Entrée gratuite

Date: Lundi le 29 octobre 2001 Heure: 19h00 pm

Lieu: Gouverneur Hôtel Sainte-Foy

Adresse: 3030, boulevard Laurier, Sainte-Foy PQ

Parrainé par



Pour plus de renseignements, veuillez appeler le 1-800-363-9542

POUR UN TEMPS LIMITE

SPECIAL LIQUIDATION 2001

Voiture grand luxe à prix abordable!

AURORA

Moteur V8, 4 litres, tout équipé

Rabais de 7 700\$

*Rabais GM Inclus. Financement bancaire

MARLIN

CHEVROLET-OLDSMOBILE INC.

688-1212

2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec) Service ouvert 7j/7

PRÉLARTS RÉGULIER

7,99\$ vc à 34,99\$ vc

Choix de prélat sélectionné à partir de **4,00\$ vc**

TAPIS BERBÈRE RÉGULIER

6,99\$ vc à 28,99\$ vc

LIQUIDATION **5,00\$ vc** à **17,00\$ vc**

TAPIS RÉSIDENTIEL RÉGULIER

9,99\$ vc à 29,99\$ vc

LIQUIDATION **4,00\$ vc** à **16,00\$ vc**

TAPIS EXTÉRIEUR PLUSIEURS QUALITÉS RÉGULIER

4,49\$ vc à 10,99\$ vc

LIQUIDATION **UN PRIX SEULEMENT 3,00\$ vc**

CARPETTE TOUTES LES CARPETTES EN MAGASIN RÉGULIER 99,99\$ (4x6) à 949,99\$ (8x11) LIQUIDATION 50%

1 MILLION À LIQUIDER

PRIX COÛTANT OU MOINS

couvre-plancher, literie, papier-peint, peinture

IL NE RESTE QUE **650 000 \$** EN INVENTAIRE À LIQUIDER

CLUB DÉCOR FERME SES PORTES

POUR VOUS OFFRIR SON NOUVEAU CONCEPT

ACHAT SPÉCIAL

PLUS DE 100,000 VC DE TAPIS ET PRÉLART À LIQUIDER

RÉGULIER 8,00\$ vc à 35,00\$ vc

LIQUIDATION à partir de **4,00\$ vc** seulement

ATTENTION!

ENCORE BEAUCOUP D'INVENTAIRE

TAPIS ET PRÉLART EN GROSSE QUANTITÉ

VENEZ ÉPARGNER! IL FAUT TOUT LIQUIDER

- Idéal pour contracteur
- Propriétaire logement
- Hôtel/motel
- Commerce à rénover
- Premier arrivé, premier servi

INFO-LIQUIDATION 4 JOURS SEULEMENT PAR SEMAINE

HEURES D'OUVERTURES

VENDREDI 9h à 9h
SAMEDI 9h à 5h
DIMANCHE 12h à 5h
LUNDI 9h à 5h

- Tout est à liquider
- Payez et emportez
- Toutes les ventes sont finales
- Service d'installation
- Visa
- Master Card
- Carte de débit
- Comptant

ACCESSOIRE RIDEAU

PÔLES ET ACCESSOIRES

LIQUIDATION **50%** de rabais

DOUILLETTE

DOUILLETES, ENSEMBLES DOUILLETTE

LIQUIDATION **50%** de rabais (EX. : RÉGULIER 260,99\$ - 130,99\$)

LITERIE

CHOIX DE TISSUS ET DE DENTELLES

RÉGULIER 7,00\$ m à 20,00\$ m

LIQUIDATION **1,99\$ m à 3,99\$ m**

ACCESSOIRE DE SALLE DE BAIN

LIQUIDATION **50% à 90%** de rabais

RIDEAU DE DOUCHE

LIQUIDATION **50%** de rabais

SERVIETTE

LIQUIDATION **50%** de rabais

COUSSIN

LIQUIDATION **50%** de rabais

PAPIER PEINT LOT DE BORDURES

RÉGULIER jusqu'à 15,00\$

LIQUIDATION **2,00\$**

LOT DE PAPIER PEINT

RÉGULIER jusqu'à 30,00\$

LIQUIDATION **6,00\$** (rouleau double)

PEINTURE

LIQUIDATION **20%** de rabais sur toute la peinture Crown Diamond

STORES HORIZONTAUX PVC

RÉGULIER jusqu'à 25,00\$

pour **1,00\$** chaque

Conférences Option Santé



Les secrets des couples heureux

Le mardi 30 octobre de 19h30 à 22h

Cette conférence vous révélera les secrets des 20% de couples qui réussissent à s'aimer toute une vie, malgré leurs conflits.

L'homme apprivoisé et heureux

Le mardi 6 novembre de 19h30 à 22h

Les responsabilités de la femme dans les secrets des couples heureux: stratégies présentées aux femmes pour apprivoiser leur partenaire et être heureuses. Les hommes sont aussi les bienvenus.

La femme apprivoisée et heureuse

Le mardi 13 novembre de 19h30 à 22h

Les responsabilités de l'homme dans les secrets des couples heureux: stratégies présentées aux hommes pour apprivoiser leur partenaire et être heureux. Les femmes sont aussi les bienvenues.

Entrée 20\$ par personne par conférence ou 45\$/3 conférences/personne en prévente

Les conférences ont lieu au **Cégep F.-X.-Garneau**, 1660, boul. de l'Entente, Québec.

Renseignements et prévente: 687-0245

215, BOUL. HAMEL



LA GUERRE AU TERRORISME

Les islamistes ne désarment point

Manifestation anti-américaine sans précédent à Karachi

MAZAR ABBAD
Agence France-Presse

■ KARACHI — Quelque 50 000 personnes, selon la police, ont manifesté hier à Karachi, première ville du Pakistan, brûlant des drapeaux américains et le portrait du président George W. Bush dans la plus importante manifestation anti-américaine depuis le début des frappes sur l'Afghanistan.

La manifestation avait été appelée par une coalition de partis islamistes, pour ce troisième vendredi, jour de repos des musulmans propice aux actions de protestation, depuis le début des bombardements américains le 7 octobre. Cinq mille policiers avaient été déployés et aucune violence n'a été signalée.

Une manifestation record s'est également déroulée à Islamabad, la capitale, et la police a chargé un rassemblement à Lahore, dans l'est du pays tandis que 20 000 personnes manifestaient à Quetta, dans l'ouest.

Le plus gros rassemblement s'est déroulé à Karachi avec une foule de 50 000 personnes, a dit le chef de la police de Karachi, Tariq Jamil.

Karachi et ses dix millions d'habitants avait été le théâtre d'affrontements armés entre manifestants et policiers lors du premier vendredi

après le début des bombardements.

Mais le rassemblement géant d'hier est resté pacifique, bien que les manifestants eurent brûlé des drapeaux et portraits du président Bush et entendus des appels à la démission du président pakistanais, Pervez Musharraf, qui a apporté le soutien de son pays à l'opération américaine en Afghanistan.

Musharraf « est un traître aux nations musulmanes. Il doit démissionner et quitter le pays », a dit Samiul Had, un des dirigeants du Conseil de défense de l'Afghanistan qui regroupe les partis religieux extrémistes et avait appelé à la manifestation. « Les talibans sont les symboles de l'islam. La guerre contre les infidèles sera longue », a ajouté Samiul Had.

Certaines organisations radicales avaient pris le pari d'en faire « la manifestation du million » de participants

mais de nombreux Pakistanais continuent apparemment de soutenir le président Musharraf.

Les frappes américaines, et notamment les bavures qui s'accumulent, alimentent cependant la colère et des manifestations importantes se sont déroulées dans plusieurs autres grandes villes du Pakistan.

À Quetta, 20 000 personnes ont crié « mort à l'Amérique » et « Oussama est grand », selon la police. La manifestation était encadrée par des policiers et paramilitaires armés et des barbelés avaient été déployés. Les autorités pakistanaises avaient aussi empêché dans la matinée un dirigeant religieux radical de se rendre dans la ville. Qazi Hussain Ahmed, chef du Jamaat-i-Islami, a été bloqué à l'aéroport d'Islamabad, selon son parti.

À Lahore (est), les policiers ont chargé à la matraque des manifestants bloquant un axe du centre-ville.

À Islamabad, quelque 8000 personnes ont manifesté pacifiquement dans ce que la police a qualifié de plus grand rassemblement dans la capitale depuis le début des raids américains. Des portraits des présidents Bush et Musharraf ont été brûlés.

Selon des témoins, des membres de deux grands partis de l'opposition parlementaire ont également participé à la manifestation.



Des manifestations anti-américaines se sont également déroulées hier à Dhaka, capitale du Bangladesh, où les protestataires ont brandi des pancartes hostiles au président Bush, mais aussi de faux lance-roquettes et des portraits de ben Laden.

À Multan, dans le centre du Pakistan, 1000 personnes ont marché dans le centre de la ville.

Des manifestations se sont déroulées chaque vendredi au Pakistan depuis la

menace de représailles américaines contre l'Afghanistan après les attentats du 11 septembre aux États-Unis. Elles ont été poursuivies depuis le début des frappes le 7 octobre.

EN BREF

ANTHRAX

Premier cas suspect au Pakistan

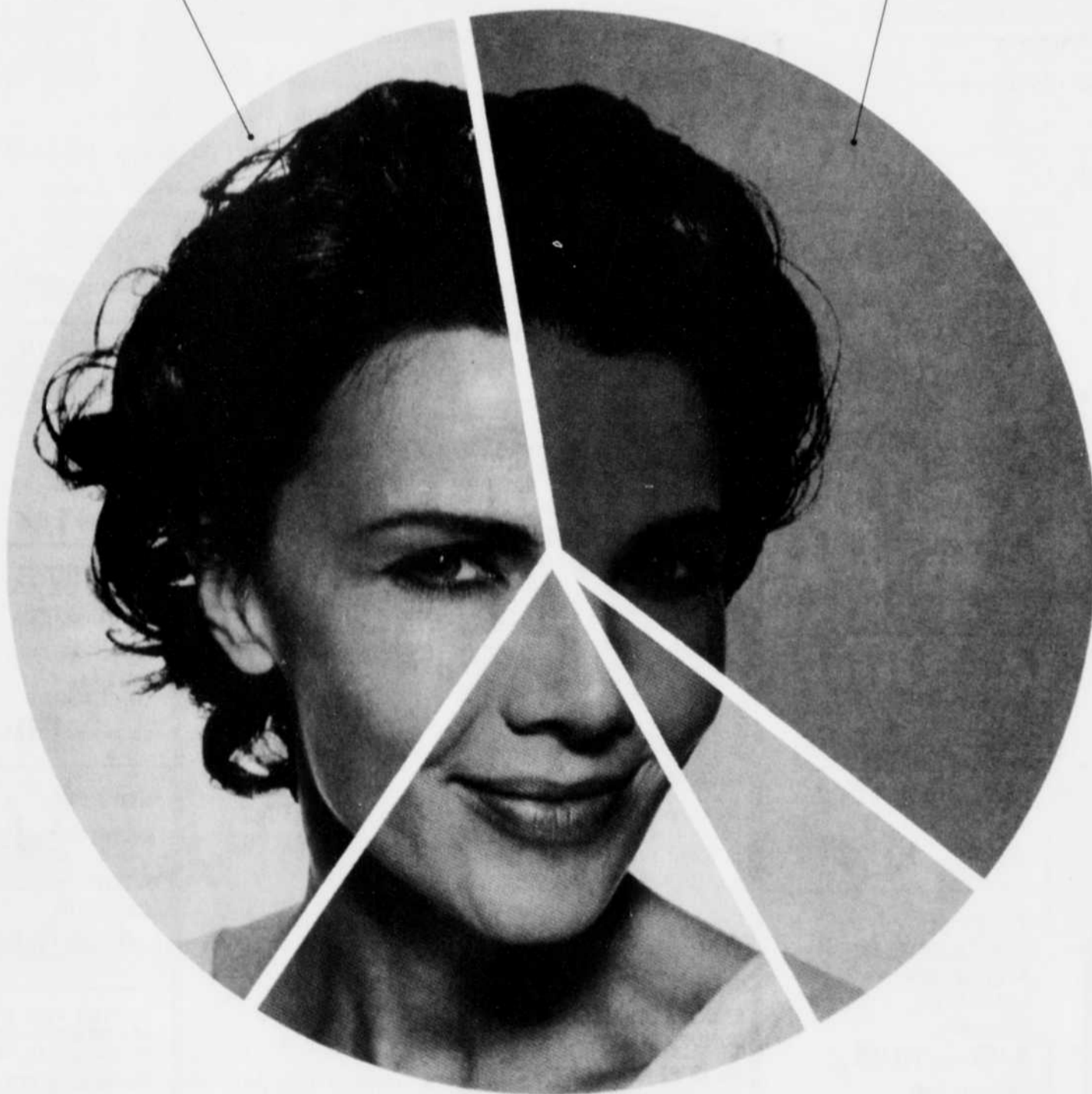
■ Un employé pakistanais d'une banque étrangère à Karachi, dans le sud du Pakistan, a contracté la maladie du charbon par l'intermédiaire d'une lettre suspecte, a déclaré son médecin ce matin. L'homme a été admis dans un hôpital privé de la ville après avoir été en contact avec une lettre suspecte à la banque, a expliqué le médecin qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat. Selon lui, les jours du patient ne sont pas en danger. « Il pourra sortir de l'hôpital dans une semaine environ », a dit le médecin. Il s'agit du premier cas de maladie du charbon au Pakistan transmis par une lettre suspecte. Le Pakistan est un des principaux alliés des États-Unis dans leur campagne armée contre l'islamiste Oussama ben Laden et ses protecteurs talibans en Afghanistan. La maladie du charbon a fait trois morts aux États-Unis depuis son apparition dans des circonstances encore mystérieuses le 5 octobre, moins d'un mois après les attentats du 11 septembre. Des lettres contaminées ont été découvertes au Sénat américain et différents bâtiments du Congrès, dans deux centres de tri du courrier desservant la Maison-Blanche et le département d'État, ainsi qu'au centre de tri de Brentwood, qui dessert l'ensemble de la capitale américaine. Des responsables de l'hôpital Aga Khan de Karachi où est soigné le Pakistanais ont déclaré cette semaine avoir reçu trois échantillons possibles de charbon transmis par lettre à au moins deux banques étrangères de Karachi. (AFP)

« Talibans » prend un « s » au pluriel

■ Le mot « taliban » prend un « s » au pluriel, a décidé jeudi l'Académie française, gardien de la langue française. L'Académie répondait à une lettre de l'association « Défense de la langue française » qui se plaignait de la « confusion » régnant dans les médias sur ce point. « Tout parle en faveur de la forme francisée » « les talibans » (comme « les pasdarans », « les fedayins » ou, dans l'usage courant, « un touareg, des touaregs » et non « un targui, des touareg »), d'ailleurs conforme aux recommandations formulées en 1990 par le Conseil supérieur de la langue française et qui ont reçu l'aval de l'Académie, indique l'Académie. « Conserver les formes de la langue d'origine quand un mot entre dans l'usage français commun revient à introduire inutilement des exceptions qui sont autant de complications ». Selon l'association « Défense de la langue française », présidée par l'académicien Jean Dutourd, la formation des adjectifs doit suivre la règle générale de la langue française : on doit aussi dire « un État taliban », « une organisation talibane ». Les talibans (étudiants en théologie), sont désignés en arabe par les mots se prononçant « taleb » ou « talib » au singulier, et « talibann » au pluriel. (AFP)

Hardiesse

Sagesse



De solides qualités qui nous placent parmi les meilleurs gestionnaires de fonds en Amérique.

Il en faut de la hardiesse et de la sagesse pour faire fructifier plus de 100 milliards de dollars d'actif. Il en faut pour investir judicieusement sur les marchés financiers, en immobilier et sous forme de participation dans plus de 700 entreprises d'ici et d'ailleurs en Amérique.

Chez CDP Capital, la plus grande équipe spécialisée au Canada met sa hardiesse et sa sagesse à profit.


CDP Capital

Le gestionnaire de fonds de la
Caisse de dépôt et placement du Québec

cdpcapital.com

LA GUERRE AU TERRORISME

Un Torontois soupçonné de liens terroristes pourrait être expulsé

■ OTTAWA (PC) — Actuellement en état d'arrestation, un Torontois soupçonné de liens avec Oussama ben Laden pourrait être expulsé du Canada s'il est établi qu'il représente une menace à la sécurité du pays.

Hier, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a confirmé l'arrestation, il y a une semaine, d'Hassan Almrei, un ressortissant syrien ayant obtenu le statut de réfugié à la suite de son arrivée au Canada en provenance de Jordanie. Le suspect a été appréhendé dans un lieu public de Mississauga, en Ontario.

Son arrestation est survenue tout juste quelques semaines après que la police eut effectué, dans son appartement de Toronto, une descente dans le cadre de l'enquête qui a suivi les attentats du 11 septembre.

La GRC n'a pas révélé de détails supplémentaires quant à cette affaire. Elle a néanmoins assuré que l'enquête menée sur les attaques terroristes du mois dernier n'avait pas encore permis d'établir l'existence d'une piste canadienne.

Il serait impliqué ans un réseau de fabrication de faux papiers

Néanmoins, Almrei, 27 ans, est identifié dans des documents de procédure déposés par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), qui le présente comme un membre présumé d'un réseau international de groupes et d'individus extrémistes endossant et supportant les idéaux islamistes intégristes épousés par Oussama ben Laden.

Déposés mercredi auprès de la Cour fédérale et rendus publics deux jours plus tard, ces documents indiquent que le SCRS croit Almrei impliqué dans le Jihad de ben Laden, ainsi que dans un «réseau de fabrication de faux documents ayant des ramifications internationales». Le SCRS croit à l'existence d'un lien entre Almrei et un autre Torontois, Nabil Al-Marabh, en état d'arrestation aux États-Unis relativement à la tragédie du 11 septembre. Al-Marabh est également accusé de contre-façon de documents.

Arrivé au Canada en possession d'un faux passeport des Émirats arabes Unis en 1999, Almrei a reconnu qu'il connaissait Al-Marabh, mais uniquement sur le plan social. Il a en outre assuré qu'il n'était pas au courant de ses activités.

Signés par le solliciteur général du Canada, Lawrence MacAulay, et la ministre fédérale de la Citoyenneté et de l'Immigration, Elinor Caplan, les documents déposés en Cour fédérale présentent Almrei comme une menace à la sécurité nationale.

Le tribunal doit déterminer si cette affirmation est justifiée. Le cas échéant, les procédures d'expulsion pourront être engagées. Et si jamais un ordre d'expulsion est donné, la ministre Caplan devra décider dans quel pays Almrei sera déporté.

LONDRES

Le présumé prof de pilotage des terroristes reste en prison

■ LONDRES — Un pilote algérien, Lotfi Raissi, arrêté en Grande-Bretagne en septembre et accusé d'avoir été l'instructeur de quatre des auteurs des attentats du 11 septembre aux États-Unis, a été reconduit en prison hier après une brève comparution. Lotfi Raissi, 27 ans, recherché par le FBI, avait été arrêté le 21 septembre dans une maison du comté du Berkshire, à l'ouest de Londres, par la brigade antiterroriste de Scotland Yard. Les autorités américaines affirment que Lotfi Raissi, de petite taille et aux cheveux bruns, avait obtenu son brevet de pilote sans avoir révélé une ancienne condamnation pour vol et une opération au genou, deux faits qui empêchent d'obtenir un brevet de pilote aux États-Unis. Son épouse Sonia, née en France, avait été arrêtée au même moment et a été remise en liberté mardi, sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elle. Le frère de Lotfi Raissi, Mohammed Raissi, 29 ans, avait également été interpellé avant d'être relâché. (AFP)

L'homme accusé en Italie habitait Montréal

OTTAWA (PC) — L'homme arrêté par la police italienne après avoir été découvert dans un conteneur avec divers documents et du matériel de haute technologie est bel et bien un citoyen canadien, ont confirmé hier les autorités fédérales.

Rizk Amid Farid, 43 ans, a été arrêté la semaine dernière et accusé de terrorisme international. Il avait fait le trajet entre l'Égypte et l'Italie dans un conteneur, équipe de téléphones cellulaires, d'un ordinateur, de caméras et d'un passeport canadien.

Une source gouvernementale a confirmé que Rizk Amid Farid habitait Montréal, où il avait de la famille.

Selon d'autres informations, le détenu avait en sa possession des laissez-passer de sécurité pour des aéroports au Canada, en Égypte et en Thaïlande, ainsi qu'un billet de retour à destination de Montréal et des cartes de crédit portant de faux noms. Rizk Amid

Farid a également affirmé avoir été à l'emploi du transporteur grec Olympic Airways en Égypte, entre 1992 et 1995. Ces affirmations ont été démenties par les employeurs concernés.

Corriere Canadese, un quotidien italo-canadien, a indiqué hier que Rizk Amid Farid avait donné aux autorités les adresses de certains amis qu'il avait au Canada. Selon le journal, Interpol a vérifié les adresses — et elles étaient fausses.

Le nouvel avocat de Rizk Amid Farid a réitéré que son client avait eu une querelle avec un de ses frères très influent au Caire, et qu'il craignait de ne pouvoir quitter le pays en empruntant un moyen de transport traditionnel.

Le suspect a également indiqué, par l'entremise de son avocat, qu'il avait complété avec succès un cours de mécanicien de moteurs d'avions au Canada, il y a plusieurs années.

Vente d'ouverture



Votre espace plein air à la Place Ste-Foy

15% à 50% de rabais sur toutes les chaussures

Visitez nos boutiques pour femmes, enfants et hommes.

PROMOTION VÊTEMENTS
Obtenez 50\$ ou 100\$ en certificats-cadeaux

* l'achat de tous vêtements à prix régulier de 250\$ et plus. (Détails en magasin)

ORAGE
Veste de polar pour fille et garçon
Rég. 69,99 \$

39⁹⁹
Épargnez plus de 30\$

MILLET
Veste en Gore-Tex pour homme et femme
Valeur jusqu'à 559,99 \$

299⁹⁹
Épargnez 46%

LOWE ALPINE
Jacket pour homme et femme
Rég. 419,99 \$

219⁹⁹
Épargnez 48%

McKINLEY
Parka en duvet
Rég. 279,99 \$

139⁹⁹
Épargnez plus de 50%

K2 Wisdom
Planche à neige
Rég. 749,99 \$

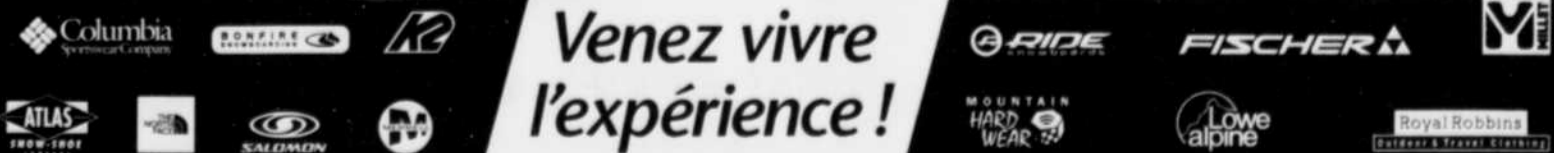
349⁹⁹
Épargnez 53%

SALOMON
Chaussures junior
Exit 3 Clima-Dry
Rég. 159,99 \$

99⁹⁹
Épargnez 60\$

SALOMON Snowlog
Pour homme et femme
Rég. 109,99 \$

39⁹⁹
Épargnez 64%



Venez vivre l'expérience!

Prix en vigueur jusqu'à épuisement de la marchandise ou jusqu'au 4 novembre 2001. Toutes les couleurs et grandeurs ne sont pas nécessairement disponibles. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Les produits illustrés servent à titre de référence seulement et peuvent être différents des produits annoncés.



Place Ste-Foy
(Voisin de Gap)
Tél.: 780-8035

LA GUERRE AU TERRORISME

Les Britanniques dans la mêlée

Plus de 4000 militaires et marins se déploient dans le golfe d'Oman

LONDRES (AFP) - Trois semaines après le début des frappes aériennes sur l'Afghanistan, la Grande-Bretagne, alliée de la première heure de Washington, est passée hier à la vitesse supérieure en mobilisant plusieurs centaines de fusiliers marins pour des opérations terrestres.

Au total, quelque 4200 militaires britanniques des trois armes, dont 200 commandos des Royal Marines, resteront dans la région du golfe, à l'issue d'importantes manœuvres avec les forces omanaises.

Dans un message destiné prioritairement aux forces armées britanniques, le Premier ministre Tony Blair a estimé que la participation de Londres

à une intervention terrestre en Afghanistan visait à empêcher les terroristes d'acquiescer de nouvelles armes, y compris nucléaires, et à défendre les valeurs du monde libre.

Faute d'intervenir, a dit M. Blair, le peuple britannique sera en danger, les gens du monde entier seront en danger et il ne fait aucun doute que si ce réseau terroriste (le réseau Al-Qaïda de l'islamique Oussama ben Laden) n'est pas démantelé, il commettra des attentats encore plus horribles.

En l'absence du ministre de la Défense Geoff Hoon, dépêché à Oman pour des entretiens avec le sultan Qabou ben Saïd et une inspection des troupes britanniques ayant participé aux ma-

nœuvres Swift Sword 2, c'est à l'un de ses adjoints, le secrétaire d'État Adam Ingram, qu'il est revenu d'annoncer aux Communes la mobilisation de 600 commandos des Royal Marines.

Il s'agit, a souligné M. Ingram, d'un renforcement majeur des moyens de la coalition. Et si la situation l'exige, a ensuite renchérit le chef d'état-major interarmes, l'amiral Sir Michael Boyce, la Grande-Bretagne peut envoyer des renforts terrestres substantiels en deux ou trois jours pour une intervention en Afghanistan.

Deux cents commandos des Royal Marines vont être immédiatement stationnés à bord du navire de soutien logistique *Fearless* dans la région du Gol-

fe, tandis que 400 autres seront placés en état d'alerte maximale en Grande-Bretagne.

Un important dispositif aéronaval restera stationné dans la région, avec notamment (outre le *Fearless*), le porte-avions *Illustrious*, un sous-marin nucléaire lance-missiles Tomahawk, deux frégates et des bâtiments auxiliaires.

Outre les Royal Marines, la Grande-Bretagne - qui possède une armée de métier d'environ 212 400 hommes (pour les trois armes) unanimement considérée comme ultra-opérationnelle - dispose d'autres unités susceptibles d'être déployées rapidement en Afghanistan.

Il s'agit notamment des commandos

du SAS (Special Air Service), du SBS (Special Boat Squadron), du Régiment parachutiste, sans oublier les fameux Gurkhas, suppléants népalais qui s'étaient notamment illustrés aux Malouines. Les détails opérationnels d'une éventuelle intervention terrestre britannique n'ont évidemment pas été fournis par Whitehall.

Mais selon le spécialiste des questions militaires de la BBC, les troupes britanniques pourraient - à la différence des Rangers américains qui sont déjà intervenus brièvement en Afghanistan - occuper des positions au sol pendant plusieurs jours et ne pas être exfiltrés immédiatement après un coup de main.



Louez une Cavalier ou une Alero 2002

Comptant 0\$ | Dépôt de sécurité 0\$

Première mensualité 0\$

| 2 portes | | | 4 portes | | |
|-------------------|------------|---|--------------|------------|--|
| Cavalier Z22 | 226€/mois* | • Moteur 2,2 L L4 de 115 HP • Boîte manuelle Getrag 5 vitesses avec surmultipliée • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Dispositif antivol PASSLock • Aileron arrière • Roues de 14 po | Cavalier VL | 226€/mois* | • Moteur 2,2 L L4 de 115 HP • Boîte manuelle Getrag 5 vitesses avec surmultipliée • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Dispositif antivol PASSLock • Roues de 14 po |
| Cavalier Z22 Plus | 276€/mois* | Modèle Cavalier Z22 avec en plus : • Climatiseur • Roues de 15 po en aluminium • Lecteur CD • Téléverrouillage des portes avec fonction alarme • Groupe d'instrumentation • Volant inclinable • Moulures latérales | Cavalier VLX | 276€/mois* | Modèle Cavalier VL avec en plus : • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Climatiseur • Lecteur CD • Téléverrouillage des portes avec fonction alarme • Volant inclinable • Groupe d'instrumentation • Moulures latérales |
| Alero GX | 319€/mois* | • Moteur Ecotec L4 de 140 HP • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Freins à disques et système de freinage antiblocage aux 4 roues • Climatiseur • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse avec commande sur le volant • Aileron arrière • Roues de 15 po en aluminium • Dispositif antivol PASSLock • Portes et coffre à commandes électriques • Siège du conducteur avec réglage électrique en hauteur • Banquette arrière à dossier divisé rabattable • Suspension indépendante aux 4 roues • Volant inclinable | Alero GX | 319€/mois* | • Moteur Ecotec L4 de 140 HP • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Freins à disques et système de freinage antiblocage aux 4 roues • Climatiseur • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse avec commande sur le volant • Dispositif antivol PASSLock • Portes et coffre à commandes électriques • Siège du conducteur avec réglage électrique en hauteur • Banquette arrière à dossier divisé rabattable • Volant inclinable • Roues de 15 po |

Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur



Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2002 en stock, tels que décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Sujettes au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. Conditions applicables à la location seulement. La première mensualité (taxes incluses) est défrayée par General Motors. *Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 € du km après 80 000 km. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Une commande ou un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour obtenir plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

Prêts
pour une
incursion
terrestre
chez les
Afghans

■ LONDRES (AFP) - Quelque 4200 militaires des trois armes, dont 200 Royal Marines, resteront dans la région du Golfe dans la perspective d'opérations terrestres en Afghanistan, une force qualifiée d'importante et flexible par le secrétaire d'État aux forces armées, Adam Ingram.

Les 200 commandos de la 40^e compagnie de la 3^e brigade des Royal Marines seront basés à bord du bâtiment de soutien logistique *Fearless*, un navire déplaçant quelque 12 000 tonnes à pleine charge et entré en service en novembre 1965.

Le *Fearless*, qui restera en service jusqu'en 2003, a récemment été aménagé pour servir de quartier général à une force amphibie.

Le petit (environ 20 600 tonnes à pleine charge) porte-avions *Illustrious*, entré en service en juin 1982, sera pour la circonstance transformé en porte-hélicoptères d'assaut.

Le type d'appareils qui seront déployés à son bord n'a pas été précisé, mais les spécialistes notent qu'outre

Toute une flotte
de navires, sous-marins
et porte-avions
en exercice

les Sea King de la Royal Navy, des Puma et Chinook de la Royal Air Force ont été utilisés à Oman, dans le cadre de l'exercice Swift Sword 2 avec les forces du sultanat.

COMMANDOS

Ils peuvent parfaitement être déployés à bord de *Illustrious* pour des dépôts et exfiltrations de commandos.

Deux frégates - les *Southampton* (4100 tonnes) et *Cornwall* (4900) -, un sous-marin nucléaire armé de missiles Tomahawk (la Royal Navy en possède deux dans la région - le *Trafalgar* et le *Triumph* - mais Adam Ingram n'a pas précisé lequel restera) - et les bâtiments auxiliaires *Rosalie*, *Perceval*, *Bramble*, *Tristram*, *Victoria*, *Diligence* et *Bayleaf* complètent cette force navale.

Quatre avions - des Nimrod de patrouille maritime et des Hercules de transport - seront également déployés.

EN ÉQUIPES

La RAF a, depuis les premières frappes sur les bases des talibans et du réseau Al-Qaïda d'Oussama ben Laden, mis à la disposition des appareils de l'US Air Force et de l'US Navy, des VC-10 et Tristar de ravitaillement en vol ainsi que des avions-radar Sentry E-3D.

Par ailleurs, le secrétaire Adam Ingram n'a pas fait spécifiquement allusion à ces appareils, mais on peut supposer qu'ils resteront dans la région.

LA GUERRE AU TERRORISME

La CIA cherche des espions sur les campus

JIM KRANE
Associated Press

■ NEW YORK — Si vous avez un esprit aventureux, une grande force de caractère, si vous êtes très intelligent et très intègre, vous pouvez travailler pour la CIA.

C'est en substance le message lancé par l'agence de renseignements américaine dans le cadre d'une vaste campagne de recrutement auprès des étudiants. Depuis les attentats du 11 septembre, la CIA est devenue un choix de carrière beaucoup plus attrayant pour les étudiants américains dont la fibre patriotique est remontée en flèche, tandis que les perspectives d'emplois dans le secteur privé se sont assombries en raison du ralentissement économique.

La CIA souhaite recruter des étudiants diplômés des meilleures universités du pays, des endroits où les recruteurs

de l'agence de renseignements étaient jadis très critiqués en raison du rôle joué par la CIA dans différents coups d'État à l'étranger et autres opérations « sales ».

Dans le contexte actuel, l'agence américaine s'intéresse notamment aux étudiants ayant vécu à l'étranger, particulièrement ceux qui ont étudié au Proche-Orient ou en Afrique centrale, ou qui parlent les langues de pays de ces régions du globe.

« Il y a des Américains qui sont morts et vous avez envie de faire quelque chose », a expliqué Michael Baumgart-

ner, 25 ans, étudiant à l'école John F. Kennedy de l'université de Harvard. « Il est excitant de penser que vous pouvez rechercher quelque chose susceptible d'aboutir dans les mains du président et de l'aider à prendre une décision cruciale ».

INTÉRÊT

La CIA ne révèle rien sur son budget, ni sur le nombre de ses employés et les offres d'emplois. Mais Anya Guilsher, porte-parole de l'agence américaine, a affirmé que les candidatures avaient augmenté de manière importante depuis le 11 septembre. Auparavant, la CIA en recevait entre 500 et 600 par semaine. Maintenant, elle en reçoit le même nombre chaque jour.

« Les gens qui n'avaient jamais envisagé de faire une carrière dans le domaine des renseignements pourraient se mettre à penser différemment », a

souligné Anya Guilsher. « Nous recevons vraiment de bons candidats. »

Michael Baumgartner est l'un des étudiants de l'école Kennedy qui ont rencontré des recruteurs de la CIA il y a quelques jours. Il souhaite obtenir un poste d'analyste en terrorisme à la Direction des renseignements de l'agence américaine.

La CIA recherche aussi des biologistes, des ingénieurs informatiques et des experts financiers capables de remonter des filières financières.

À l'École des affaires publiques et internationales de l'Université de Columbia, alma mater du directeur de la CIA George Tenet — promotion de 1978 —, trois recruteurs sont venus vanter les mérites d'une carrière à la CIA ces derniers jours devant plus de 50 étudiants.

À l'École supérieure des études internationales Johns Hopkins, une session

de recrutement a attiré 80 étudiants, soit deux fois plus que l'an dernier.

ESPIONNAGE

Traditionnellement, l'agence recrute des étudiants pour des postes d'analystes à la Direction des renseignements. Mais la campagne actuelle vise aussi à attirer des étudiants à la Direction des opérations de la CIA, la division qui collecte des « renseignements humains », chargée de l'espionnage et du recrutement d'espions. Accusés de devenir trop prudents et inefficaces, les services secrets ont en effet été critiqués ces dernières années. Une bonne raison pour apporter un peu de sang neuf dans l'effectif.

■ Sur le Web:

<http://www.cia.gov/cia+/employment/positions.htm>
<http://www.sipa.columbia.edu/>
<http://www.ksg.harvard.edu/>

ÉTATS-UNIS
Le FBI incapable de mettre la main sur Eric Rudolph

NEW YORK (AFP) — L'armée américaine traque Oussama ben Laden dans les immensités afghanes mais, dans une forêt de Caroline du Nord, un homme seul, terroriste présumé, démontre depuis quatre ans combien il est difficile de capturer un fugitif habile, endurci et bien préparé.

Eric Rudolph est recherché depuis janvier 1998 pour son implication dans trois attentats à la bombe d'extrême droite, dont celui qui a frappé les Jeux olympiques d'Atlanta en 1996. Il glisse depuis entre les mailles du filet tendu par des centaines d'agents de la police fédérale (FBI) et des polices locales dans le massif de Nantahala, une région très accidentée des Appalaches, dans l'est des États-Unis.

Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'une poignée sur sa piste. Ils recherchent un homme de 35 ans, ancien parachutiste, solitaire, endurant, rompu depuis son enfance à la vie dans les bois, aux techniques de survie et au maniement des armes.

Il a été vu pour la dernière fois, en juillet 1998, par un ancien voisin qui a décrit un homme des bois amaigri, portant barbe, queue de cheval et treillis camouflé.

Il a emprunté son pick-up, rempli de boîtes de conserve, piles électriques et autres provisions, laissant cinq billets de 100 \$.

Des agents fédéraux armés jusqu'aux dents ont sillonné les pistes et sentiers de la forêt de Nantahala, aidés de chiens. Des hélicoptères avec détecteurs thermiques révélant la présence d'un corps humain ont survolé la zone.

Des avions servaient de relais radio. Des caméras, des détecteurs de mouvement photo-électriques ont été installés. Un pisteur Cheyenne a offert ses services, un ancien colonel des « bérets verts », des soldats d'élite, a lancé 40 hommes à ses trousses: en vain.

PRIME DE 1 MILLION \$

En désespoir de cause, le FBI a proposé une prime d'un million de dollars et tenté d'embaucher (20 dollars de l'heure) des chasseurs et randonneurs des alentours. Mais dans cette région reculée, très conservatrice, où tout ce qui est fédéral est suspect, cela n'a rien donné.

Et la légende de « l'outdoorman », l'homme des bois, mi-Rambo mi-Robin Hood, qui met en échec l'armada lancée à sa poursuite n'a fait que croître.

Darren Free, un expert en techniques de survie qui connaissait le fugitif et a aidé le FBI, estimait en mars sur CNN que Rudolph se cachait dans l'une des quelque 1000 cavernes ou mines désaffectées du secteur.

« Il aime bien les grottes. Il s'y sent chez lui. Nous savons qu'il est dans un trou. Mais lequel ? »

Avec une température constante d'environ 15 degrés, de l'eau, des fissures qui dissipent la fumée d'un feu, ces cavités peuvent constituer des abris sur le long terme. Les enquêteurs estiment que le fugitif a sans doute préparé ses caches des années à l'avance, stockant provisions et matériel.

Le présumé terroriste est en fuite depuis quatre ans aux É.-U.



Achetez une Cavalier ou une Alero 2002 à prix spécial

Cavalier à partir de 12 498 \$*

Alero à partir de 19 998 \$*

| 2 portes | | | 4 portes | | |
|-------------------|-----------|---|--------------|-----------|--|
| Cavalier Z22 | 12 498 \$ | • Moteur 2,2L L4 de 115 HP • Boîte manuelle Getrag 5 vitesses avec surmultipliée • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Dispositif antivol PASSLock • Aileron arrière • Roues de 14 po | Cavalier VL | 12 498 \$ | • Moteur 2,2L L4 de 115 HP • Boîte manuelle Getrag 5 vitesses avec surmultipliée • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Dispositif antivol PASSLock • Roues de 14 po |
| Cavalier Z22 Plus | 16 698 \$ | Modèle Cavalier Z22 avec en plus : • Climatiseur • Roues de 15 po en aluminium • Lecteur CD • Téléverrouillage des portes avec fonction alarme • Groupe d'instrumentation • Volant inclinable • Moulures latérales | Cavalier VLX | 16 698 \$ | Modèle Cavalier VL avec en plus : • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Climatiseur • Lecteur CD • Téléverrouillage des portes avec fonction alarme • Volant inclinable • Groupe d'instrumentation • Moulures latérales |
| Alero GX | 20 588 \$ | • Moteur Ecotec L4 de 140 HP • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Freins à disques et système de freinage antiblocage aux 4 roues • Climatiseur • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse avec commande sur le volant • Aileron arrière • Roues de 15 po en aluminium • Dispositif antivol PASSLock • Portes et coffre à commandes électriques • Siège du conducteur avec réglage électrique en hauteur • Banquette arrière à dossier divisé rabattable • Suspension indépendante aux 4 roues • Volant inclinable | Alero GX | 19 998 \$ | • Moteur Ecotec L4 de 140 HP • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Freins à disques et système de freinage antiblocage aux 4 roues • Climatiseur • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse avec commande sur le volant • Dispositif antivol PASSLock • Portes et coffre à commandes électriques • Siège du conducteur avec réglage électrique en hauteur • Banquette arrière à dossier divisé rabattable • Volant inclinable • Roues de 15 po |

Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur

Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2002 en stock, tels que décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. *Le prix d'achat inclut un crédit de livraison et ne peut être jumelé à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. À l'achat, préparation incluse, transport (Cavalier : 795 \$, Alero : 830 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Une commande ou un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour obtenir plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.



LA GUERRE AU TERRORISME

CONFÉRENCE SUR L'APRÈS-TALIBANS

Le Pakistan impose ses choix

PIERRE LHUILLERY
Agence France-Presse

■ PESHAWAR — La conférence sur l'avenir de l'Afghanistan qui vient d'avoir lieu à Peshawar, au Pakistan, a confirmé l'emprise d'Islamabad sur les tractations en vue de la formation d'un gouvernement qui s'installerait à Kaboul après la chute des talibans.

La ligne prônée par Pir Sayed Ahmad Gailani, maître d'œuvre de la Conférence pour la paix et l'unité nationale de l'Afghanistan, et avalisée jeudi par la résolution finale, coïncide pour l'essentiel avec les positions des autorités pakistanaises, qui surveillent de près le processus politique afghan.

« La conférence a donné lieu à une démonstration de force de Pir Gailani, et aussi du Pakistan, qui a autorisé, voire encouragé, sa tenue », estime un diplomate étranger proche du dossier. Selon lui, « Pir Gailani est en train de tirer son épingle du jeu avec le soutien du Pakistan ».

Pir Gailani est le chef du Front national islamique d'Afghanistan (NIFA), formation modérée qui domine la mouvance royaliste et conservatrice pachtoune au sein de l'opposition afghane en exil.

Proche de l'ancien roi Mohammed Zaher Shah, en exil à Rome, Pir Gailani est pour la création d'un Conseil suprême qui serait dirigé par Zaher Shah et d'un gouvernement intérimaire représentatif de toutes les communautés afghanes.

Dès son point 1, la résolution finale de la conférence affiche, sur une question-clé de l'avenir politique de l'Afghanistan, une position qui correspond parfaitement aux vues d'Islamabad.

Elle se prononce contre l'éventualité que l'Alliance du Nord, coalition de minorités ethniques dont les forces contrôlent environ 10% du pays, ne prenne le pouvoir à Kaboul à la faveur du « vide politique » qui succéderait à la chute du régime des talibans.

« Cela entraînerait une nouvelle phase d'effusion de sang et de désordre », selon la résolution.

Le président pakistanais, le général Pervez Musharraf, a déclaré publiquement que l'idée d'un retour au pouvoir de l'Alliance du Nord était

inacceptable pour le Pakistan. Il a rappelé les batailles entre factions rivales qui avaient ravagé le pays de 1992 à 1996 après l'entrée de l'Alliance à Kaboul.

Mais surtout, le président Musharraf, qui revendique un droit de regard sur l'évolution de l'Afghanistan et veut voir s'installer à Kaboul un gouvernement « amical » envers Islamabad, insiste pour que la communauté pachtoune, majoritaire en Afghanistan (quelque 40% de la population), soit équitablement représentée dans les futures institutions afghanes.

PACHTOUNS MÉCONTENTES

Un accord de principe entre l'ancien roi et l'Alliance du Nord sur la répartition des postes au sein du futur Conseil suprême, jugé déséquilibré par les Pachtoons, a fortement mécontenté cette communauté également très nombreuse au Pakistan.

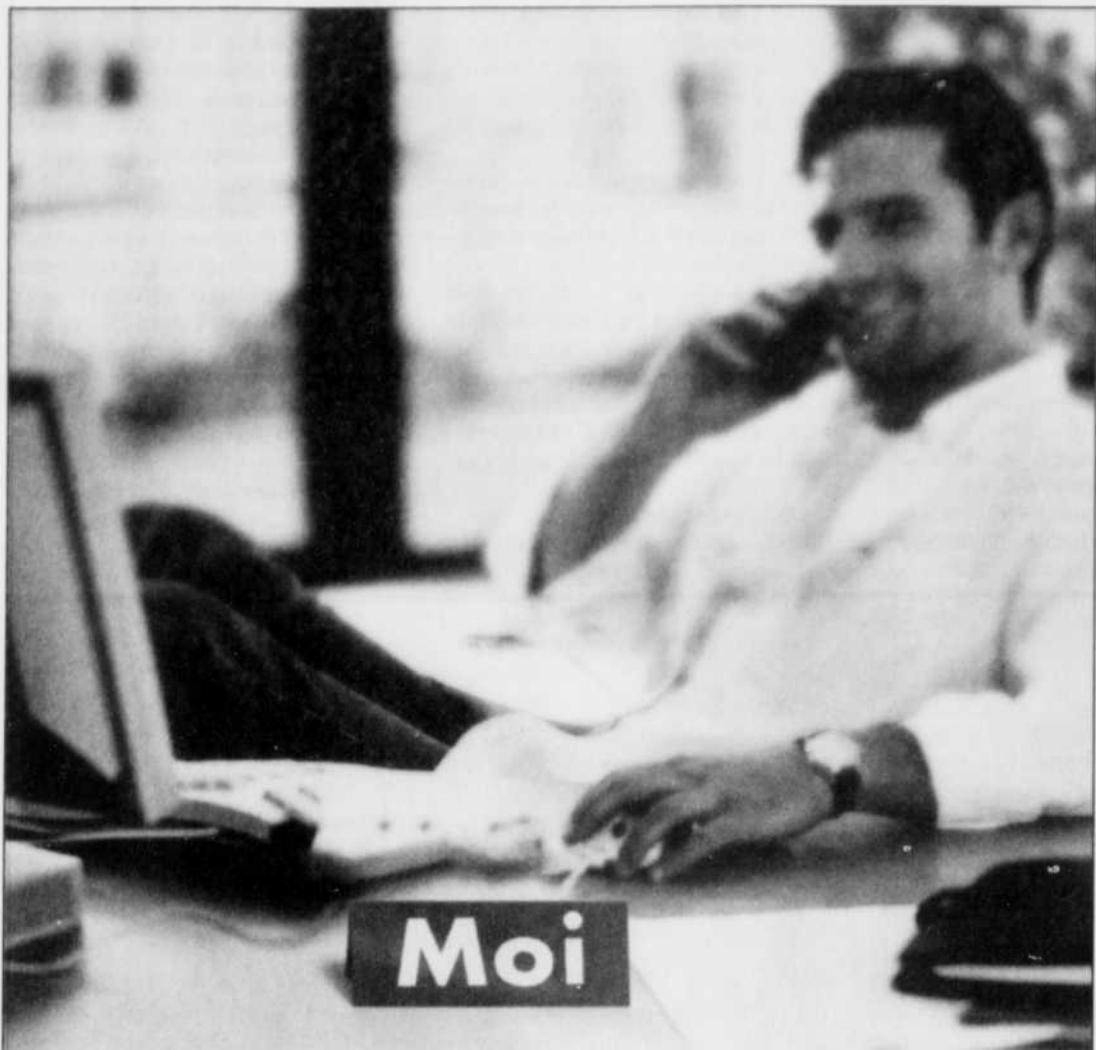
Le président Musharraf est soucieux de ménager les Pachtoons, dont beaucoup sont favorables aux talibans, eux-mêmes majoritairement pachtoons, et hostiles aux frappes américaines contre le régime des miliciens islamistes.

Par ailleurs, Pir Gailani et ses alliés ont lancé des appels insistants aux talibans « modérés » qui seraient tentés par une coopération avec la mouvance royaliste, et certains miliciens islamistes semblent avoir assisté discrètement à la conférence de Peshawar, ce qui constitue une première.

Là encore, il y a identité de vues : l'idée d'inclure des talibans jugés acceptables dans le processus de transition est soutenue par le président Musharraf, et aussi par Washington.

Cette stratégie risque toutefois d'avoir reçu un coup fatal avec la capture en Afghanistan du commandant Abdul Haq, ancien héros de la lutte contre les Soviétiques, qui avait depuis Peshawar des contacts avec des talibans « modérés ». Les talibans ont annoncé hier l'avoir exécuté pour espionnage.

Matériellement, l'organisation de la conférence de Peshawar n'a pu se faire sans l'aval d'Islamabad. Elle s'est déroulée dans un centre de conférences que les autorités locales avaient fermé aux réunions pour raisons de sécurité après les attentats du 11 septembre aux États-Unis et, selon des journalistes pakistanais, la dérogation est venue directement de la capitale.



POUR PRENDRE VOTRE PLACE,
LISEZ LE MODE D'EMPLOI.

MODES D'EMPLOI, UNE NOUVELLE SÉRIE DE 4 FASCICULES GRATUITS DE 12 PAGES
POUR CEUX ET CELLES QUI VEULENT AMÉLIORER LEUR EMPLOI OU QUI EN CHERCHENT UN.
PUBLIÉS LES SAMEDIS DANS LE SOLEIL.

SAMEDI 3 NOVEMBRE: LE RÉPERTOIRE DES MÉTIERS ET PROFESSIONS
SAMEDI 10 NOVEMBRE: LA CARTE DE L'EMPLOI
SAMEDI 17 NOVEMBRE: LE MANUEL DE LA FORMATION
SAMEDI 24 NOVEMBRE: LE PROTOCOLE DE COMMUNICATIONS

LE SOLEIL
EN COLLABORATION AVEC
Emploi Québec

LES QUANTITÉS ÉTANT LIMITÉES, COMPOSEZ LE 888-3584 OU LE 1-888-685-3584 POUR VOUS ABONNER AU QUOTIDIEN LE SOLEIL ET RECEVOIR AUTOMATIQUEMENT VOTRE EXEMPLAIRE. 52 VOS ÉTÉS DÉJÀ ABONNÉS? CONSIDÉREZ QUE VOUS RECEVREZ AUTOMATIQUEMENT VOTRE FASCICULE.



L'ONU amorce sa mission de consultations sur l'Afghanistan

L'envoyé spécial attendu à Islamabad et Téhéran

NEW YORK (AFP) — Le représentant spécial de l'ONU pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi, devait quitter hier soir New York pour une tournée régionale visant à trouver un accord politique sur l'après-talibans, a indiqué l'ONU.

Le diplomate algérien devait arriver demain à Islamabad et entamer sa mission lundi par des entretiens avec

les dirigeants pakistanais. Il a ensuite l'intention de se rendre en Iran et devrait être de retour le 9 novembre à New York, avant l'ouverture du débat ministériel de l'Assemblée générale, a indiqué le porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard. Mais le programme de M. Brahimi est « très flexible » et il pourrait aussi se rendre dans d'autres pays voisins, selon l'ONU.

Cette première mission de l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères, nommé début octobre, vise à accélérer la mise au point d'arrangements politiques et de sécurité dans la perspective de la chute du régime des talibans, dont les forces sont soumises à une intense campagne de bombardements américains depuis le 7 octobre.

Ces raids cherchent à briser les talibans et le réseau terroriste Al-Qaïda de l'islamiste Oussama ben Laden, accusé d'être l'instigateur des attentats du 11 septembre contre les États-Unis.

Alors que l'administration américaine et ses alliés dans la coalition antiterroriste sont à la recherche de scénarios pour l'après-taliban, l'émissaire de l'ONU s'est donné pour première tâche de parler avec toutes les parties.

Il a déclaré, dans une interview publiée hier par le journal *Le Monde*, avoir pour objectif de « parler aux Afghans ainsi qu'aux pays voisins, à commencer par le Pakistan et l'Iran, pour voir avec eux ce qu'il faut faire ».

À côté du volet militaire de l'opération « Liberté immuable », les États-Unis ont assigné à l'ONU un rôle central pour mettre sur pied le futur régime de l'Afghanistan et trouver une formule pour assurer la sécurité à Kaboul.

Pour l'organisation internationale, obsédée par sa déconfiture en Somalie au début des années 90, il n'est pas question d'imposer une tutelle sur l'Afghanistan, à l'instar du Timor oriental ou du Kosovo, comme l'ont un temps suggéré les États-Unis. L'ONU envisage seulement d'aider les Afghans à mettre en place, sous l'autorité symbolique de l'ex-roi,

Québec ce soir

L'information JUSTE et APPROFONDIE
en semaine avec Sébastien Bovet 18h

Prof...
en prison!



Mardi et mercredi
au Québec ce soir
Un reportage de
Jean-Sébastien
Cloutier

Pourquoi franchit-elle
14 barrières avant
d'arriver en classe?
Pour enseigner
à des étudiants pas
comme les autres...



Les Beaux Parleurs 17h30
Québec ce soir 18h
Virginie 19h



ICI Radio-Canada
www.radio-canada.ca/quebec

CONFÉRENCE
Docteure Nathalie Gingras,
pédopsychiatre à l'hôpital
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur
«Crise d'adolescence et troubles
mentaux, savoir les différencier»

Date: Le mardi 30 octobre 2001, à 19h30
Lieu: Au Centre Lucien-Borne
100, chemin Ste-Foy, salle 405 - Québec

La Boussole 523-1502

LA GUERRE AU TERRORISME

Les attentats ravivent de vieilles tensions dans le Caucase

Des combattant géorgiens et tchéchènes
veulent reprendre les belles terres d'Abkhazie

■ MOSCOU (AFP) - Le conflit qui s'est rallumé ce mois-ci dans les hautes montagnes du Caucase, entre l'Abkhazie et la Géorgie, résulte d'un concours de multiples facteurs anciens, mais les attentats du 11 septembre ont pu en être l'ultime détonateur.

« Il y a un lien entre l'attaque des terroristes kamikazes en Amérique et celle d'un groupe de combattants géorgiens et tchéchènes contre l'Abkhazie », estime le représentant de cette république séparatiste géorgienne à Moscou, Igor Akhba.

Dans le climat de l'offensive mondiale menée par Washington contre le terrorisme et de la nouvelle entente russo-américaine, le président géorgien Edouard Chevardnadze s'est senti obligé de toucher enfin au problème des gorges de Pankissi, territoire géorgien voisin de la Tchéchénie et sanctuaire des indépendantistes tchéchènes.

Ces derniers sont assimilés par la Russie à des terroristes et accusés de liens avec Oussama ben Laden, commanditaire présumé des attentats anti-américains.

Début octobre, plusieurs centaines de combattants, géorgiens et tchéchènes, ont tenté une incursion en Abkhazie et se sont approchés de sa capitale, Soukhoumi. Les forces abkhazes les ont repoussés et forcés à se disperser dans la montagne. Les Tchéchènes venaient

des gorges de Pankissi. Selon les Abkhazes - dont l'opinion est partagée officiellement à Moscou -, ils avaient traversé la Géorgie et sa capitale avec l'assistance des services spéciaux de Tbilissi. Un des éclats de l'ancien empire soviétique, l'Abkhazie - comme le Nagorny Karabakh, la Transnistrie ou l'Ossétie du Sud - connaît depuis le milieu des années 90 l'existence incertaine de quasi-État non reconnu.

Le conflit armé de 1993 a provoqué l'exode de quelque 200 000 Géorgiens d'Abkhazie, qui attendent impatientement de rentrer chez eux.

Mais l'Abkhazie trouve des appuis solides du côté de la Fédération russe, soucieuse de voir Tbilissi chercher un rapprochement avec l'OTAN.

Appuis d'autant plus solides, murmurent les Géorgiens, que de nombreuses datchas de la haute hiérarchie militaire russe voisinent avec les belles plages de ce petit territoire de 8000 km carrés.

M. Chevardnadze paraît avoir visé plusieurs objectifs à la fois, estime des analystes russes indépendants, tel Roustan Arifdjanov, rédacteur en chef

du journal *Soverchenno Sekretno*, expert en services spéciaux: sortir les combattants tchéchènes des gorges de Pankissi et, à terme, regagner le contrôle de cette zone, pour améliorer les relations avec Moscou, qui accuse régulièrement la Géorgie de tolérer le transit de combattants et d'armes vers la Tchéchénie.

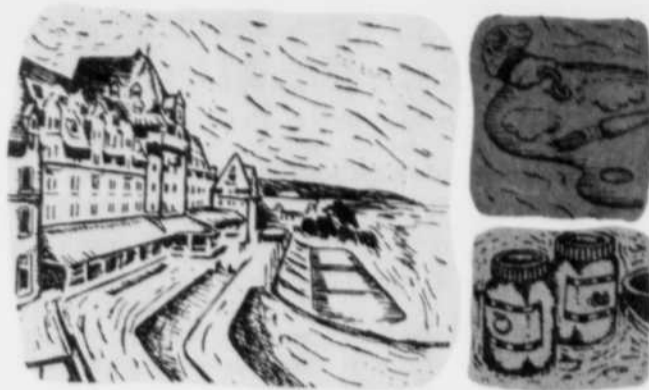
Tenter, sinon de reprendre un bout de territoire abkhaze pour en faire une tête de pont pour la reconquête future, de montrer que Tbilissi n'accepte pas le statu quo.

Chercher à internationaliser le conflit abkhaze, en demandant que les forces d'interposition de la CEI (ex-URSS moins les pays baltes), constituées en fait de 1600 soldats russes, soient remplacées par des hommes de l'ONU.

L'idée fait froid dans le dos aux Abkhazes, convaincus que le départ des Russes aboutirait tôt ou tard à une reprise de la guerre.

Mais elle semble admise, du moins formellement, par Moscou, au nom du respect de la souveraineté géorgienne. Alors que Tbilissi avait donné trois mois à la Russie pour retirer ses forces, le président Poutine a répondu le 12 octobre qu'il était prêt à le faire si Tbilissi prenait l'entière responsabilité de la situation.

UN ÉVÈNEMENT ARTISTIQUE
DANS UN DÉCOR FÉRIQUE



Les 10 et 11 novembre 2001, Fairmont Le Manoir Richelieu, en collaboration avec la galerie d'art du Manoir, présente la première édition du « Festival des Arts de Charlevoix ». Ce festival, situé dans le décor enchanteur du célèbre Manoir, permettra aux visiteurs de découvrir des artistes et des douces gastronomiques régionales. En effet, pendant deux jours, des artisans de Charlevoix, dont une douzaine d'artistes qui peindront sur place, en profiteront pour vous dévoiler tous leurs secrets et leurs techniques dans le cadre du Salon et des ateliers du Festival.

FORFAIT « FESTIF »

129\$*

PAR NUIT, POUR
DEUX PERSONNES

VOTRE FORFAIT COMPREND
l'hébergement pour une nuit pour deux personnes, petit déjeuner buffet ainsi que l'accès gratuit à tous les ateliers.

*Forfait d'une nuit en occupation double, chambre catégorie Fairmont. Disponible les 9 et 10 novembre 2001. Taxes en sus.

Pour de plus amples renseignements, connaître l'horaire du Salon et des ateliers, ou effectuer une réservation, composez le (418) 665-3703 ou 1 800 441-1414.

Fairmont
LE MANOIR RICHELIEU
181, RUE RICHELIEU, LA MALBAIE (QUÉBEC)
www.fairmont.com

Festival
des
ARTS
de Charlevoix

Des terroristes convoitent les armes nucléaires russes

■ MOSCOU - Des terroristes ont essayé par deux fois cette année d'accéder à des sites russes de stockage d'armes nucléaires, mais leurs tentatives ont été déjouées par les services de sécurité, a affirmé jeudi un haut responsable du ministère russe de la Défense, le général Igor Volynkine. Le responsable militaire, cité par les agences, n'a pas précisé quels étaient les groupes terroristes impliqués. Il a indiqué que ces tentatives avaient été déjouées au niveau de premières missions de reconnaissance. Il a par ailleurs indiqué que les mesures de sécurité avaient été renforcées sur tous les sites nucléaires du ministère de la Défense. « Les installations militaires dans lesquelles sont stockées les armes nucléaires sont conçues de manière à résister à une explosion atomique », a-t-il affirmé. « Une attaque directe, comme celle commise le 11 septembre aux États-Unis, ne nous fait pas peur », a-t-il ajouté. (AFP)

Poutine craint l'effritement de la coalition

■ MOSCOU - Le président russe Vladimir Poutine a mis en garde hier contre le risque de déstabilisation de l'opinion et de la coalition internationale contre le terrorisme, à l'issue de ses entretiens avec son homologue portugais Jorge Sampaio. « Nous ne devons permettre à personne de déstabiliser l'opinion publique et la coalition internationale » dans le cadre de l'opération menée en Afghanistan, a déclaré le président. En ce qui concerne l'Afghanistan, M. Poutine a réitéré sa volonté de voir succéder au régime des talibans un gouvernement reposant sur tous les groupes ethniques, y compris le plus nombreux, les Pachtones, dont sont issus les talibans. Le président russe, contrairement à Washington, estime qu'aucun taliban, pas même parmi les plus modérés, ne doit faire partie du futur gouvernement. Par ailleurs, MM. Poutine et Sampaio ont réaffirmé la volonté de leurs pays de voir l'ONU jouer un plus grand rôle à la fois dans la lutte contre le terrorisme et dans l'après-taliban. « Il sera important que l'Afghanistan puisse s'appuyer sur des pays comme le Tadjikistan, l'Iran, l'Ouzbékistan et le Pakistan, mais aussi sur l'Europe et les États-Unis, la Russie », a ajouté M. Poutine. « Enfin, nous notons la position du Portugal en faveur d'un rôle accru de l'ONU dans cette lutte antiterroriste. » (AFP)

ON CÉLÈBRE DANS TOUS NOS MAGASINS

VENTE D'OUVERTURE

12^e
Magasin

CHAISE
OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR OU EN GRIS

Ajustement
manuel de
la hauteur

29⁹⁹
PRIX SUG. 725

Ajustement
pneumatique
de la hauteur

39⁹⁹
PRIX SUG. 1145

CHAISE
OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU,
GRIS OU BOURGOGNE

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE
DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

129⁹⁹
PRIX SUG. 2485

CHAISE
OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU,
VERT OU BOURGOGNE

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE
DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

59⁹⁹
PRIX SUG. 1795

CHAISE
OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU,
VERT OU BOURGOGNE

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE
DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

79⁹⁹
PRIX SUG. 1615

CHAISE
OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU,
VERT OLIVE, CUIVRE OU GRIS

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE
DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
• DOSSIER AJUSTABLE

99⁹⁹
PRIX SUG. 2025

CHAISE
OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU OU GRIS

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
• DOSSIER AJUSTABLE

159⁹⁹
PRIX SUG. 2745

CHAISE
OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU OU GRIS

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
• DOSSIER AJUSTABLE

179⁹⁹
PRIX SUG. 3425

CHAISE OPÉRATEUR

DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT
OU GRIS
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE
DE LA HAUTEUR

59⁹⁹
PRIX SUG. 1795

CHAISE OPÉRATEUR

DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS,
VERT OU BOURGOGNE
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE
DE LA HAUTEUR

SANS BRAS
79⁹⁹
PRIX SUG. 1615

AVEC BRAS
99⁹⁹
PRIX SUG. 2025

FAUTEUIL
ERGONOMIQUE

DISPONIBLE EN NOIR, BLEU,
VERT OLIVE, CUIVRE OU GRIS
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE
DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
• DOSSIER AJUSTABLE

159⁹⁹
PRIX SUG. 2745

FAUTEUIL
ERGONOMIQUE

DOSSIER MOYEN, DISPONIBLE
EN NOIR, BLEU OU GRIS
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
• DOSSIER AJUSTABLE

179⁹⁹
PRIX SUG. 3425

POSTE
INFORMATIQUE

DISPONIBLE FINI CHêne DORÉ
• TIROIR-CLAVIER 36"
• DIMENSIONS :
56" L X 36" P X 50" H

99⁹⁹
PRIX SUG. 2365

POSTE
INFORMATIQUE

DISPONIBLE FINI TRUPE
SUR BASTIC
• TIROIR-CLAVIER 28"
• CAPACITÉ 20 CD
• ESPACE POUR CPU
• TABLETTE COULISSANTE
POUR IMPRIMANTE
• DIMENSIONS :
40" L X 23" P X 52" H

99⁹⁹
PRIX SUG. 2025

POSTE
INFORMATIQUE

DISPONIBLE FINI HÊTRE DORÉ
• TIROIR-FILTRE
• TIROIR-CLAVIER 32"
• TABLETTE COULISSANTE
POUR IMPRIMANTE
• CAPACITÉ 36 CD
• DIMENSIONS :
54" L X 24" P X 64" H

199⁹⁹
PRIX SUG. 3895

POSTE
INFORMATIQUE

DISPONIBLE FINI CENSER SUR NOIR
• TIROIR-CLAVIER 28"
• CAPACITÉ 18 CD
• ESPACE POUR CPU
• DIMENSIONS :
64" L X 24" P X 35" H

149⁹⁹
PRIX SUG. 3355

CD-R
IMATION
650 MB / 74 MIN

59⁹⁹

LAMPE DE
BUREAU

DISPONIBLE EN BLANC,
BLEU OU NOIR
SUR SATIN CHROME
• 23" DE HAUTEUR

19⁹⁹

CALCULATRICE
CASIO
AVEC IMPRESSION
2 COULEURS

39⁹⁹

ET RECEVEZ GRATUITEMENT
UNE CALCULATRICE DE
POCHE CASIO
D'UNE VALEUR DE 10\$

39⁹⁹

FOURNITURES DE BUREAU
Denis

12 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE

1415, BOUL. CHAREST OUEST,
QUÉBEC 682-3113

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES
OUVERT 7 JOURS
MAGASINEZ EN LIGNE :
WWW.DENIS.CA

LIVRAISON
GRATUITE**
MÊME LE SAMEDI

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 6 NOVEMBRE 2001. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. *ASSEMBLAGE REQUIS **TERRITOIRES LIMITÉS

LA GUERRE AU TERRORISME

Payer pour se faire rassurer

À prix fort, des renseignements sur des pays à risque sont recueillis et vendus par des agences privées aux grandes entreprises qui cherchent à éviter les ennuis

JACQUES CHARMELOT
Agence France-Presse

■ WASHINGTON — L'heure est à la peur depuis les attentats du 11 septembre aux États-Unis et pour ceux qui ont besoin de se protéger contre les dangers du monde, un homme qui les a côtoyés souvent peut être de bon conseil. Noel Koch est de ceux-là.

Dans son bureau de Potomac, une banlieue cossue de Washington, ce vétéran du Vietnam, ancien responsable du Département de la Défense, expert des opérations spéciales et du contre-terrorisme, fourbit l'arme qui a manqué à l'Amérique pour déjouer l'attaque la plus meurtrière de l'histoire: l'information.

Et il la vend aux entreprises qui cherchent à éviter les ennuis.

« Le terrorisme est dans tous les esprits, explique-t-il de sa voix posée, les affaires se portent bien. »

L'homme a de quoi rassurer. Les cheveux gris, coupés ras, révèlent l'ancien militaire. Les yeux sont calmes et froids. Et son visage, qui sourit rarement, affiche la tranquillité de quelqu'un que rien ne peut surprendre.

Il compte parmi ses clients les responsables de la sécurité des plus

grandes entreprises américaines. Son service en ligne Transecur leur fournit quotidiennement, pour un coût annuel pouvant aller jusqu'à 15 000 \$, une évaluation des risques dans les pays où ces entreprises sont actives.

**Un abonnement annuel
au service peut coûter
jusqu'à 15 000 \$**

En tout, plus de 160 dossiers, de la Colombie à la Turquie, en passant par l'Indonésie et la Russie, mis à jour en permanence et qui répondent aux moindres préoccupations d'un entrepreneur prudent.

« Les entreprises américaines ont dû admettre l'idée que le terrorisme

est là pour longtemps et qu'elles ne sont plus simplement des spectateurs », explique Robert Disney, responsable des risques internationaux pour la Société américaine de sécurité industrielle (ASIS).

Toutefois, souligne-t-il, elles font encore confiance à des méthodes traditionnelles, comme une meilleure surveillance de leurs bâtiments ou des contrôles approfondis sur les embauches.

Mais, note Robert Disney, « il y a maintenant une forte prise de conscience que les entreprises ont besoin de mesurer les risques éventuels dans les pays étrangers où elles sont présentes ».

PRÉCURSEUR

Dans ce domaine, Noel Koch fait figure de précurseur. Depuis des années, il s'intéresse à ce phénomène qui périodiquement frappe les Américains mais qu'ils donnent l'impression d'oublier aussi vite: la violence terroriste.

« Nous avons eu quelques moments difficiles mais c'était encore supportable », explique Noel Koch, dont le bureau est orné de sabres et de couteaux rapportés de séjours en Afrique.

Assis dans un fauteuil de Transecur, la compagnie qu'il a fondée en 1986, il évoque quelques-uns des épisodes de l'histoire tourmentée des États-Unis dans ce domaine, notamment au Moyen-Orient.

Ainsi fut-il chargé de tirer les leçons des attaques menées en 1983 contre l'ambassade des États-Unis à Beyrouth et, six mois plus tard, contre le campement des marines dans la banlieue de la capitale libanaise.

« J'ai fâché beaucoup de monde », assure-t-il sans montrer le moindre regret.

À l'époque, comme le 11 septembre dernier, il avait insisté sur le manque d'informations qui auraient pu aider à prévenir ces tragédies.

IMPUISSANCE

Après les récents attentats, une des premières critiques formulées dans la presse fut l'impuissance des services de renseignements à détecter les signes annonciateurs du drame.

Noel Koch est de ceux qui ont la

dent dure contre la CIA, l'Agence américaine de renseignement (CIA), dont il voudrait voir le quartier général de Langley, en Virginie, remplacé par un jardin public.

RÉSEAU

Il reconnaît que ses quinze analystes et son réseau de contacts dans le monde font le même travail que l'énorme machine qui emploie 16 000 agents et coûte plus de trois milliards \$ par an aux contribuables amé-

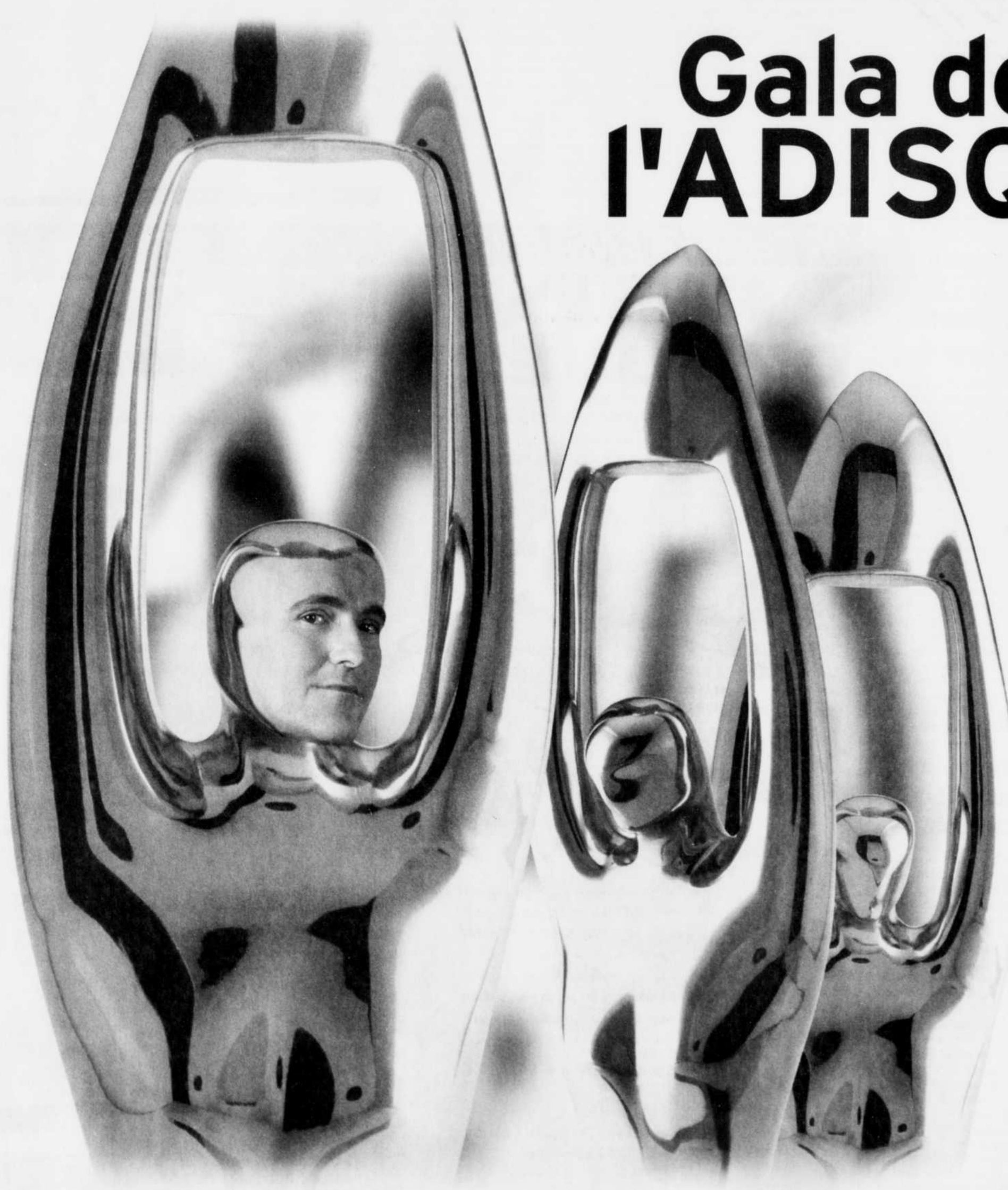
ricains. Seulement, affirme-t-il, son équipe de spécialistes travaille mieux.

« Les informations que nous trouvons grâce à nos sources accessibles à tous sont plus utiles et plus sûres que les racontars que l'on appelle renseignements », assure-t-il.

Si cette privatisation du renseignement et de l'analyse des risques « en est encore aux balbutiements », assure Robert Disney, le désir des entreprises de se protéger lui assure un avenir brillant.

« Elles voudront toujours en savoir plus », dit-il.

Plus de
160 dossiers
sont mis
à jour en
permanence



demain 19h30

Animation : Guy A. Lepage

Réalisation : Alain Chicoine



ICI Radio-Canada

radio-canada.ca/adisq



Le désarmement de l'IRA, cette semaine, n'a pas seulement relancé un processus de paix paralysé, mais aussi la carrière politique de l'insubmersible David Trimble.

Le Houdini de la politique nord-irlandaise prépare son retour

La réélection à l'UUP du premier ministre David Trimble devrait être entérinée aujourd'hui

■ BELFAST (AFP) — Quatre mois après avoir démissionné pour protester contre l'absence de désarmement de l'IRA, le premier ministre unioniste David Trimble, véritable Houdini de la politique nord-irlandaise, a gagné son pari et préparait hier son retour à la tête de l'exécutif provincial.

Celui dont la mort politique a été si souvent annoncée devrait, sauf surprise de dernière minute, recevoir aujourd'hui le feu vert des instances dirigeantes de son parti unioniste d'Ulster (UUP).

Puis, la semaine prochaine, l'assemblée de Belfast se réunira pour réélire les chefs de son exécutif bicéphale, consacrant ainsi, selon le scénario le plus probable, le énième retour à l'avant-scène de David Trimble, doublé cette fois d'une authentique victoire personnelle.

Car si les attentats du 11 septembre ont de l'avis général changé la donne en Irlande du Nord, le coup de poker politique de M. Trimble — sa démission début juillet, suivie de celle de ses trois ministres mi-octobre — a porté ses fruits.

Dans un geste historique, l'Armée républicaine irlandaise a annoncé mardi qu'elle avait commencé son désarmement comme les unionistes, David Trimble en tête, le réclamaient à cor et à cri depuis trois ans.

HABILE ÉQUILIBRISTE

Cette décision sans précédent n'a pas seulement permis de relancer un processus de paix paralysé sur la question du désarmement. Elle a éga-

lement relancé la carrière politique de l'insubmersible David Trimble, souvent comparé au magicien Houdini pour sa capacité à se sortir in extremis d'impasses apparemment inextricables.

En fait, David Trimble évoque plutôt un habile équilibriste ayant réussi à faire cohabiter les unionistes modérés favorables au partage du pouvoir avec les catholiques, et les purs et durs qui, jusque dans son propre parti, hurlent à la trahison.

C'est cette impressionnante flexibilité politique qui avait permis au jeune David Trimble, entré en politique à l'âge de 29 ans dans les rangs du parti unioniste extrémiste Vanguard, de devenir, un quart de siècle plus tard, l'un des artisans des accords de paix historiques d'avril 1998.

Lorsqu'il accède à la tête de l'UUP en 1995, cinq ans après son premier mandat à Westminster, seuls les unionistes les plus radicaux connaissent bien ce juriste austère, enseignant à la Queens University de Belfast, qui milite depuis l'adolescence dans les organisations de l'extrême droite du parti.

À 56 ans, ce père de quatre enfants est aujourd'hui l'un des hommes politiques les plus respectés d'Irlande du

Nord : chef d'un exécutif semi-autonome biconfessionnel où il côtoie les anciens ennemis d'hier, député, dirigeant de la première formation unioniste, l'UUP. Et lauréat d'un prix Nobel de la paix 1998 qu'il partage avec son alter ego catholique John Hume.

Brisant un véritable tabou, David Trimble avait accepté de négocier pour la première fois avec la « bête noire » du camp unioniste : le Sinn

En démissionnant début juillet, Trimble savait qu'il jouait à quitte ou double

Féin, l'aile politique de l'IRA.

Un courage politique qui lui vaudra la rancune tenace de la moitié des élus de son propre parti, furieux de voir la cause unioniste selon eux bradée aux terroristes républicains.

Piètre orateur dépourvu de charisme, travailleur infatigable que l'on dit

froid et irascible, Trimble a donc progressivement durci le ton, notamment sur la question du désarmement de l'IRA, pour donner des gages à l'aile dure de son parti. Et ainsi éviter le putsch dont les membres de cette aile le menacent régulièrement.

En démissionnant début juillet, M. Trimble savait qu'il jouait à quitte ou double. L'émotion vive qui se lisait dans sa voix et son regard, lorsqu'il a annoncé mardi qu'il était prêt à reprendre son poste, trahissait aussi le soulagement d'un dirigeant donné pour fini, politiquement, il y a quelques mois encore.

Pour autant, les élus les plus virulents de l'UUP, qui exigent un engagement à long terme de l'IRA en matière de désarmement, ne devraient pas manquer de faire entendre leur voix lors de la réunion du parti aujourd'hui. Et leur feu vert probable au retour de M. Trimble devrait être tout sauf un chèque en blanc.

La Maison Renaud

vous propose
l'assiette à soupe gratuite

à l'achat d'un
couvert signé

Noritake



Offre valide
sur une sélection
de modèles
jusqu'au 7 décembre

RÉNOVATIONS EN TÊTE ?

La SCHL ne vous laissera pas en plan

Qu'il s'agisse de votre cuisine, de votre salle de bain, de votre sous-sol ou de tout autre projet, il est important de bien planifier vos travaux afin de vous éviter bien des mauvaises surprises.



À la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), nous sommes là pour vous guider en vous offrant GRATUITEMENT des informations objectives et fiables.

Obtenez le guide *Avant de rénover* ainsi que les feuillets *Votre maison* en vous rendant simplement à l'adresse Internet ci-dessous ou en nous téléphonant dès aujourd'hui.

Alors n'hésitez pas, contactez-nous !

www.schl.ca

1 800 668-2642 (demandez le poste 200)

Du lundi au dimanche,
de 7 h à 21 h. (Heure de l'est)



AU COEUR DE L'HABITATION
Canada



Service de Qualité

BIENVENUE
MÊME LE SOIR

POUR MIEUX VOUS SERVIR,
NOUS PROLONGEONS NOS
HEURES D'OUVERTURE !

Maintenant, pour mieux vous accommoder,
notre aire de service est ouverte les soirs
de semaine. Nos heures d'ouverture sont :

| Heures d'ouverture | de | à |
|--------------------|------|-------|
| LUNDI | 7h30 | 3h am |
| MARDI | 7h30 | 3h am |
| MERCREDI | 7h30 | 3h am |
| JEUDI | 7h30 | 3h am |
| VENDREDI | 7h30 | 17h |

AutoCollection de Québec
Votre concessionnaire Ford à Québec

175, rue Marais, Vanier
683-4451

Le droit d'expression de Milosevic en filigrane de sa nouvelle comparution

LA HAYE (AFP) — Slobodan Milosevic comparaitra lundi devant le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye pour une troisième audience publique

dont le principal enjeu pourrait être les limites de son droit d'expression.

La procureure Carla Del Ponte a été très claire: il n'est pas question de laisser M. Milosevic se lancer dans les mêmes tirades politiques qui ont marqué ses deux premières comparutions, l'été dernier. « Je veillerai à ce qu'il ne refasse pas son *show* devant la cour. J'en ai assez des discours politiques de Milosevic », a-t-elle confié.

L'ancien chef de l'État yougoslave est inculpé pour sa responsabilité dans le conflit du Kosovo et aussi pour son rôle dans la première partie du conflit en Croatie, en 1991 et 1992.

La comparution de lundi a, en principe, un double objectif: faire le point de la procédure sur le dossier du Kosovo et l'informer officiellement, comme le

prévoit le règlement du tribunal, des nouvelles charges qui pèsent contre lui dans le dossier croate.

L'audience risque de durer plusieurs heures. M^{me} Del Ponte n'a pas caché son intention de faire lire l'intégralité des actes d'accusation. Pour le procureur, il s'agit de mettre Slobodan Milosevic en face de ses crimes et de l'empêcher ainsi de transformer le TPI en tribune politique.

En vertu du règlement, ce n'est pourtant pas à elle, mais aux juges de déterminer les limites que M. Milosevic ne doit pas dépasser et celles-ci ne sont pas absolument évidentes.

Richard Dicker, directeur chargé de la justice à l'organisation Human Right Watch, estime que, même à ce stade préliminaire avant le procès, M.

Milosevic est en droit de faire des déclarations politiques s'il juge que les charges pesant contre lui sont politiques. « Si Milosevic pense que sa défense doit être politique, alors il devrait être autorisé à faire valoir ce point de vue, dans les limites du raisonnable », note M. Dicker.

Lors des deux précédentes audiences, le président de la Chambre, le Britannique Richard May, avait coupé à plusieurs reprises le microphone de l'ancien président, une pratique que M. Milosevic avait jugée peu « civilisée ».

« À chaque fois que le juge lui a coupé le micro, c'est parce qu'il était hors sujet, parce qu'il ne répondait pas aux questions », note Christian Chartier, porte-parole du TPI.

Un référendum est jugé inévitable au Monténégro

■ BELGRADE (AFP) — Les présidents yougoslave et monténégrin, Vojislav Kostunica et Milo Djukanovic, sont convenus hier à Belgrade qu'un référendum sur l'indépendance du Monténégro était désormais inéluctable, après avoir fait état de la persistance de leurs divergences sur l'avenir de la Fédération.

« Nous avons tenté aujourd'hui de rapprocher nos deux plates-formes, mais avons conclu qu'une telle approche n'était pas possible. Ce qui est prévisible, c'est que la population du Monténégro se prononce sur cette question », a déclaré le président Kostunica.

AU PRINTEMPS

« Nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'il n'était plus nécessaire de développer nos arguments respectifs et de perdre du temps (...), nous devrions engager dans les prochaines semaines le dialogue avec l'opposition monténégrine pour l'organisation d'un référendum (...) qui pourrait avoir lieu au printemps prochain », a de son côté souligné M. Djukanovic.

Les deux hommes venaient de prendre part à de nouveaux entretiens sur l'avenir de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), qui regroupe la Serbie et le Monténégro.

Le vice-premier ministre yougoslave, Miroljub Labus, le premier ministre de Serbie, Zoran Djindjic, et le premier ministre du Monténégro, Filip Vujanovic, ont également participé à ces discussions.

OPPOSITION DE BELGRADE

La volonté d'indépendance de M. Djukanovic se heurte à l'opposition de Belgrade, de la communauté internationale et de près de la moitié de la population au Monténégro, qui soutiennent une redéfinition des relations au sein de la RFY.

Le président monténégrin refuse de reconnaître les autorités fédérales yougoslaves et prône l'indépendance de sa république (650 000 habitants), qui forme depuis avril 1992, avec la Serbie (10 millions avec le Kosovo), la Fédération.

Un rapprochement est impossible, ont conclu les présidents yougoslave et monténégrin à l'issue de la rencontre d'hier

M. Kostunica a pourtant affirmé après la rencontre d'hier qu'il était « encore davantage convaincu que l'état commun allait survivre ». « Je pense que l'État commun va survivre, même après un référendum », a-t-il dit.

Le président yougoslave a alors évoqué des liens économiques, historiques, culturels, « mais également les messages de plus en plus forts venant de Bruxelles, qui suggèrent qu'une intégration européenne ira beaucoup plus facilement par l'entremise d'un État commun de la Serbie et du Monténégro ».

M. Djukanovic a pour sa part souligné qu'un « dialogue entre Belgrade et Podgorica serait nécessaire (...), même dans le cas d'une consultation électorale pour l'indépendance du Monténégro, afin de définir les relations et régler des questions pratiques » entre les deux républiques.

LA SERBIE NE PARTICIPERA PAS À LA CAMPAGNE

Le premier ministre de Serbie, M. Djindjic, a quant à lui déclaré que son gouvernement ne comptait « pas participer à la campagne du référendum ».

« Mais, a-t-il ajouté, nous expliquerons aux citoyens du Monténégro pourquoi nous soutenons l'idée d'une préservation de la RFY. »

Le Monténégro préconise une séparation de la Serbie pour créer ensuite une union de deux États indépendants et internationalement reconnus, ayant chacun leur siège à l'ONU.

M. Kostunica a toujours refusé et insisté sur le maintien de la Fédération tout en proposant un renforcement de l'autonomie des deux républiques.

Plusieurs rounds de négociations sur ce dossier se sont soldés par un échec depuis le début de l'année.

Que celui qui
peut offrir une
assurance habitation
sur mesure
se manifeste



Nos agents sont présents dans plus de 400 caisses Desjardins au Québec.

Présents pour vous écouter et vous conseiller comme personne.

C'est pourquoi ils vous offrent maintenant une assurance habitation sur mesure. Vous ne payez que pour les protections dont vous avez réellement besoin.

Téléphonez à votre caisse ou composez le 1 888 ASSURANCE pour en parler!

www.assurancegenerale.desjardins.com



Desjardins

Assurances générales
des caisses Desjardins

Les Albanais de Macédoine reconnus comme peuple

Sylvie Groult
Agence France-Presse

■ SKOPJE — Le haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, Javier Solana, a annoncé hier, à Skopje, qu'un accord avait été conclu sur la formulation du préambule de la Constitution macédonienne, où les Albanais seront reconnus comme un « peuple » et non comme une minorité.

Cet accord sur le point de blocage majeur entre partis albanais et macédoniens devrait permettre, selon M. Solana, l'adoption rapide de l'ensemble des amendements constitutionnels prévus par l'accord de paix d'Ohrid, signé le 13 août par les chefs des partis politiques pour mettre fin au conflit avec la guérilla albanaise.

« Il y a un accord. Je pense que nous avons surmonté les difficultés sur le préambule de la Constitution », a déclaré M. Solana à l'issue d'une nouvelle journée de médiation entre les chefs des quatre grands partis politiques, macédoniens et albanais, et le président Boris Trajkovski.

Le chef de l'un des deux partis albanais, le PDP, Imer Imeri, s'est cependant démarqué de ces déclarations, soulignant que son parti devait « décider dans les jours à venir » s'il donnait son aval au texte.

La formulation du préambule de la nouvelle Constitution représentait le

principal point de blocage pour l'adoption des réformes découlant de l'accord d'Ohrid, les Macédoniens refusant d'abandonner la référence au « peuple macédonien » et craignant une remise en cause de la souveraineté nationale.

Alors que l'accord prévoyait de faire de la Macédoine un « État de citoyens », sans mention des communautés ethniques qui le composent, M. Trajkovski avait soumis une nouvelle formulation, rejetée par les Albanais, qui énumérait la liste des minorités sans pour autant les nommer en tant que « peuples » constitutifs de l'État macédonien.

Selon un communiqué de la présidence macédonienne, le futur préambule énumère comme suit « les citoyens de la République de Macédoine, le peuple macédonien, de même que les citoyens vivant à l'intérieur des frontières (de la Macédoine), qui font partie du peuple albanais, du peuple turc, du peuple vlak, du peuple serbe, du peuple rom et autres... ».

VISIONS DIVERGENTES

Selon la présidence, le texte a été approuvé par les quatre chefs de partis: deux macédoniens, le VMRO-DPMNE (nationaliste) et le parti social-démocrate SDSM, et deux albanais, le Parti démocratique des Albanais (DPA) et le Parti pour la démocratie et la prospérité (PDP).

Le chef du PDP a cependant affirmé que son parti « n'avait pas encore com-

plètement donné son accord. La direction du parti doit décider dans les jours à venir », a déclaré M. Imeri à l'AFP, soulignant que « l'on entrerait à présent dans une modification de l'accord d'Ohrid », alors que les partis albanais ont toujours réclamé son adoption à la lettre par le Parlement, destiné à revaloriser les droits de leur communauté (un quart à un tiers des deux millions d'habitants).

Pour M. Solana, il ne fait désormais « aucun doute que l'ensemble des amendements va être approuvé » par le Parlement, qui avait une nouvelle fois hier suspendu ses débats sur la révision constitutionnelle, et dont les travaux accusent plus d'un mois de retard sur le calendrier initial.

Les deux partis macédoniens, bien que signataires de l'accord d'Ohrid, se sont toujours opposés à toute disposition qui pourrait faire de la Macédoine un État binational, des réticences exprimées par une partie des députés depuis l'ouverture des débats parlementaires en septembre. « Un État binational est inacceptable, tout comme un partage de la souveraineté », a réaffirmé hier, avant l'annonce de l'accord, le chef du SDSM, Branko Crvenkovski.

Il a jugé « inacceptable en Macédoine une formulation dans laquelle les Albanais seraient mentionnés comme peuple (...) et qui signifierait un danger de désintégration de l'État ».

Il s'agissait d'un point de blocage important de l'accord de paix

Choisissez • Parlez • Découvrez • Surfez • Jouez • Vivez

Solde d'automne
OFFRES POUR UNE DURÉE LIMITÉE

allez-y

Gardez la ligne!

Ne ratez pas les offres formidables de notre solde d'automne. Obtenez un téléphone cellulaire à un prix imbattable pour une durée limitée!



V2267 de Motorola

- Téléphone cellulaire bimode
- Incluant deux couvercles souples PhoneWrapSM
- Mémoire pouvant enregistrer jusqu'à 99 numéros de contact (une valeur de 99\$)

0\$*



QCP-2035 de Kyocera

- Téléphone cellulaire trimode
- 15 signaux d'appel audibles et alerte par vibration
- Mémoire pouvant enregistrer jusqu'à 200 numéros de contact (une valeur de 169\$)

0\$*



SCH-3530 de Samsung

- Téléphone cellulaire bimode
- Composition à commande vocale et module d'enregistrement vocal
- Mémoire pouvant enregistrer jusqu'à 199 numéros de contact (une valeur de 179\$)

0\$*

*Après la remise postale (taxes applicables avant la remise et les offres promotionnelles). Offre valable du 15 octobre au 4 novembre 2001 seulement avec un nouveau contrat de service de Bell Mobilité de 24 mois applicable à un plan postpayé d'au moins 25\$/mois.

Il faut le voir pour le croire!

Grattez et gagnez! Recevez une carte à gratter à l'achat d'un système de télé numérique par satellite de Bell ExpressVu et obtenez un accessoire pour seulement 10¢!

Système de télé numérique par satellite Bell ExpressVu 3120



10¢

- Prises téléphoniques sans fil
- Housse de protection pour antenne
- Trousse Télé à la carte
- Éliminateur de surtension

945\$ /mois pour 24 mois*

99\$

*Offre valable jusqu'au 4 novembre 2001. Une carte à gratter par nouvelle activation seulement jusqu'à épuisement des stocks. **Basé sur le prix régulier de 199\$; n'inclut pas le coût de la programmation mensuelle. ***Crédit de programmation d'une valeur de 300\$ applicable à toute nouvelle activation au forfait Ultra.

Ce week-end seulement!

UNE VALEUR DE PLUS DE 100\$



Achetez une trousse de démarrage Sympatico Édition haute vitesseSM de Bell pour seulement 10¢ et obtenez 2 mois d'accès*, une trousse d'auto-installation gratuite et un guide Internet Sympatico gratuit!

10¢

Service Internet Sympatico Édition Haute VitesseSM de Bell

Une offre par personne seulement, là où la technologie le permet. Offre valable du 26 au 28 octobre 2001 pour les nouveaux clients résidentiels qui achètent une trousse et s'abonnent au service en magasin. Frais uniques d'activation de 29,95\$ présentement annulés. * Frais mensuels de 19,95\$ applicables à compter du 3e mois. ** Service d'installation par un technicien disponible au coût de 99\$; n'inclut pas le coût d'une éventuelle reconfiguration du câblage.

Lévis
Galeries Chagnon
(418) 833-3848

Québec
1171, boul. Charest Ouest
(418) 687-2121

1100, rue Bouvier, bureau 350
(418) 627-6000

Les Galeries de la Capitale
(418) 627-2555

Place Fleur-de-Lys
(418) 529-9292

Ste-Foy
2785, boul. Laurier
(418) 650-1000

Place Laurier
(418) 658-8678

Toutes les offres sont sujettes à certaines conditions, peuvent être modifiées sans préavis et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Disponibles dans les magasins Espace Bell participants seulement jusqu'à épuisement des stocks (nous réservons le droit de limiter les quantités). Les produits peuvent différer du modèle illustré. Détails en magasin. Sympatico et Sympatico Édition haute vitesse sont des marques déposées de Bell Canada; le service est offert là où la technologie le permet. PhoneWrap est une marque déposée de Motorola.

Espace Bell

6/19

Tirage de 50 BMW 325i* au total. Du 13 au 27 octobre 2001.
*Voir le règlement du tirage des lots bonis chez votre détaillant Loto-Québec.

Info-Québec

18+

En plus du gros lot de 2 000 000 \$, 10 BMW* en lots bonis au prochain tirage.

L'Ouest devra se protéger, dit un prix Nobel d'économie

Les attentats ont compromis la mondialisation, souligne James Buchanan

■ MONTRÉAL (PC) - James Buchanan, lauréat du prix Nobel d'économie en 1986 et l'un des inventeurs de la formule de péréquation, il y a 50 ans, a assené un sérieux coup de Jarnac à la mondialisation en déclarant jeudi à Montréal que les événements du 11 septembre ont tout changé.

Les pays de l'Ouest sont désormais trop vulnérables pour demeurer ouverts à tout le monde sur cette planète, a-t-il dit, et ils devront appliquer certaines politiques discriminatoires non seulement en économie mais aussi dans les domaines de l'immigration, du tourisme, des programmes pour étudiants étrangers, etc.

Cette discrimination, a-t-il ajouté devant quelques journalistes, devrait s'appliquer à tous les pays arabes, y compris l'Égypte, qui est un pays pivot parmi les alliés des États-Unis au Pro-

che-Orient. Cette discrimination devrait être appliquée de manière à ne pas nuire aux intérêts des pays de l'Ouest, ce qui signifie sans doute des cas d'exception, pour le pétrole par exemple.

L'opinion de M. Buchanan va cependant tout à fait dans le sens contraire de celle exprimée mercredi par Allan Greenspan, président de la Réserve fédérale, selon qui il faut plus que jamais abolir les frontières tarifaires et poursuivre l'intégration des économies.

M. Buchanan, qui était le conféren-

cier invité à un colloque sur la péréquation, a tenu ces propos sur la mondialisation au cours d'une période de questions qui a suivi sa présentation.

Éminent professeur américain, titulaire de 12 doctorats honorifiques et auteur d'une quarantaine de livres, sans compter d'innombrables publications universitaires, M. Buchanan a mentionné qu'avant le 11 septembre, il aurait tenu un autre discours à propos de la mondialisation et aurait soutenu qu'il fallait aller vers davantage d'ouverture et d'intégration.

Les actes terroristes de New York et d'ailleurs l'ont convaincu du contraire.

« L'Ouest est différent, il faut reconnaître cela, et nous sommes très vulnérables. C'est clair qu'il y a un secteur qui ne veut pas jouer le jeu », a-t-il lancé.

EN BREF

101 coups de canons pour la future reine des Belges

■ BRUXELLES - Cent un coups de canon ont commencé à être tirés hier, à midi précise, dans Bruxelles pour célébrer la naissance de la princesse Élisabeth, fille du prince héritier Philippe et de son épouse Mathilde, et probable future reine des Belges. La batterie d'artillerie, dans le Parc royal de Bruxelles, était placée depuis le 15 octobre en état d'alerte afin d'être prête pour le jour J. À raison d'un coup de canon toutes les 30 secondes, la cérémonie devait durer près d'une heure, en présence de nombreux Bruxellois venus assister à l'événement. La princesse Élisabeth est née dans la nuit de jeudi à hier dans un hôpital de Bruxelles, avec deux semaines d'avance. Un registre de félicitations a été ouvert pour la population au Palais royal, tandis que les messages officiels affluaient pour saluer la naissance princière. La petite princesse a déjà dans son site Internet officiel, www.princesse-elisabeth.be. (AFP)

CNN diffusera l'enquête sur le bon D^r Shipman

■ MANCHESTER - La chaîne américaine CNN a été autorisée cette semaine à diffuser en direct des images de l'enquête publique qui tente de comprendre comment le docteur Harold Shipman, soupçonné d'avoir assassiné plusieurs centaines de ses patients, a pu perpétrer de tels crimes. Le juge Janet Smith, responsable de l'enquête, a accepté la demande de la chaîne internationale. CNN pourra ainsi filmer l'enquête à compter du printemps 2002. Cette enquête ne vise pas à rejurer Harold Shipman, condamné à perpétuité en janvier 2000 pour le meurtre de 15 de ses patientes. L'objectif est de tenter de comprendre comment ce médecin de famille avait pu échapper totalement et aussi longtemps à la vigilance de la police et des services de santé. Janet Smith et son équipe enquêtent sur plus de 400 décès suspects survenus pendant les 25 années de pratique du « bon docteur Shipman ». (AFP)

Jusqu'au 2 novembre 2001



ACHETEZ 12 BOUTEILLES DE
VOTRE CHOIX ET OBTENEZ-EN
UNE 13^e GRATUITEMENT.

La bouteille offerte gratuitement sera la moins chère des treize.

18+

La modération
a bien meilleur goût.

EducValcool

SAQ

Au plaisir!

www.saq.com

18 ans et plus. Titulaires de permis et Comptoirs Vin en vrac exclus. La bouteille offerte gratuitement est toujours la moins chère de l'ensemble d'une même transaction, après application de tous les rabais. Cette promotion s'applique par tranche d'achat de 13 bouteilles de tout format. Achats non cumulatifs. Cette promotion est applicable sur tous les produits à l'exception des chèques-cadeaux. Quantités limitées.



GAZ À EFFET DE SERRE

Nouvelle réunion pour consolider l'accord de Kyoto

Le protocole en bref

■ MARRAKECH (AFP)—Cent quatre-vingts pays se retrouvent lundi à Marrakech, au Maroc, pour verrouiller «l'accord de Bonn», qui avait ressuscité en juillet le protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, quatre mois après avoir été déclaré «mort» par les États-Unis.

La réunion, au niveau des hauts fonctionnaires, puis des ministres de l'Environnement (qui se tiendra, elle, du 7 au 9 novembre), sera la première conférence climat de l'ONU en Afrique et dans un pays arabe et l'une des rares à ne pas avoir été annulées ou retardées après les attentats du 11 septembre aux États-Unis.

LES É.-U. SONT LÀ

Les États-Unis y participeront en tant que partie à la Convention climat de Rio (1992) dont le protocole (1997) complète les dispositions. Ils seront représentés à nouveau par leur sous-secrétaire d'État aux Affaires mondiales, Paula Dobriansky. Mais ils ne présenteront aucune solution de rechange à Kyoto, le groupe de travail spécialisé de la Maison-Blanche ne s'étant plus réuni depuis le 11 septembre, selon des diplomates européens.

La conférence doit boucler, en res-

pectant le marchandage politique de Bonn, des textes juridiques en négociation depuis des années pour fixer les modalités d'application de Kyoto. Technique, mais aussi très politique, elle doit consolider les chances de Kyoto d'entrer en vigueur sans les Américains, aucun grand pays n'ayant ratifié l'accord dans l'attente de ses tenants et aboutissants.

Si l'Union européenne a lancé officiellement cette semaine son processus de ratification et le gouvernement japonais planche sur le dossier, la position de la Russie reste «assez incertaine», d'après des sources est-européennes.

Or, le Japon et la Russie détiennent désormais les clés d'une entrée en vigueur de Kyoto sans les États-Unis, compte tenu des clauses de ratification du document.

180 pays examinent à Marrakech les possibilités d'aller de l'avant sans les Américains

Le point le plus difficile des négociations portera sur le système de contrôle international des engagements. Les Européens s'opposent à toute tentative des alliés traditionnels des États-Unis dans les pourparlers climatiques

(Canada, Australie, Japon, Russie) de remettre en cause le compromis conclu à l'arraché sur ce point entre les ministres à Bonn.

La pierre d'achoppement porte sur le caractère juridiquement contraignant ou non du système, en particulier des pénalités applicables en cas de violation des engagements, dont ne voulaient pas entendre parler Japon, Australie et Russie.

Le compromis de Bonn avait consisté à reporter après l'entrée en vigueur du protocole la décision sur la valeur juridique du système.

La conférence devra valider aussi les trois autres volets du marchandage: large prise en compte des «puits de carbone» (stockage des gaz à effet de serre par les forêts et les terres cultivées), recours aux échanges de droits d'émission et promesses financières des pays riches pour aider les pays en développement à combattre le changement climatique et à s'adapter à ses conséquences.

La Russie devrait exiger à nouveau un doublement de l'allocation de «puits» qui lui a été octroyée à Bonn. Si elle abandonne cette revendication, elle pourrait obtenir satisfaction sur le démarrage rapide d'un mécanisme qui permettra à un pays riche d'obtenir des crédits d'émission en réalisant un projet d'efficacité énergétique dans les économies en transition.

□ Le protocole de Kyoto impose à 39 pays occidentaux et est-européens de réduire en 2008-2012 de 5,2% en moyenne leurs rejets de gaz à effet de serre par rapport à 1990.

□ Le protocole a été rejeté en mars par les États-Unis, premiers pollueurs planétaires avec le quart des rejets mondiaux de CO₂ (gaz carbonique), parce qu'ils jugent leur engagement trop contraignant.

□ L'accord vise six gaz: CO₂, méthane (CH₄), protoxyde d'azote (N₂O), hydrofluorocarbones (HFC), hydrocarbures perfluorés (PFC) et hexafluorure de soufre (SF₆).

□ Les réductions sont différenciées: 7% pour les États-Unis, 6% pour le Japon, 0% pour la Russie et 8% pour l'Union européenne. Les quinze se sont réparti l'effort (-21% Allemagne, -12,5% Royaume Uni, -6,5% Italie, 0% France, +15% Espagne). Ils se sont engagés à le faire pour le 14 juin 2002 avec la Commission européenne, signataire du protocole.

□ Adopté le 12 décembre 1997 par 159 pays à Kyoto, au Japon, le protocole a été signé par la suite par 84 pays, dont les États-Unis, en novembre 1998. Il a été ratifié jusqu'ici par 40 pays, dont un seul doit diminuer ses rejets polluants, la Roumanie. Les autres sont

des pays en développement auxquels le protocole impose seulement des inventaires d'émissions.

□ Pour entrer en vigueur, le protocole doit être ratifié par 55 pays représentant au moins 55% des émissions de CO₂ du monde développé en 1990. Ce pourcentage est difficile à atteindre depuis la défection des États-Unis (36,1% des émissions de référence) et l'accord avait été jugé moribond après la décision américaine. Il peut cependant être obtenu si l'UE (24,2% des émissions de référence) et ses alliés d'Europe centrale (7,4%) obtiennent le concours du Japon (8,5%) et de la Russie (17,4%).

□ La dernière conférence en juillet à Bonn a sauvé le protocole d'une mort annoncée.

□ Les conférences se déroulent dans le cadre du suivi de la Convention cadre de l'ONU sur les changements climatiques. Les États-Unis y participent de plein droit. Ils ont en effet ratifié la Convention deux ans après avoir signé ce premier accord climatique au sommet de la Terre à Rio en 1992. Ils reprochent au protocole de dispenser des pays comme la Chine et l'Inde de réductions obligatoires de leurs émissions polluantes et de créer ainsi des distorsions de concurrence. (AFP)

C'EST ENCORE MIEUX
QUAND C'EST MEILLEUR!

L'ÉVÉNEMENT «LE MEILLEUR DE NISSAN»

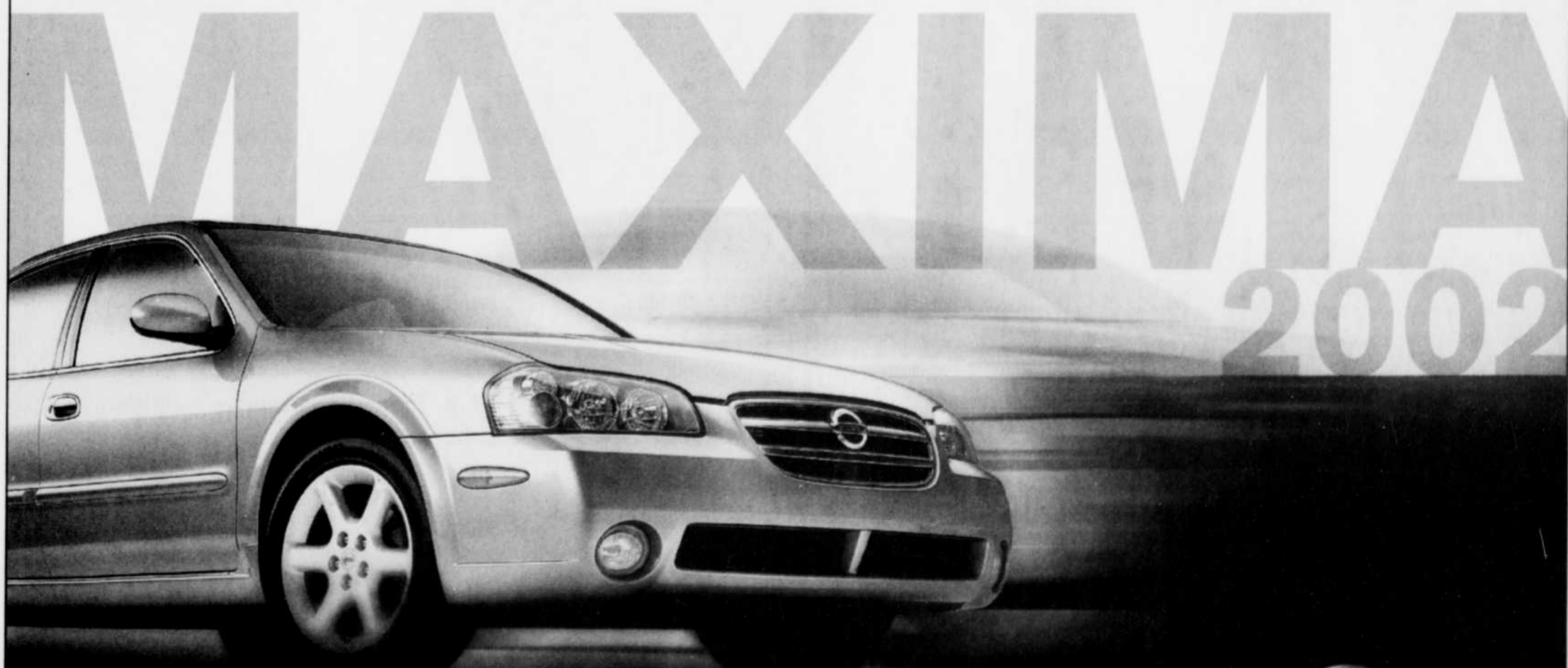
399\$
/mois*

0\$ acompte disponible
Transport et préparation inclus!

LE MIEUX C'EST D'EN PROFITER!

• Transmission automatique • Sièges avant chauffés • Radio AM/FM/CD avec 6 haut-parleurs, 120 watts • Climatiseur avec régulateur automatique • Freins ABS et à disque aux 4 roues • Moteur V6 de 255 chevaux • Système antivol et antidémarrage avec clé à puce • Assistance routière 24h

4,8%
financement
à l'achat!**



TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour la Maxima GXE 2002 (U4RG72 AA00). Acompte ou échange équivalent de 3995\$. Limite de 24000 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 4,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. TOUJOURS PLUS LOIN et le logo NISSAN sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

Un autre nationaliste corse assassiné

AJACCIO (AFP) — Un nationaliste corse, considéré comme un proche de l'ancien leader François Santoni, a été tué par balles hier matin à Bonifacio (Corse du Sud) par des inconnus qui ont pris la fuite, a-t-on appris des gendarmes.

Nicolas Gros, un pâtissier de 32 ans, a été abattu vers 6 h 45, alors qu'il venait de monter dans son véhicule dans l'enceinte de sa propriété, située à la sortie de la ville de l'extrême-sud de l'île, pour se rendre à une partie de pêche, selon les premiers éléments de l'enquête. Il a été atteint par des balles de calibre 9mm et 443 Remington au volant de sa voiture, qui s'est ensuite renversée après avoir roulé une dizaine de mètres, a-t-on précisé de même source.

Le ou les tueurs, qui auraient pris la fuite à moto, n'avaient pas été retrouvés en fin de matinée.

Cet assassinat est intervenu quelques heures avant l'arrivée dans l'île

du ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, qui devait rencontrer les principaux élus hier l'après-midi et ce matin à Bastia, puis à Ajaccio.

Nicolas Gros était considéré comme proche de François Santoni, assassiné à la sortie d'un mariage à Monacia-d'Aullène (Corse du Sud) le 17 août, un an après Jean-Michel Rossi, cofondateur de l'autoproclamé « cercle de réflexion » nationaliste *Prezzena Naziunale*.

La victime avait été condamnée à Paris, en mars 2000, à deux ans de prison dans l'affaire du golf de Spérone, une tentative d'extorsion de fonds portant sur 600 000 euros (840 000 \$) dans laquelle il avait comparu aux côtés de François Santoni.

Avec l'assassinat de M. Gros, 38 homicides ou tentatives d'homicides ont été répertoriés sur l'île par les autorités policières depuis le début de l'année.

Le consentement du patient n'était pas nécessaire

La justice française absout des médecins ayant transfusé contre son gré un témoin de Jéhovah

PARIS (AFP) — La plus haute juridiction administrative française a donné raison hier à des médecins de la région parisienne qui avaient transfusé du sang à un témoin de Jéhovah contre son gré.

Le conseil d'État a rendu un arrêt qui considère que ces médecins qui avaient procédé en 1991 à des transfusions sur un homme atteint d'une anémie, décédé aujourd'hui, « n'ont pas commis de faute ».

À la suite de la mort de cet homme, dont l'identité n'a pas été révélée, son épouse avait entamé une procédure judiciaire qui s'est achevée hier avec la décision du Conseil.

« Compte tenu de la situation extrême dans laquelle (le témoin de Jéhovah) se trouvait, les médecins qui le soignaient ont choisi, dans le seul but de tenter de le sauver, d'accomplir un acte indispensable à sa survie et proportionné à son état », note le Conseil d'État.

« Dans ces conditions, et quelle que fut par ailleurs leur obligation de respecter sa volonté fondée sur ses convictions religieuses, ils n'ont pas commis de faute de nature à engager la responsabilité » des services hospitaliers qui l'avaient hospitalisé, ajoute l'arrêt.

Le témoin de Jéhovah, âgé de 44 ans au moment des faits, avait été hospitalisé en janvier 1991 pour une insuffisance rénale aiguë, d'abord à la Garonne-Colombes (ouest de la capitale) puis à Paris. À plusieurs reprises et par écrit, il avait déclaré aux médecins qu'il refusait que lui soient administrés des produits sanguins, toute transfusion sanguine étant interdite par sa croyance.

Malgré cela, les praticiens avaient décidé de le transfuser à partir du moment où il avait commencé à développer une grave anémie, à partir du 28 janvier et jusqu'au 6 février, date de son décès.

EN BREF

GOTHARD

Aucun nouveau corps retrouvé

■ AIROLO — Aucun nouveau corps n'a été retrouvé dans la « zone rouge », celle de l'accident entre deux camions, mercredi, à l'intérieur du tunnel du Gothard qui a fait au moins 11 morts, a déclaré hier Romano Piazzini, chef de la police cantonale du Tessin. « C'est plutôt une bonne nouvelle », a-t-il dit au cours d'une conférence de presse à Airolo, le village

situé à l'entrée sud du tunnel. Selon les dernières informations disponibles, la police a compté 23 véhicules et non plus 100, comme cela avait été indiqué ces derniers jours, dans l'ensemble du tunnel, 12 dans la zone de l'accident, et 11 à l'extérieur de cette zone. La « zone rouge » est longue d'environ 200 mètres et correspond au point de télescopage entre les deux camions. La collision avait été suivie d'un incendie. Le nombre de personnes ne s'étant pas signalées auprès de leurs proches après l'accident a légèrement diminué et s'élève désormais à 113 contre 120 hier matin. (AFP)

Partez au
chaud
dans votre
démo*



Nous vendons les modèles de démonstration de la concession

2000 Civic CX à hayon
Aut., couleur: rouge, 27 000 km
Stock 200270 **12 995\$**

2001 CR-V LX
Aut., couleur: bleu, 600 km
Stock 210700 **23 995\$**

2000 Civic SE à hayon
Aut., couleur: noir, 19 300 km
Stock 202363 **13 900\$**

2001 CR-V EX
Aut., couleur: rouge, 8700 km
Stock 211489 **24 800\$**

2001 Civic DX-G berline
Man., couleur: beige, 500 km
Stock 211702 **16 000\$**

Transport et préparation
INCLUS

Photos à titre indicatif

* En mentionnant cette publicité à nos vendeurs, votre démonstrateur sera muni, **sans frais** d'un **démarrateur à distance**.
Cet hiver, partez au chaud...

Ste-Foy
lallier



2000, Jean-Talon Nord, Sainte-Foy
687-2525
(boul. Charest Ouest)
www.lallierstefoy.com



Les professionnelles de la physiothérapie, une nécessité pour vous, une priorité pour nous.



Le SPTRPQ est fier de représenter plus de 95 % des physiothérapeutes et des thérapeutes en réadaptation physique du réseau de la santé et des services sociaux du Québec. Notre priorité est d'améliorer les conditions de travail de ces professionnelles afin qu'elles puissent se consacrer pleinement à l'exercice de leur profession si essentielle au sein du réseau.

Joignez les rangs du
SPTRPQ

Syndicat des physiothérapeutes et des thérapeutes en réadaptation physique du Québec

pour un syndicalisme en santé.

☎ 1 800 263-4469 (514) 521-4469 sptrpq@cpsq.qc.ca

Le SPTRPQ est affilié à la Centrale des professionnelles et professionnels de la santé.

« Depuis le 11 septembre dernier, l'environnement économique mondial a été bouleversé. Aujourd'hui, il nous faut agir pour assurer la sécurité économique et sociale des Québécoises et des Québécois. »

Pauline Marois
Vice-première ministre
et ministre d'État à l'Économie
et aux Finances

Jeudi 1^{er} novembre, 16 h

BUDGET 2002 > 2003

Maintenant parce que c'est **maintenant** qu'il faut agir.
www.finances.gouv.qc.ca

Finances
Québec